

Ukraine : l'Europe à la recherche d'un plan de paix

► Une douzaine de dirigeants internationaux, réunis dimanche 2 mars à Londres, ont affiché leur soutien au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, après son altercation avec Donald Trump

► Le premier ministre britannique, Keir Starmer, dit travailler avec Emmanuel Macron à un plan de paix dont ils souhaitent discuter avec les Américains

► Tous les participants au sommet ont accepté la nécessité d'un réarmement rapide des Européens

► Les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 pays de l'UE doivent se réunir, jeudi 6 mars, à Bruxelles

P.2-3, IDÉES P.26 ET 27 ET CHRONIQUE P.28



Volodymyr Zelensky, Keir Starmer et Emmanuel Macron, au sommet de Londres, le 2 mars. JUSTIN TALLIS/AFP

Les politiques français sous le choc du trumpisme

Un débat devait avoir lieu, lundi 3 mars, à l'Assemblée nationale, pour évoquer l'Ukraine et les changements géopolitiques impulsés par le président américain. « Le Monde » a enquêté pour mesurer l'impact de ces bouleversements, et plus généralement du trumpisme, dans l'opinion publique et au sein des différentes formations politiques

PAGES 8 À 10

M ÉDITORIAL
L'INDISPENSABLE DÉBAT NATIONAL SUR L'UKRAINE

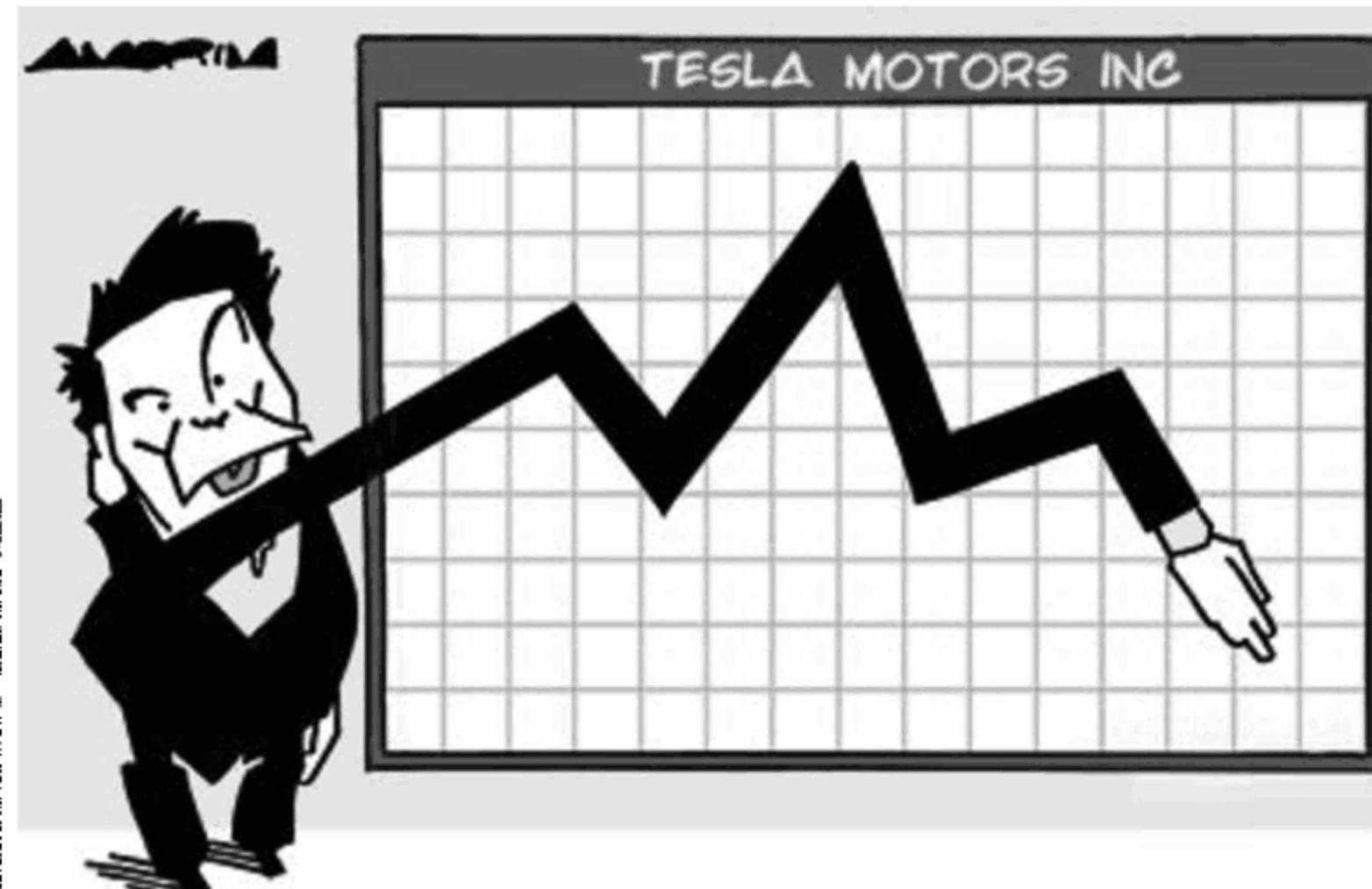
PAGE 28

Cinéma Le film «Anora» triomphe aux Oscars

La tragi-comédie du réalisateur américain Sean Baker, déjà récompensée à Cannes, a remporté cinq Oscars, dimanche 2 mars, à Los Angeles, dont celui du meilleur film et celui de la meilleure actrice, attribué à la jeune Mikey Madison. Ayant pâti de polémiques, « Emilia Pérez », du Français Jacques Audiard, en a récolté deux

PAGE 21

VU PAR AMORIM (BRÉSIL)



M 00147-304-F-3,80 €

ÉCONOMIE COMMENT LA RUSSIE CONTOURNE LES SANCTIONS

APRÈS TROIS ANS de sanctions destinées à l'isoler, le pays a réussi à s'adapter et même à devenir le cœur d'une économie mondiale parallèle. Ce constat émane d'économistes russes du groupe de réflexion indépendant Center of

Analysis and Strategies in Europe. Selon leur étude, présentée mardi à Paris, un réseau autonome de mécanismes financiers et commerciaux a permis à Moscou de contourner les sanctions.

PAGE 14

Entretien
L'impact
des écrans sur
la santé mentale
des enfants

PAGE 25

Football
L'affaire
Blatter-Platini
jugée en appel
en Suisse

PAGE 11

Fraudes Le parquet européen face à un « continent de criminalité »

Dans un rapport dévoilé lundi 3 mars, cette entité, chargée de lutter contre les fraudes transfrontalières à la TVA et les détournements de fonds européens, compta 2 666 enquêtes pour un préjudice total estimé à près de 25 milliards d'euros. Ses responsables demandent davantage de moyens, notamment face au crime organisé

PAGE 12

Gaza Le gouvernement israélien bloque l'aide humanitaire

ISRAËL A DÉCIDÉ DE BLOQUER, dimanche 2 mars, l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza après des débats avec le Hamas sur les modalités de la poursuite du cessez-le-feu. L'initiative du premier ministre, Benyamin Nétanyahou, viole l'accord accepté par les deux parties et entré en vigueur le

19 janvier, prévoyant trois phases, la première s'étant conclue samedi. La deuxième devait commencer dans la foulée. Or, elle n'a jamais été discutée. M. Nétanyahou refuse d'entamer des pourparlers. Le Hamas a qualifié cette décision de « crime de guerre ». PAGE 4



Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique

Le Monde

GUERRE EN UKRAINE

Les Européens en quête d'un plan de paix

Les Français plaident pour une trêve d'un mois dans la guerre opposant Moscou et Kiev

LONDRES - correspondante

Depuis quelques semaines, le premier ministre britannique, Keir Starmer, montre qu'il veut peser dans le débat sur la sécurité du continent européen. «Nous sommes à la croisée des chemins», a prévenu le leader travailliste, dimanche 2 mars, à l'issue du sommet qu'il présidait à Londres, auquel étaient conviés 18 dirigeants, dont le Français Emmanuel Macron, l'Italienne Giorgia Meloni, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen et le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte. Cette réunion, convoquée par Downing Street il y a une semaine, a pris une tournure dramatique après l'humiliation qu'ont fait subir Donald Trump et son vice-président, J. D. Vance, au président ukrainien, Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche, vendredi 28 février.

Face au duo américain, les Européens sont confrontés à l'urgence de sauver ce qui peut l'être de la relation entre Washington et Kiev, et même, au-delà, de l'ordre occidental garanti par les Américains depuis quarante-cinq ans. Depuis Londres, Keir Starmer a expliqué que le Royaume-Uni travaillait de concert avec la France à «un plan de paix» en Ukraine, pour «faire cesser les combats».

Les Français proposent d'abord une trêve d'un mois – consistant en la fin totale des opérations russes «dans les airs, sur les mers et les infrastructures énergétiques», a précisé Emmanuel Macron, dimanche soir au *Figaro*. Le président français a cependant concédé qu'il serait «très difficile» de contrôler un cessez-le-feu sur le terrain, étant donné la longueur de la ligne de front russe-ukrainienne (1000 kilomètres). Cette trêve – sur laquelle les Britanniques restent très discrets – devrait donc être entourée de conditions vérifiables, supposant des engagements russes, comme l'arrêt des bombardements sur les structures vitales ou les centres urbains. Dimanche, Volodymyr Zelensky a rappelé son opposition à tout cessez-le-feu qui ne sera pas accompagné de garanties de sécurité.

Le plan franco-britannique, en cours d'élaboration, défendrait un accord de paix crédible et durable, à plusieurs dimensions – des questions territoriales aux garanties de sécurité, en passant par la reconstruction de l'Ukraine. Keir Starmer a rappelé qu'il était prêt, comme les Français, à participer, dans un second temps, à l'envoie «de troupes au sol et d'avions dans les airs» pour constituer une force de maintien de la paix dans l'hypothèse d'un cessez-le-feu consolidé.

«Nous ne pouvons pas accepter un accord de paix faible, que la Russie peut violer facilement, comme celui de Minsk [signé en 2014] pour tenter en vain de mettre un terme aux combats entre les séparatistes du Donbass et Kiev», a expliqué le Britannique. Aux yeux de Londres et de Paris, pour qu'un cessez-le-feu soit crédible, il doit s'accompagner d'un retrait partiel des forces russes, car il s'agit du meilleur moyen pour réduire les risques.

Pour fonctionner, ce plan nécessite cependant «un fort soutien des Etats-Unis», a insisté Keir Starmer: un appui sécuritaire à même de dissuader le président Vladimir Poutine de se lancer dans une nouvelle guerre quand l'armée russe aura reconstitué ses troupes et ses stocks de munitions.



Le premier ministre britannique, Keir Starmer (au centre) avec des dirigeants de pays alliés de Kiev et Volodymyr Zelensky (à sa gauche), réunis à Londres, dimanche 2 mars. JUSTIN TALLIS/AFP

Emmanuel Macron et Keir Starmer sont déjà allés réclamer à Donald Trump ce *backstop* («filet de sécurité») américain, censé éviter une confrontation directe entre les troupes européennes et les forces russes, lors de leurs visites respectives à la Maison Blanche. Sans résultat pour le moment.

«COALITION DES BONNES VOLONTÉS»

Dans le cadre de ce plan de paix, qui doit être suffisamment solide pour convaincre le président américain, «les Européens doivent prendre la principale part du fardeau», a précisé le dirigeant britannique, qui avait annoncé, le 25 février, la hausse des dépenses de défense de son pays de 2,3 % à 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) dès 2027. M. Macron suggère que chaque Etat européen consacre entre 3 % et 3,5 % de son PIB à la défense.

Keir Starmer a appelé, dimanche, d'autres pays à former une «coalition des bonnes volontés» pour s'associer à cet effort franco-britannique, sans pour autant susciter de ralliement public de la part des autres dirigeants présents quant à l'idée d'envoyer des troupes en Ukraine. Tous les participants au sommet ont certes accepté la nécessité d'un réarmement rapide des Européens. «Nous devons nous préparer au pire», a souligné Ursula von der Leyen.

Il n'est pas question d'envoyer des soldats italiens à déclaré la présidente du conseil italien Giorgia Meloni à la sortie de Lancaster House, le palais où avait lieu la réunion. La dirigeante d'extrême droite, qui, jusqu'à

**POUR FONCTIONNER,
CE PLAN NÉCESSITE
CEPENDANT «UN
FORT SOUTIEN DES
ÉTATS-UNIS»,
A INSISTÉ LE PREMIER
MINISTRE
BRITANNIQUE,
KEIR STARMER**

présent, a montré un constant soutien pour l'Ukraine, a estimé que le plan franco-britannique avait «encore besoin d'être discuté». Celle qui entretient des rapports très cordiaux avec l'administration Trump a surtout insisté sur la nécessité d'éviter «tout risque de division de l'Occident». «Nous essayons de faire bouger les choses. Et nous avons besoin de l'Italie, d'une Italie forte qui agit aux côtés de la France, de l'Allemagne, dans le concert des grandes nations», a observé Emmanuel Macron dans un entretien au quotidien italien *Il Foglio*.

AUGMENTER LES DÉPENSES DE DÉFENSE

Les dirigeants espagnol, polonais ou allemand – le chancelier sortant Olaf Scholz a fait le déplacement à Londres – sont aussi restés discrets. Tout comme le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, également convié dans la capitale britannique. Sa présence au sommet était significative, la Turquie disposant de la deuxième armée, derrière les Etats-Unis, au sein de l'OTAN, et étant l'un des principaux pourvoyeurs de drones à l'Ukraine.

Ce plan franco-britannique est aussi une tentative des Européens de gagner leur place – et celle des Ukrainiens – à la table de futures négociations de paix avec la Russie, pour éviter tout accord ressemblant à une capitulation, qui encouragerait Vladimir Poutine à poursuivre son offensive en direction des pays baltes ou de la Moldavie. Les Européens ont assisté en spectateurs impuissants aux

premiers échanges entre Américains et Russes, à Riyad, en Arabie saoudite, le 18 février.

Cette initiative a-t-elle ses chances? Jusqu'ici, Donald Trump semble plus sensible aux arguments russes qu'au combat des Ukrainiens pour leur souveraineté. De plus, il faudrait à un moment que le Kremlin l'accepte. Depuis Moscou, dimanche, le ministre des affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a salué la volonté de Washington de parvenir à une paix en Ukraine tout en accusant les Européens de vouloir prolonger la guerre en repoussant à nouveau la suggestion d'envoi de troupes étrangères en Ukraine.

Il y a aussi urgence, du côté des capitales européennes, à réconcilier Volodymyr Zelensky et Donald Trump, pour éviter le scénario noir d'un retrait de l'aide américaine.

Si Washington mettait fin à son soutien logistique aux systèmes Patriot d'interception des missiles russes ou désactivait la couverture satellite Starlink permettant à l'armée ukrainienne d'exploiter ses drones, Kiev en serait très diminué. Volodymyr Zelensky s'est déclaré, dimanche soir, prêt à signer l'accord sur les minéraux qu'il était censé avancer à Washington vendredi, avant que le clash avec Donald Trump dans le bureau Ovale ne fasse tout déraper.

Keir Starmer espère faire jouer la «relation spéciale» entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni et ses rapports jusqu'à présent cordiaux avec Donald Trump pour «vendre» ce plan. La décision attendue des membres de l'Union européenne, réunis en conseil à Bruxelles, le 6 mars, d'augmenter massivement leurs dépenses de défense pourrait l'aider. Sa première visite dans le bureau Ovale, jeudi 27 février, fut un succès diplomatique du point de vue des Britanniques. Mais ni l'invitation du roi Charles III pour une seconde visite d'Etat, ni les flatteries de M. Starmer n'avaient suffi pour convaincre le président américain de s'engager à soutenir le plan franco-britannique.

Quand les dirigeants des deux seuls pays disposant de la dissuasion nucléaire en Europe retourneront-ils à Washington présenter leur proposition? Ni Downing Street ni l'Elysée ne le précisent. Lundi 3 mars, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a annoncé travailler avec ses alliés européens à des «positions communes». «[Nous] allons définir nos positions communes: ce que nous voulons obtenir, et ce qui n'est pas négociable. Ces positions seront présentées à nos partenaires américains», a-t-il déclaré sur Telegram. ■

CÉCILE DUCOURTEAUX
ET PHILIPPE RICARD (À PARIS)

Le président Zelensky, fêté à Londres, toujours critiqué à Washington

LE CONTRASTE ne pouvait pas être plus grand entre l'accueil qui fut réservé à Londres par le gouvernement britannique à Volodymyr Zelensky, samedi 1^{er} et dimanche 2 mars, et l'humiliation que Donald Trump et son vice-président, J. D. Vance, avaient fait subir au dirigeant ukrainien, vingt-quatre heures plus tôt dans le bureau Ovale à Washington. Le premier ministre britannique, Keir Starmer, a donné l'accord au dirigeant à son arrivée à Downing Street samedi. Le lendemain soir, M. Zelensky a eu les honneurs d'une entrevue avec le roi Charles III. Ce dernier l'a reçu juste après le sommet européen, dans sa résidence de Sandringham (dans le Norfolk).

Le président ukrainien avait déjà été reçu au palais de Buckingham en 2023. L'entrevue royale de dimanche soir est symbolique et très significative : le gouvernement britannique n'ignore rien de la fascination de Donald Trump pour la famille royale et a voulu honorer M. Zelensky tout autant que lui. Keir Starmer a en effet apporté au président améri-

cain lors de leur entrevue à la Maison Blanche le 27 février, une invitation du roi à Balmoral, en Ecosse, pour discuter d'une deuxième visite d'Etat de Donald Trump (après celle de 2019).

Refus de s'excuser

A Washington, l'animosité à l'égard du président Zelensky n'était cependant pas retombée durant le week-end des 1^{er} et 2 mars, l'administration Trump continuant à insinuer que le dirigeant ukrainien n'est plus un partenaire crédible à ses yeux. «Nous avons besoin d'un dirigeant qui peut traiter avec nous, traiter avec les Russes à un moment et mettre fin à cette guerre», a déclaré Mike Waltz, le conseiller à la sécurité nationale du président Trump sur la chaîne CNN. «S'il devient évident que le président Zelensky, soit pour des motivations personnelles soit politiques, diverge de la volonté de mettre fin aux combats dans son pays, alors je crois qu'on a un vrai problème», a ajouté M. Waltz. Le président ré-

publicain de la Chambre des représentants, Mike Johnson, a aussi assuré sur la chaîne NBC que «soit il [le président Zelensky] revient à la raison et revient à la table des négociations avec gratitude, soit quelqu'un d'autre doit diriger le pays pour le faire».

Le soutien britannique à M. Zelensky est sincère mais en coulisses, il s'est accompagné d'invitations pressantes au dirigeant ukrainien afin qu'il se réconcile avec Donald Trump. Dimanche soir, avant de quitter le Royaume-Uni, Volodymyr Zelensky s'est dit «prêt à signer» l'accord sur les minéraux que lui proposait le président américain à la Maison Blanche vendredi. Au micro de la BBC, il a cependant refusé de s'excuser auprès de Donald Trump, qui n'avait pas voulu choisir entre le camp ukrainien ou russe lors de leur rencontre à la Maison Blanche. «Vu ce qui se passe, vu le soutien, simplement me remplacer ne sera pas si facile», a également fait remarquer le chef d'Etat ukrainien. ■

C. DU. (LONDRES, CORRESPONDANTE)

En Europe du Nord, des appels au boycott

De nombreux groupes Facebook appellent à ne plus acheter de produits américains

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

Les sous-marins américains déployés au large des côtes norvégiennes vont devoir se trouver un nouveau fournisseur de fuel. Dans un message publié sur Facebook, samedi 1^{er} mars, la compagnie Haltbakk Bunkers, opérateur numéro 1 dans les ports norvégiens, a indiqué qu'elle cessait « immédiatement » de ravitailler les navires de la marine américaine. Une décision prise à la suite du « plus grand mercier jamais présenté en direct à la télévision par l'actuel président américain et son vice-président », déclare la société, dans un communiqué, publié quelques heures après le clash entre le président ukrainien Volodymyr Zelensky et Donald Trump, à la Maison Blanche.

Aussi radicale qu'elle puisse paraître, cette annonce n'en est qu'une parmi d'autres, dans les pays nordiques, où le mouvement appelant à boycotter les marques américaines prend de l'ampleur. Ces dernières semaines, plusieurs groupes ont vu le jour sur Facebook, listant les produits et services à mettre à l'index. Les participants espèrent inspirer une mobilisation plus large, au niveau européen, capable de faire trembler les entreprises américaines. Dans son communiqué, conclu par le slogan

« Slava Ukrani! » (« Gloire à l'Ukraine ! »), Haltbakk Bunkers, dont le compte Facebook n'était plus accessible dimanche 2 mars, rend hommage à la retenue du président ukrainien, face au « spectacle télévisé de plantage de couteau dans le dos » par l'administration américaine. « Cela nous a rendus malade », affirme l'entreprise, qui « encourage tous les Norvégiens et les Européens à suivre [son] exemple ».

Une pratique bien ancrée

Cette initiative a mis Oslo dans l'embarras. Spécialisée dans les services d'avitaillement aux navires opérant dans les eaux norvégiennes, Haltbakk Bunkers joue un rôle important dans l'industrie maritime du pays, en fournit du carburant aux navires y faisant escale, y compris à ceux des forces de l'OTAN. Dans un communiqué, le ministère norvégien de la défense, Tore Sandvik, a assuré, dimanche 2 mars, que la décision de la compagnie « ne correspond pas à la politique du gouvernement » et que « les forces américaines continueront à recevoir de la Norvège les fournitures et le soutien dont elles ont besoin ».

De son côté, le président de Haltbakk Bunkers, Gunnar Gran, défend une décision « morale » et rappelle que sa compagnie a cessé de fournir les navires russes, dès le

L'OPÉRATEUR NUMÉRO UN DANS LES PORTS NORVÉGIENS A INDIQÜÉ QU'IL CESSAIT DE RAVITAILLER LES NAVIRES DE LA MARINE AMÉRICAINE

début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. « Aujourd'hui, les Etats-Unis sont exclus en raison de leur comportement à l'égard des Ukrainiens », a-t-il expliqué au journal économique Kystens Næringsliv, ajoutant que « pas un seul litre ne sera livré [aux navires militaires américains] tant que Trump n'aura pas quitté le pouvoir ».

Sur les groupes Facebook appartenant à boycotter les produits et services américains en Europe du Nord, les propos de M. Gran ont été applaudis. Avec plus de 48 000 membres, le groupe danois « Boycott varer fra USA » a été créé le 3 février. La veille, le vice-président américain, J. D. Vance, avait qualifié le Danemark de « mauvais allié », provoquant l'indignation des Danois, après que la première ministre, Mette Frederiksen, a refusé de céder le Groenland aux Etats-Unis. Le 19 février,

un groupe similaire a vu le jour en Suède. Lundi 3 mars, à 7 heures, plus de 32 500 personnes l'avaient rejoint. Selon ses administrateurs, il est « né de la frustration » à l'égard d'un monde « devenu beaucoup plus incertain et imprévisible, depuis le 20 janvier », date de l'investiture de Donald Trump.

« J'ai arrêté d'acheter des produits alimentaires provenant d'entreprises américaines, telles que Heinz, Kellogg, Snickers, Tuc. J'ai changé de moteur de recherche, pour passer de Google à Ecosia. J'ai annulé [mon abonnement] à Netflix. Je vais revoir mes investissements financiers », confie Theresé Sjöström, au Monde. Tout en regrettant de devoir utiliser Facebook pour échanger, d'autres disent avoir vendu leurs actions dans des compagnies américaines. Charlotte Betulander, elle, vient de « passer un ordre de vente » auprès du fonds de pension AP7, géré par l'Etat suédois, et qui a « 69 % de participations sur le marché américain », s'indigne-t-elle.

Le boycott est une pratique bien ancrée en Suède, rappelle Hube Andersen, un membre du groupe, qui se souvient de l'action menée contre les produits français, au début des années 1990, pour protester contre les essais nucléaires dans le Pacifique. « Acheter des produits américains à notre époque équivaut à soutenir la tentative de la Russie d'écraser son frère européen », affirme-t-il.

« En boycottant les produits américains, nous pouvons mettre quelques cartes dans les mains de Zelensky », complète Jakub Zulinski, qui espère faire plonger « la Bourse américaine dans le rouge pendant quelques jours ». Peut-être alors que « Trump se rendra compte que ça ne vaut pas la peine de faire des affaires avec Poutine », dit-il.

Si l'effet de telles initiatives est difficile à mesurer, le groupe Sailing, leader de la distribution alimentaire au Danemark, a déjà réagi, en modifiant les étiquettes, dans ses supermarchés : une étoile noire, placée à côté du prix, indique que le produit provient d'une entreprise européenne. Sur LinkedIn, son PDG, Anders Hagh, se défend de faire de la politique : « Nous continuerons à proposer dans nos rayons des marques du monde entier, et ce sera toujours aux clients de choisir », a-t-il assuré.

Dans les pays du nord de l'Europe, les ventes de Tesla se sont effondrées depuis janvier. En Suède, où le modèle Y était la voiture la plus achetée en 2024, les ventes du constructeur américain dirigé par Elon Musk ont chuté de 44 % en janvier, par rapport à 2024. En Norvège, marché historique pour la marque, elles ont reculé de 38 % et de 70 % en février. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

IRAN Démission du vice-président et révocation du ministre de l'économie

Le vice-président iranien chargé des affaires stratégiques, Mohammad Javad Zarif, a présenté sa démission, a indiqué, dimanche 2 mars, l'agence de presse IRNA, précisant que le président Massoud Pezeshkian n'avait « pas encore répondu ». Ancien ministre des affaires étrangères et architecte de l'accord sur le nucléaire iranien, M. Zarif avait déjà démissionné en août 2024 avant de rejoindre le gouvernement quelques jours plus tard. Dimanche, le Parlement iranien a par ailleurs révoqué le ministre de l'économie, Abdolnaser Hemmati, en fonctions depuis août 2024 et tenu responsable de la rapide dégradation de la conjoncture.

BIRMANIE Le chef de la junte militaire à Moscou

Le général Min Aung Hlaing, chef de la junte militaire birmane, s'est rendu en visite officielle en Russie, lundi 3 mars, accompagné par plusieurs membres de son cabinet ainsi que par des responsables de l'armée, a rapporté la télévision d'Etat MRTV. Il devait notamment rencontrer le président Vladimir Poutine. Moscou, comme Pékin, est l'un des principaux soutiens et fournisseurs d'armes de la junte birmane. Ce voyage est le quatrième de Min Aung Hlaing en Russie depuis le coup d'Etat qui, en février 2021, a renversé le gouvernement élu d'Aung San Suu Kyi. — (AP)



PEUGEOT
SERVICE
VOTRE PEUGEOT. NOTRE PASSION.

**L'EXCELLENCE,
ÇA S'ENTRETIEN.**

**50 € DE REMISE
SUR L'ENTRETIEN⁽¹⁾**

DE VOTRE PEUGEOT DE 2 ANS OU PLUS DÈS 250 €
D'INTERVENTIONS EN PRENANT RDV SUR PEUGEOT.FR

**+ 1 AN D'ASSISTANCE OFFERT⁽²⁾⁽³⁾
+ PAIEMENT JUSQU'À 4X SANS FRAIS⁽⁴⁾**

PEUGEOT RECOMMANDÉ TotalEnergies

(1) Offre non cumulable, valable dans le réseau Peugeot France participant, réservée aux 5000 premiers clients particuliers, propriétaires d'une Peugeot de 2 ans et plus, prenant rendez-vous sur peugeot.fr entre le 01/03/2025 et le 31/03/2025 minuit pour une intervention effectuée entre le 01/03/2025 et le 30/04/2025 inclus. Sur présentation du PASS Peugeot reçu par email dans les 72h suivant la prise de rendez-vous en ligne, bénéficiez d'une remise immédiate de 50€ pour un montant minimum de 250€ facturés pour l'achat d'opérations d'entretien effectuées avec des pièces de la gamme pièces d'origine ou de la gamme Eurorepar et la main-d'œuvre au tarif conseillé en vigueur au moment de l'achat. Voir conditions sur peugeot.fr.
(2) Assistance offerte en cas de panne immobilisante (hors batterie et crevaison) non couverte par l'assistance de la garantie constructeur ou d'un contrat de service Peugeot souscrit, et en cas d'accident immobilisant. Prestation offerte pour tout client justifiant d'une intervention après-vente réalisée dans le réseau Peugeot France (comprenant de la main-d'œuvre, des pièces et/ou un forfait) de moins de 12 mois. Le coût des réparations n'est pas couvert. (3) Mobilité (véhicule de remplacement de catégorie équivalente selon disponibilité, poursuite du voyage) et hébergement (hôtel 3 étoiles) offerts suite au remorquage en cas de panne ou d'accident immobilisant. Pour obtenir les détails de cette offre, voir conditions générales disponibles sur peugeot.fr et dans le réseau Peugeot. (4) Paiement jusqu'à 4 fois sans frais, pour un montant de 80€ à 5000€ TTC. L'offre de paiement en plusieurs fois est réservée aux clients particuliers et professionnels domiciliés en France sous réserve d'acceptation de notre partenaire SCORE & SECURE PAYMENT, SAS au capital de 200.000€, 25 rue Louis le Grand – 75002 Paris, RCS PARIS n°830 459 053. L'offre constitue une facilité de paiement et n'est pas soumise à la réglementation du crédit à la consommation. Les délais de remboursement ne peuvent être supérieurs à 90 jours à partir de la souscription à l'offre et à 4 mensualités maximum. L'opération est sans frais ni intérêts pour le consommateur. Le TAEG et le taux débiteur sont égaux à 0%. Offre valable dans les ateliers du réseau Peugeot France participants. Pour les ateliers proposant le paiement en plusieurs fois ou le paiement différé par un autre organisme, voir les conditions auprès de l'atelier concerné. EG+ – Automobiles PEUGEOT 552 144 503 RCS Versailles.

Bandes de Gaza : l'aide bloquée par Israël

Nétanyahou justifie sa décision par le rejet du Hamas d'une nouvelle proposition américaine de trêve

Jérusalem - correspondance

Dès fragile, la trêve entre Israël et le Hamas semble moribonde depuis que le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a annoncé, dimanche 2 mars, en début de matinée, la «suspension de toute entrée de marchandises et d'approvisionnement dans la bande de Gaza». L'initiative viole l'accord accepté par les deux parties, entré en vigueur le 19 janvier, prévoyant trois phases, la première s'étant conclue samedi. La deuxième devait commencer dans la foulée, permettre de nouveaux échanges de captifs et installer une «fin permanente de la guerre». Elle n'a jamais été discutée, le gouvernement israélien refusant d'entamer des pourparlers préliminaires, pourtant prévus dans l'accord.

Le gouvernement israélien avait indiqué, dans la nuit de samedi à dimanche, avoir accepté une proposition de Steve Witkoff, l'envoyé spécial de Donald Trump au Moyen-Orient. Cette mouture alternative, préparée à Washington, vise à instaurer un cessez-le-feu temporaire dans la bande de Gaza pour les périodes du ramadan et de la Pâque juive, qui se termine le 20 avril. La moitié des otages israéliens détenus à Gaza seraient libérés le premier jour de la trêve, les autres lorsqu'un accord de cessez-le-feu permanent serait trouvé. Encore 58 otages sont aux mains du mouvement islamiste palestinien, parmi lesquels 34 déclarés morts par l'armée israélienne.

Sans mentionner la proposition de M. Witkoff, le Hamas rejette la formulation d'Israël quant à la «prolongation» de la première phase. Face à ce refus, le cabinet

du premier ministre israélien a alors annoncé suspendre la livraison d'aide humanitaire et a assorti sa décision d'une menace : «Israël n'acceptera pas de cessez-le-feu sans libération de nos otages», ajoute le texte, et «si le Hamas persiste dans son refus, il y aura d'autres conséquences».

Le Hamas a immédiatement dénoncé cette coupure de l'aide humanitaire comme «un crime de guerre et une violation flagrante de l'accord [de trêve]», vitale au regard de la situation catastrophique dans le territoire assiégé.

Depuis le début de la guerre, le mouvement islamiste palestinien a toujours été clair : il veut un retrait total de l'armée israélienne de la bande de Gaza. Mais Benjamin Nétanyahou refuse avec tout autant de constance. Son maintien au pouvoir en dépend. Ses alliés les plus radicaux ont menacé de détruire sa coalition de gouvernement si la guerre s'arrêtait.

Tensions et provocations

Il poursuit les hostilités avec des objectifs maximalistes sans cesse répétés : le retour de tous les otages israéliens, l'élimination des capacités gouvernementales et sécuritaires du Hamas, et la démilitarisation du territoire. Si le Hamas a accepté le principe de céder le pouvoir dans la bande de Gaza, il ne veut pas démanteler ses structures administratives et militaires ni déposer les armes.

Pourtant, la première phase du cessez-le-feu, imposée «par la force», comme le clamait Donald Trump, le 15 janvier, a marché. Elle a permis la sortie de 25 otages israéliens et la restitution de 8 corps. En échange, près de 2000 Palestiniens emprisonnés en Israël ont été libérés. Les forces is-

raéliennes se sont retirées de la majeure partie de Gaza, et l'Etat hébreu a permis une entrée massive d'aide humanitaire dans ce territoire. Mais le long séquençage de l'accord, conçu par la précédente administration américaine, dirigée par Joe Biden, s'est révélé être un échec. Il était censé instaurer la confiance et réduire les tensions entre les deux parties. Ce fut l'inverse. La première phase a été émaillée de tensions et de violations.

Les frappes israéliennes ont tué des dizaines de Palestiniens qui, selon l'armée, s'étaient approchés de ses forces ou étaient entrés dans certaines zones en violation de la trêve. Le Hamas a quant à lui multiplié les provocations lors des libérations d'otages israéliens, avec le 20 février pour point culminant, quand les cercueils de la famille Bibas ont été exhibés dans Gaza, l'un d'entre eux ne contenant pas la dépouille mortelle de la mère, Shirin Bibas, mais celui d'une autre femme. L'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge, celui-ci assurant le transfert des captifs entre les

deux parties, avaient critiqué les conditions de remise de ces corps. La dernière, mercredi 26 février dans la soirée, a été plus discrète.

Mais le Hamas trouve d'autres moyens pour maintenir la pression sur l'opinion israélienne, majoritairement en faveur de l'accord : ce samedi, la branche armée du mouvement a diffusé la vidéo montrant les adieux déchirants entre Yaïr Horn, otage libéré le 15 février, et son frère Eitan Horn, laissant penser que les images ont été tournées très peu de temps avant la libération du premier.

La question des derniers otages

Le gouvernement dirigé par Benjamin Nétanyahou ne plie pas pour autant, porté par un Donald Trump qui reprend les pires propositions de l'extrême droite israélienne, entre le déplacement forcé de la population de Gaza pour y construire un projet immobilier, ou l'annexion de la Cisjordanie, territoire palestinien. Surtout, Marco Rubio, le secrétaire d'Etat américain, a annoncé, samedi 1^{er} mars, avoir signé une nouvelle assistance militaire de

Le Hamas ne veut pas démanteler ses structures administratives et militaires, ni déposer les armes

4 milliards de dollars (soit 3,85 milliards d'euros) à Israël, affirmant par ailleurs que l'administration Trump avait approuvé près de 12 milliards de dollars de vente d'armes depuis son entrée en fonctions, le 20 janvier.

Cela permet à Benjamin Nétanyahou d'enterrer le cessez-le-feu, tout en faisant porter la charge du refus au Hamas, «pour ne pas apparaître comme celui à faire dérailler l'accord – parce que cela signifie la mort des otages», estime sur son compte X Mairav Zonszein, analyste Israël-Palestine pour le groupe de réflexion International Crisis group.

Les hostilités pourraient toutefois ne pas recommencer tout de

suite. Le Hamas souhaite éviter un nouveau ramadan de guerre pour les Gazaouis. Et Benjamin Nétanyahou a besoin d'une coalition solide pour faire adopter le budget israélien, à la fin du mois de mars. S'il échoue, cela déclencherait automatiquement des élections anticipées, que le premier ministre risque de perdre si l'on croit les sondages.

La question des derniers otages reste en suspens. Eli Sharabi, relativement à la question de la détention, diffusé le 27 février, a bouleversé le pays ; il était particulièrement pâle et émacié le jour de sa libération, réveillant le souvenir de l holocauste chez les Israéliens. Son voyage outre-Atlantique, avec d'autres otages récemment relâchés, a été organisé par une milliardaire américaine, Miriam Adelson, avocate acharnée de la cause des otages. Elle aurait l'oreille du président. Elle a été l'une des principales donateuses de la campagne de ce dernier. ■

SAMUEL FOREY



Au poste-frontière de Rafah, entre l'Egypte et la bande de Gaza, le 2 mars. MOHAMMED ARAFAT/AP

L'Etat hébreu entend maintenir sa présence au Liban sud

Malgré le cessez-le-feu, la région située aux confins du Liban, d'Israël et de la Syrie est plus que jamais disputée

REPORTAGE

LIBAN-SUD - envoyée spéciale

Debout sur les ruines de sa villa dans la banlieue sud de Khiam, au Liban sud, ravagée par les combats qui ont opposé le parti chiite libanais Hezbollah à l'armée israélienne, à l'automne 2024, Hicham désigne le bout de territoire qui s'offre à la vue. Au pied des cimes enneigées du Jabal Amel, le mont Hermon, la région située aux confins du Liban, de la Syrie et d'Israël est plus que jamais disputée.

Le Jabal Amel, sur son flanc sud, laisse place au plateau du Golan syrien occupé par Israël depuis 1967 et annexé en 1981. Dans la vallée agricole, le village de Ghajjar, traversé par la «ligne bleue» de démarcation tracée par les Nations unies lors du retrait israélien du sud du Liban, en 2000, a été englouti derrière un mur achevé par l'Etat hébreu à l'été 2023. Israël occupe aussi désormais la colline de Hamamé, accolée à la localité israélienne de Metoula, empêchant quiconque d'en approcher.

«Conserver cette position a un intérêt psychologique, pour rassurer leur population, et un intérêt politique, c'est un outil contre nous», estime Hicham, un quin-



l'Etat hébreu a annoncé conserver cette position, ainsi que quatre autres du côté libanais de la «ligne bleue», jugées «stratégiques» pour la sécurité des localités de Haute Galilée. Le ministre des affaires étrangères, Israel Katz, a confirmé que les soldats israéliens y resteraient «indéfiniment», avec «le feu vert des Etats-Unis», pourtant garants de l'accord de trêve, avec la France et l'ONU.

«Conserver cette position a un intérêt psychologique, pour rassurer leur population, et un intérêt politique, c'est un outil contre nous», estime Hicham, un quin-

quaginaire libanais expatrié dans le Golfe qui ne donne que son prénom. Avec les moyens aériens dont il dispose, Israël peut assurer la surveillance de la «ligne bleue» mais ses positions sont un moyen de pression pour exiger la démilitarisation du Hezbollah, voire, à terme, de négociations pour la délimitation de la frontière terrestre, dont treize points sont contestés.

L'occupation par Israël de ces territoires alimente la rhétorique du Hezbollah. Le parti chiite, affaibli par quatorze mois de guerre n'est pas prêt à reprendre les armes. Son chef, Naïm Qassem, a renvoyé à l'Etat libanais la responsabilité d'y répondre, malgré le peu d'options dont ce dernier dispose.

«Il n'y a pas de stabilité réelle et durable sans le retrait complet d'Israël», a indiqué le premier ministre, Nawaf Salam, depuis les villages frontaliers, le 28 février. Il a rappelé que la partie libanaise respectait sa part de l'accord, à savoir le redéploiement de son armée et le démantèlement progressif des infrastructures du Hezbollah dans le sud du Liban (1982-2000). A la faveur de la trêve, Israël s'est emparé de cette localité de 7000 habitants – un nombre qui pouvait grimper à 45 000 l'été – avant de s'en retirer, mi-décembre.

de la France de déployer un contingent de casques bleus sur les cinq positions est restée sans réponse.

L'occupation indéfinie par Israël d'une bande frontalière de plusieurs kilomètres de profondeur, que certains redoutaient au Liban, ne s'est pas concrétisée. La désolation qu'a laissée l'armée israélienne dans son sillage a néanmoins rendu la bande frontalière inhabitable, la transformant de fait en zone tampon le temps long de la reconstruction.

Désolation

Située à 6 kilomètres en surplomb de la «ligne bleue», la ville de Khiam s'est vu infliger le même traitement que les villages accolés à la frontière. Sous les bombardements intensifs depuis le début de la guerre d'octobre 2023, puis les assauts terrestres à l'automne 2024, la ville, bastion du Hezbollah, est restée imprenable, fidèle à la culture de la résistance qu'elle entretient depuis l'occupation israélienne du sud du Liban (1982-2000). A la faveur de la trêve, Israël s'est emparé de cette localité de 7000 habitants – un nombre qui pouvait grimper à 45 000 l'été – avant de s'en retirer, mi-décembre.

«La ville est détruite à plus de 60 %. Cela comprend les lieux de culte, les centres de santé, les commerces et les industries, le réseau d'eau et d'électricité... Ils ont détruit à l'explosif des maisons, des commerces, et même les routes au bulldozer», déplore le maire de Khiam, Adnan Al-Aayan. Les mosquées, les églises et le cimetière de la ville sont éventrés. Le centre-ville a été presque rasé.

Dans son téléphone, Hicham a gardé une image satellite datant de décembre, montrant un bulldozer aplani le terrain où se trouvait la maison de sa mère, détruite pour la troisième fois depuis l'invasion israélienne de 1978. «Après le cessez-le-feu, ils ont pu se déplacer librement dans la ville. Ils ont détruit le plus qu'ils ont pu dans le temps qui leur a été impartie. Ils voulaient nous donner une leçon. C'est une guerre psychologique, mais la reddition n'est pas dans notre vocabulaire», assure-t-il.

«Les maisons qu'ils n'ont pas détruites, ce sont celles qu'ils ont occupées», dit Khaled, un autre habitant de Khiam, en désignant une maison, en partie incendiée. Le terrain vague mitoyen est jonché de munitions vides et de boîtes dans lesquelles elles ont été parachutées. Avant la guerre, ce terrain était planté d'oliviers. «Ils ont déraciné et emporté les oliviers. Certains de ces arbres étaient plus vieux que leur pays», dit le jeune homme de 26 ans.

De Khiam à Naqoura, sur le littoral, le même scénario s'est répété dans les villes et les villages occupés par l'armée israélienne, avant et après le cessez-le-feu. «L'objectif est de vider la région de toute vie. Les destructions les plus importantes ont eu lieu après le cessez-le-feu, avec le minage des maisons», assure Oday Moustafa, le maire adjoint de Houl. Il estime que sa ville est détruite à plus de 85 %.

La route qui mène à Markaba est coupée, du fait de la présence d'une autre position conservée par les Israéliens. «Ils tirent sur ceux qui l'empruntent, même sur l'armée libanaise!», dit le maire adjoint. Ce Libanais dit ne pas comprendre l'intérêt stratégique de cette position, près de la localité israélienne de Margaliot. «C'est juste une expansion territoriale. Elle coupe l'accès à la vallée de Hounine, qui fait partie des territoires contestés, et dont une grande partie est déjà du côté israélien de la ligne bleue», conclut-il. ■

HÉLÈNE SALLON

Au Bangladesh, les étudiants créent leur propre parti

Le gouvernement de Muhammad Yunus fait l'objet de vives critiques concernant sa gestion de la sécurité

NEW DELHI - correspondance

Après avoir insufflé le changement depuis les rues de Dacca, ils se lancent désormais officiellement dans l'arène politique. Les étudiants à la tête du mouvement ayant provoqué la chute de l'ex-première ministre Sheikh Hasina en août 2024 ont lancé leur parti, vendredi 28 février, devant le Parlement bangladais. Les manifestations étudiantes de juillet 2024, nées en réaction au chômage des jeunes, avaient poussé Sheikh Hasina à prendre la fuite, le 5 août, après plus de 15 ans d'un règne devenu de plus en plus autoritaire.

Le National Citizen Party (NCP, «parti national des citoyens», ou Jatiya Nagorik Party, en bengali) s'est fixé pour objectif de créer une autre force dans un pays dont la vie politique fut dominée des décennies durant par la rivalité entre deux ex-premières ministres, Sheikh Hasina, de la Ligue Awami, et Khaleda Zia, du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP). «Tous les partis politiques du pays ont échoué à répondre aux aspirations du peuple depuis l'indépendance, en 1971», explique Nasiruddin Patwary, l'un des cadres de cette nouvelle formation politique. «Nous voulons former un parti centriste qui ne soit ni de droite ni de gauche», poursuit-il.

La principale figure du mouvement étudiant, Nahid Islam, 27 ans, a pris la tête du nouveau NCP. Au lendemain de la chute de Sheikh Hasina, plusieurs étudiants avaient rejoint le gouvernement intérimaire du Prix Nobel de la paix Muhammad Yunus,



qui, lui, n'est membre d'aucun parti. Nahid Islam, jusque-là chargé du portefeuille des télécommunications, a préféré quitter ses fonctions. «J'ai toujours essayé de m'accuser de mes responsabilités sous votre direction, en dépit de divers défis», a-t-il déclaré dans sa lettre de démission adressée au professeur Yunus, mardi 25 février. «Mais dans le contexte actuel, je pense que je devrais être présent dans les rangs du peuple et des étudiants pour le plus grand intérêt du pays et de la nation», a-t-il poursuivi.

Le «parti du roi»
Cette annonce intervient alors que les partis se mettent en ordre de bataille pour les élections qui devraient se dérouler d'ici à fin 2025, début 2026. Pour le moment, le BNP fait figure de grand favori d'un scrutin à venir. «Il existe néanmoins un vide politique pour un nouveau parti et beaucoup pensent qu'il faut donner une chance aux étudiants», estime Parvez Karim Abbasi, politologue associé au Centre for Governance Studies, à Dacca.

Si les étudiants bénéficiaient du respect et de la sympathie d'une majorité de la population au lendemain de la révolution, la perception a depuis quelque peu changé. «Les étudiants étaient – et je dis bien étaient – tenus en très haute estime par la population, qui attendait davantage de démocratie, de gouvernance et d'inclusion, toutes ces aspirations qui

n'ont pas été satisfaites au cours des 55 dernières années», explique Parvez Karim Abbasi. Lorsqu'ils sont entrés au gouvernement, ils ont fait naître l'espoir d'une gouvernance plus participative, mais les performances du gouvernement intérimaire, malgré la vague d'optimisme, laissent à désirer dans certains domaines, comme l'ordre public ou la protection adéquate des minorités et des femmes.» Les détracteurs de Muhammad Yunus et de son gouvernement affirment que le nouveau parti n'est autre que le «parti du roi», bénéficiant du soutien des autorités intérimaires.

Le Bangladesh connaît depuis plusieurs semaines une forte hausse de la criminalité et a récemment vu de nombreuses manifestations dégénérer. Le gouvernement intérimaire fait l'objet de vives critiques quant à sa gestion de la sécurité. «Ces derniers temps, les activités criminelles se sont multipliées dans la

[capitale], suscitant l'indignation de l'opinion publique», regrette le Daily Star dans l'éditorial du lundi 24 février. «La situation en dehors de Dacca est tout aussi désastreuse», affirme le quotidien bangladais qui se dit «très inquiet». Les autorités accusent les sympathisants de la Ligue Awami d'être à l'origine de la majorité des troubles. Elles ont lancé une vaste opération baptisée «Chasse aux démons», visant des gangs soupçonnés d'être liés à l'ex-première ministre et de vouloir «déstabiliser» le pays. Plus de 8 600 personnes ont été arrêtées depuis le 8 février.

Soif de vengeance
Pro et anti-Hasina n'ont cessé de se déchirer, et beaucoup semblent mus par une véritable soif de vengeance. «Les étudiants ont également eu tendance à rejeter toutes les critiques de manière très agressive», souligne M. Abbasi. Au début du mois de février,

« Nous voulons former un parti centriste qui ne soit ni de droite ni de gauche »

NASIRUDDIN PATWARY
Cadre du NCP

l'annonce d'une prise de parole de l'ancienne première ministre Sheikh Hasina, qui vit en Inde depuis sa fuite honteuse, a provoqué la colère de manifestants.

Ces derniers s'en sont pris aux symboles de l'ancien régime et ont complètement détruit la résidence de son père Sheikh Mujibur Rahman, héros de la guerre d'indépendance, qui fut assassiné en 1975 par un commando putschiste. Les représailles ne sont pas fait attendre. Le lendemain, des étudiants associés au mouvement de juillet ont été at-

taqués dans un quartier de la capitale. Des dissensions au sein des étudiants ayant participé à la révolution ont également vu le jour. La branche étudiante du BNP et le principal mouvement à l'origine des manifestations de l'été 2024, «Students against discrimination» («les étudiants contre la discrimination»), se sont affrontés à l'université de Khulna le 19 février. Quelque 150 personnes ont été blessées.

Le chef d'état-major de l'armée, qui avait appelé au mois d'août 2024 le professeur Yunus à former un gouvernement intérimaire à la demande des étudiants, a récemment mis en garde quant à cette situation. «Si vous ne pouvez pas surmonter vos différences et continuez à vous battre entre vous, l'indépendance et l'intégrité du pays seront en danger», a déclaré le général Waker-Uz-Zaman, lors d'un événement public, le 25 février. ■

CAROLE DIETERICH

Le Bangladesh connaît une forte hausse de la criminalité, et de nombreuses manifestations ont dégénéré

Un candidat prorusse à la tête de l'Abkhazie

Badra Gounba a été élu avec 54,73 % des voix

Les deux candidats étaient prorusse. Moscou est donc sorti vainqueur, samedi 1^{er} mars, de l'élection présidentielle en Abkhazie. Dans cette petite République autoproclamée qui, située entre les montagnes du Caucase et la mer Noire, a unilatéralement déclaré son indépendance vis-à-vis de la Géorgie en 1992, ce scrutin anticipé avait été organisé en réponse aux manifestations de novembre 2024. Les protestataires avaient réussi à entrer dans le Parlement local pour dénoncer un accord économique favorable à la Russie.

Moins de quatre mois plus tard, tout est rentré dans l'ordre : avec 54,73 % des voix au deuxième tour, Badra Gounba a remporté la présidentielle face à Adgour Ardzinba, ex-ministre de l'économie et membre de l'opposition. Tbilissi a dénoncé un scrutin «illégal» qui «vole la souveraineté» de la Géorgie. Réputé proche de Moscou, M. Gounba a vite été félicité par Vladimir Poutine. Le chef du Kremlin renforce ainsi un peu plus son influence sur l'Abkhazie, avec laquelle la Russie partage une frontière. L'indépendance de ce territoire d'environ 240 000 habi-

tants, reconnue par Moscou mais pas par la quasi-totalité de la communauté internationale, est purement formelle. Sur son sol, elle accueille des militaires russes.

Plages prisées

La dépendance est avant tout économique. C'est un nouvel accord signé fin octobre 2024 entre Soukhoumi, capitale du territoire, et Moscou qui avait déclenché les manifestations : il permet aux entreprises russes d'investir plus librement encore en Abkhazie, notamment pour acheter des appartements dans ses nombreuses cités balnéaires au bord des plages prisées par les vacanciers russes depuis l'époque soviétique.

Face à M. Ardzinba, qui, malgré son opposition à l'accord, prône le maintien de liens forts avec la Russie, M. Gounba s'était rendu à Moscou pour s'entretenir avec un responsable de l'administration du Kremlin, Sergueï Kirienko, quelques jours après son déplacement à Soukhoumi. Avec déjà un premier résultat concret : la reprise en mai des liaisons aériennes entre la Russie et l'Abkhazie, suspendues il y a trente ans. ■

BENJAMIN QUÉNELLE

N'allez pas voir ailleurs

- 5 €/mois
et par plateforme de streaming*

remise cumulable,
sur tous les abonnements
avec ou sans pub**.

La Fibre Orange vous offre des mois et des mois de plaisir sur Netflix, Disney+ et Max

Disponible avec l'offre Livebox Max.

* Offre soumise à conditions, engagement 12 mois, en France métropolitaine. Avec l'offre Livebox Max à 57,99€/mois (prix hors promotion), sous réserve d'éligibilité, avec décodeur compatible (frais de mise en service : 40€). Souscription de la ou des plateformes en plus auprès d'Orange dans un délai de 3 mois suivant la mise en service de l'offre Livebox Max et activation du compte de la plateforme selon les conditions générales d'utilisation de chacune. Remise(s) appliquée(s) sur la facture Orange. Liste des plateformes au 06/02/25 susceptible d'évolution. Perte de la remise en cas de résiliation après les 3 mois. Frais de résiliation Livebox : 50€. Détails et tarifs sur orange.fr

(**) Hors Netflix Essential. Disney et ses sociétés affiliées. ©2025 & TM Lucasfilm Ltd.

orange™
est là

Allemagne : les ressorts du vote en faveur de l'AfD

Le parti d'extrême droite a notamment progressé chez les jeunes actifs, et ce, dans tout le pays

ANALYSE

Les élections législatives du 23 février l'ont confirmé : trente-cinq ans après sa réunification, l'Allemagne reste coupée en deux. Vainqueurs du scrutin avec 28,5 % des voix à l'échelle nationale, les conservateurs (CDU/CSU) sont arrivés en tête dans huit Länder, tous situés dans l'ancienne Allemagne de l'Ouest. Dans les cinq Länder issus de l'ex-République démocratique allemande (RDA), c'est en revanche le parti d'extrême droite, Alternative für Deutschland (AfD), qui l'a emporté, et de loin. Deuxième à l'échelle nationale, avec 20,8 % des voix, ce mouvement a totalisé 32 % des suffrages dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Dans cette partie du pays, il devance la CDU/CSU de 13 points.

Depuis sa fondation, en 2013, l'AfD a toujours fait ses meilleurs scores en ex-RDA. Lors des précédentes législatives, en 2021, il n'était cependant arrivé en tête que dans deux Länder, la Saxe et la Thuringe. Le 23 février, il a non seulement consolidé son assise dans ces deux régions, où il a gagné plus de 15 points en quatre ans et frôlé la majorité absolue dans quelques circonscriptions proches des frontières polonaise et tchèque, mais il a aussi décroché la première place dans le Brandebourg, le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et la Saxe-Anhalt. En 2021, c'est le Parti social-démocrate (SPD) qui s'était hissé en tête dans ces trois régions.

S'il s'est imposé dans l'est, remportant 45 des 48 circonscriptions de l'ex-RDA, l'AfD a également réalisé une percée sans précédent dans l'ancienne Allemagne de l'Ouest, confirmant une progression déjà observée lors des élections régionales en Bavière et en Hesse, en 2023.

Déprime économique

Dans cette partie du pays, il n'est certes arrivé premier que dans 2 circonscriptions sur 239, celles de Gelsenkirchen et de Kaiserslautern, jusque-là détenues par le SPD et marquées par la déprime économique. Mais partout ailleurs, il a progressé. En 2021, l'AfD avait recueilli 8,2 % des voix dans l'ouest de l'Allemagne. Dimanche, il y a totalisé 18 % des suffrages, moins que la CDU/CSU (23,5 %), mais plus que le SPD (17,6 %).

Le 23 février, le parti d'extrême droite a largement bénéficié de la hausse du taux de participation, qui a atteint 82,5 %, son plus haut niveau depuis la réunification, en 1990. Par rapport aux législatives de 2021, l'AfD a ainsi gagné en-

Parti arrivé en tête aux élections législatives de 2025

En pourcentage des voix exprimées* par circonscription électorale

- SPD (sociaux-démocrates)
- Die Grünen (écologistes)
- Die Linke (gauche radicale)
- CDU/CSU (conservateurs)
- AfD (extrême droite)



* Deuxième voix, résultats provisoires

Les scores de l'Alternative für Deutschland (AfD)

En pourcentage des voix exprimées* par circonscription électorale



Parmi les plus de 70 ans, la CDU/CSU et le SPD ont totalisé 68 % des voix, l'AfD seulement 10 %

SPD pouvaient compter sur des majorités beaucoup plus larges (209 sièges en 1966-1969, 141 en 2005-2009, 189 en 2013-2017, 44 en 2017-2021).

Si Friedrich Merz a échoué à porter le score de la CDU/CSU à plus de 30 %, comme il l'ambitionnait, il est toutefois parvenu à faire progresser de 4,4 points par rapport à 2021, en attrayant vers elle plus de 1,7 million d'anciens électeurs du SPD, 1,3 million d'électeurs du FDP (qui, pour la deuxième fois de son histoire, n'a pas obtenu les 5 % nécessaires pour entrer au Bundestag) et même 460 000 électeurs qui avaient voté pour les Verts aux précédentes législatives.

Autant que la poussée sans précédent de l'AfD, c'est le recul fouillant du SPD qui constitue le fait majeur du scrutin du 23 février. Avec 16,4 % des voix, 9,3 points de moins qu'en 2021, le parti du chancelier Olaf Scholz fait le pire score de son histoire à l'échelle nationale, qui jusque-là datait de 2017 (20,5 %).

Le 23 février, le SPD n'est ainsi arrivé en tête que dans deux Länder (Brême et Hambourg), alors qu'il l'avait emporté dans douze d'entre eux en 2021. Il a également reculé fortement dans toutes les catégories socioprofessionnelles,

en particulier les plus modestes. C'est le cas des ouvriers : auprès de ces derniers, les sociaux-démocrates n'ont obtenu que 12 % des voix, soit 14 points de moins qu'en 2021. Pour la première fois, ce n'est pas le SPD qui a fait le meilleur score dans ce segment, mais l'AfD. Dans l'électorat ouvrier, le parti d'extrême droite a obtenu 38 % des suffrages, soit 17 points de plus qu'en 2021.

Pour le SPD, qui avait mis la «justice sociale» au cœur de sa campagne, la sanction est cuisante. En plus d'avoir perdu le vote ouvrier, les sociaux-démocrates ont fortement décroché auprès des employés avec 15 % des voix exprimées (-9 points) et des demandeurs d'emploi (13 %, -10 points), deux catégories où l'AfD a aussi réalisé de fortes percées (21 % chez les employés, +10 points; 34 % chez les demandeurs d'emploi, +17 points). ■

THOMAS WIEDER

Par rapport aux législatives de 2021, l'AfD a gagné environ 5,5 millions d'électeurs, sur 59 millions

mées, 5 points de plus que dans l'ensemble de l'électorat, selon l'enquête postélectorale réalisée par l'institut Infratest dimap pour la chaîne publique ARD.

Mais c'est auprès des 18-24 ans que le parti d'extrême droite a le plus progressé, y recueillant 21 % des suffrages exprimés, soit 14 points de plus qu'en 2021. Le 23 février, la part des électeurs qui ont voté pour le parti d'extrême droite a été particulièrement élevée chez les jeunes hommes habitant dans les zones rurales (36 %) et parmi ceux n'ayant pas l'équivalent du baccalauréat (44 %).

Auprès des jeunes, c'est toutefois le parti de gauche radicale Die Linke qui est arrivé largement en tête, recueillant 25 % des voix parmi les 18-24 ans, soit 17 points de plus qu'en 2021. En perte de vitesse ces dernières années, ce parti a obtenu 8,8 % des voix à l'échelle nationale, soit 4 points de plus qu'en 2021. Sa progression a été spectaculaire à Berlin, le seul des seize Länder du pays où il est arrivé en tête (19,9 % des suffrages

exprimés, soit +8,4 points par rapport à 2021).

Vainqueurs du scrutin avec 28,5 % des suffrages, les conservateurs de la CDU/CSU sont loin d'avoir réalisé une performance exceptionnelle, alors qu'ils comptaient sur leur statut de première force d'opposition pour profiter de la très forte popularité de la coalition sortante composée du SPD, des Verts et, jusqu'à l'automne 2024, des libéraux du FDP.

Si leur chef de file, Friedrich Merz, a toutes les chances d'être le prochain chancelier, son assise électoral est en effet relativement faible. Législatives de 2021 exceptées, sa famille politique n'a jamais fait un score aussi bas depuis l'après-guerre.

«*Sans les plus âgés, l'Allemagne n'aurait plus de centre démocratique*», a titré l'hebdomadaire *Der Spiegel* au lendemain des législatives du 23 février. De fait, c'est auprès des électeurs les plus âgés que les deux forces qui ont dominé la vie politique de l'Allemagne fédérale depuis 1949 ont obtenu leurs meilleurs résultats.

Parmi les plus de 70 ans, la CDU/CSU et le SPD ont ainsi totalisé 68 % des voix, l'AfD seulement 10 %

Ce sera d'ailleurs l'un des défis de Friedrich Merz : alors que l'Allemagne est confrontée à des choix majeurs, sans doute les plus difficiles depuis la réunification du pays en 1990, les deux forces qui s'appretent à gouverner sous l'égide de M. Merz n'ont jamais disposé d'une majorité aussi faible (12 sièges au Bundestag). Dans le passé, les quatre précédentes «grandes coalitions» CDU/CSU/

Recul foudroyant du SPD

Ce sera d'ailleurs l'un des défis de Friedrich Merz : alors que l'Allemagne est confrontée à des choix majeurs, sans doute les plus difficiles depuis la réunification du pays en 1990, les deux forces qui s'appretent à gouverner sous l'égide de M. Merz n'ont jamais disposé d'une majorité aussi faible (12 sièges au Bundestag). Dans le passé, les quatre précédentes «grandes coalitions» CDU/CSU/

Début des négociations entre la CDU/CSU et le SPD

Malgré les déclarations de Friedrich Merz, le chemin vers la prise de fonctions du futur gouvernement s'annonce long et semé d'embûches

BERLIN - correspondance

Les tensions croissantes entre les Etats-Unis et l'Union européenne, notamment à propos des conditions de la paix en Ukraine, pourraient-elles accélérer la formation d'un gouvernement à Berlin ? Cinq jours après les élections législatives du 23 février, les responsables des deux formations en pourparlers pour former une coalition – Friedrich Merz, président de l'Union chrétien-démocrate (CDU) et probable futur chancelier, et Lars Klingbeil, chef du Parti social-démocrate (SPD) – ont chacun réaffirmé leur volonté d'agir rapidement pour renforcer la sécurité européenne et intensifier le soutien à l'Ukraine. La vacance du pouvoir à

Berlin, qui dure depuis l'éclatement de la coalition en novembre 2024, affaiblit considérablement la position de l'Allemagne à un moment critique pour l'Europe.

«*Le comportement du gouvernement américain montre une fois de plus que l'Europe doit davantage prendre son avenir en main. (...) L'Allemagne doit et va aller de l'avant*», a affirmé sur X Lars Klingbeil dans la soirée de vendredi 28 février. Quelques heures plus tôt, Friedrich Merz avait annoncé, dans une interview à l'édition dominicale du quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, son intention de négocier avec la France, la Grande-Bretagne et les autres partenaires européens les conditions d'un système européen de dissuasion nucléaire.

Une telle résolution des deux partis tranche avec la ligne du chancelier Olaf Scholz, qui plaidait la «prudence» depuis le début de l'agression russe en Ukraine. Le futur gouvernement devrait être nettement plus déterminé et européen, mais pourrait n'être opérationnel qu'au mois de mai.

Des différences importantes

Car le chemin vers la prise de fonctions du gouvernement est encore long : les deux formations politiques sont entrées, vendredi 28 février, dans des «discussions préliminaires», première étape du processus. Ensuite doivent s'ouvrir les «négociations de coalition» à proprement parler, auxquelles succède habituellement

Les deux partis sont rompus à l'art du compromis, mais des différences de fond restent à surmonter

l'adoption d'un volumineux «contrat de coalition», où chaque mot est pesé, et qui sert en principe de feuille de route à l'exécutif pendant la durée de la législature. Le SPD souhaite, de plus, faire approuver sa participation au gouvernement à ses militants sur la base de ce document, un vote tout

sauf acquis au vu de la crise au sein du parti après sa débâcle historique le 23 février. Rien ne dit donc que l'objectif de Pâques formulé par Friedrich Merz pour la présentation du gouvernement pourra être tenu.

Des voix s'élèvent donc, en particulier dans le camp conservateur, pour que ce processus soit raccourci, et que le contrat de coalition se limite à quelques grands principes. Si les deux partis sont conscients de leurs responsabilités dans la crise actuelle, et rompus à l'art du compromis, des différences restent à surmonter sur le fond. La principale est financière. Le SPD souhaite une large réforme du frein à l'endettement – la règle constitutionnelle qui limite à 0,35 % le déficit structurel

de l'Etat fédéral – pour favoriser l'investissement public.

Il pèsera de tout son poids pour conserver les acquis sociaux négociés lors de la précédente législature et augmenter le salaire minimum. La CDU/CSU, qui a défendu bec et ongles la règle d'or budgétaire quand elle était dans l'opposition, doit maintenant convenir d'une voie pour dégager rapidement des marges de manœuvre financières afin de renforcer la défense, mais aussi relancer l'économie, en berne. Le compromis que trouveront les partis sur ce sujet en dira long sur la capacité de l'Allemagne à exercer effectivement un leadership en Europe, à un moment déterminant pour son avenir. ■

CÉCILE BOUTELET

Créer du lien, c'est notre façon d'agir.

Créer du lien, voilà l'essence même de nos métiers.
C'est l'engagement quotidien de nos postières et de nos postiers qui sillonnent les territoires et accompagnent tous les Français.

AGIR POUR LA PLANÈTE

- 6,8 %** d'émissions de gaz à effet de serre pour l'ensemble de nos activités en 2024 par rapport à 2023.*
- 7,7 %** d'émissions de gaz à effet de serre par colis par rapport à 2023.**

AGIR POUR LA SOCIÉTÉ ET L'AVENIR DES TERRITOIRES

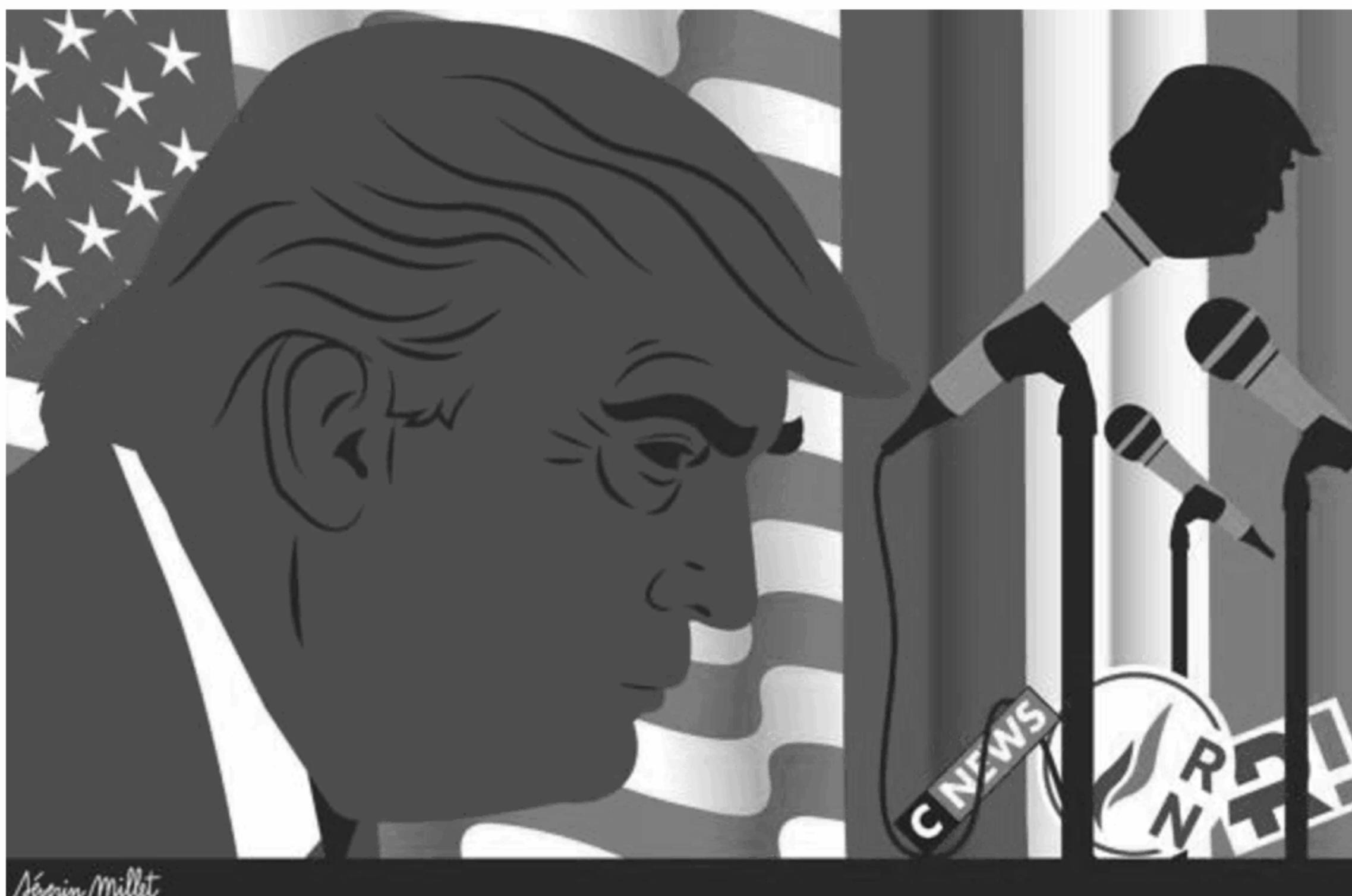
- 283 273** personnes âgées ou fragiles ont bénéficié de nos services d'accompagnement.
- 788 252** personnes accompagnées, formées et équipées dans l'usage du numérique.
- 426 000** emplois soutenus en France (directs, indirects ou induits).

AGIR AVEC ET POUR LES COLLABORATEURS

- 9,76 %** de collaborateurs en situation de handicap.***
- 0 %** d'écart salarial entre les hommes et les femmes.***
- 93,4 %** de postières et de postiers formés en 2024.***

Pour découvrir tous nos résultats, rendez-vous sur www.lapostegroupe.com/fr/resultats-2024

Données extra-financières en cours d'audit. *Ensemble des catégories SBTI, sur un périmètre groupe : scopes 1 et 2 et scope 3 catégories 3.1, 3.3, 3.4 et 3.7. ** - 7,7% d'intensité émissive de gaz à effet de serre au colis par rapport à 2023. ***La Poste SA.



Hervé Millet

Comment le trumpisme infuse en France

Une partie de la droite et l'extrême droite entendent décliner dans l'Hexagone les méthodes du président américain

Ils ne pourront plus se dérober. Lundi 3 mars aura lieu, à l'Assemblée nationale, un débat sur l'Ukraine. L'occasion pour l'ensemble des groupes politiques de se positionner face aux bouleversements géopolitiques – sans précédent après 1945 – impulsés par Donald Trump depuis son arrivée à la Maison Blanche. Sa manière brutale de faire de la politique – comme lors de son altercation, vendredi 28 février, avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky –, mais aussi certains points de son programme (lutte contre l'immigration, coupes claires dans les dépenses publiques) infusent jusqu'à l'Hexagone.

De l'autre côté de l'Atlantique, le monde politique français peine à digérer le spectacle trumpiste. Sédation, indignation, fascination, attentisme... Rares sont ceux qui expriment sans détour une pensée sur le sujet. «Les partis sont paumés», soupire Jean-Louis Bourlanges, l'ancien président centriste de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, aucun d'entre eux n'offre une analyse très claire des tenants

et des aboutissants du trumpisme.» Cependant, face à la perspective d'un désengagement américain sur le front ukrainien, un relatif consensus s'impose pour réaffirmer la nécessité d'une réponse européenne en matière de défense.

Les choses sont plus marquées si l'on regarde du côté de l'opinion. Ainsi, Brice Teinturier, directeur général délégué de l'institut Ipsos, rappelle que les Français, «de La France insoumise jusqu'aux Républicains», expriment massivement leur inquiétude quant «au retourlement américain». Une majorité écrasante a d'ailleurs une image négative de Donald Trump. «A l'exception notable des sympathisants du Ras-

semblement national [RN], détaille M. Teinturier. Ces derniers sont également inquiets, mais une forte minorité d'entre eux – environ 40% – relativise le retourlement de Trump, notamment sur la question de la sécurité en Europe et en Ukraine.» Une singularité liée aux prises de position anciennes du parti d'extrême droite.

«FASCINATION»

Pour Bertrand Badie, professeur émérite à Sciences Po, le RN est désormais pris en étau entre sa critique des Etats-Unis et l'envie de soutenir un homme appartenant peu ou prou à la même famille idéologique. «Le Rassemblement national s'est construit autour d'un illibéralisme qui le rapprochait de la Russie poutinienne. Mais depuis la guerre d'Ukraine, cette ligne est devenue intenable», explique M. Badie. Elle a été compensée par une critique des Etats-Unis et de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique Nord], mais qui est aujourd'hui compromise étant donné que Trump représente une sensibilité idéologique proche de celle du RN. Or, avec le procès croissant du trumpisme, le RN renouvelle son cauchemar russe. Comment critiquer les Etats-Unis alors que l'un des leurs est arrivé à la Maison Blanche?»

Alors que l'opinion demeure attachée très fortement aux valeurs démocratiques, une fraction très minoritaire de celle-ci, nichée dans l'électorat d'extrême droite et un petit segment de l'électorat Les Républicains (LR), est sensible à l'exercice du pouvoir trumpiste. «Sans approuver ce que fait Trump, il y a l'idée qu'il défend les intérêts de son pays. Il y a aussi cette espèce de mystique autour de ses décrets signés à tour de bras dès son arrivée et qui fabrique

«ENVIRON 40 % DES SYMPATHISANTS DU RN RELATIVISENT LE RETOURNEMENT DE TRUMP, NOTAMMENT SUR L'EUROPE ET L'UKRAINE»

BRICE TEINTURIER
directeur général délégué
de l'institut Ipsos

raient du résultat instantanément. Sans oublier la fascination pour les rapports de force qui ne s'embarrassent pas d'un certain nombre de normes, de valeurs», poursuit M. Teinturier.

En France, cette «trumpisation» des esprits est incarnée principalement par le parti Reconquête! et ses deux têtes d'affiche, Eric Zemmour et Sarah Knafo. Le couple de polémistes loue régulièrement la figure du président américain depuis la campagne présidentielle française de 2022. En janvier, l'eurodéputée Sarah Knafo a assisté à la cérémonie d'investiture de Donald Trump. «Ce qu'il a dit dans son discours, c'est mon rêve que ça nous arrive un jour en France», disait-elle alors sur CNews, avec un cocktail de mesures plébiscitées par l'extrême droite: «fermer les frontières», «protéger le marché intérieur», «mettre fin à tout ce délitement, transgenre».

L'autre ambassadeur autopropagé du trumpisme en France, le député des Alpes-Maritimes et président de l'Union des droites pour la République, Eric Ciotti – allié du RN –, se dit, lui, «fasciné» par l'Amérique de Donald Trump, qui serait, à ses yeux, «un avion supersonique que manifestement rien ne peut arrêter» quand la

Laurent Wauquiez, président des députés LR, s'est ainsi fait remarquer, au moment de la censure, en janvier 2024, de plusieurs dispositions de la loi sur l'immigration par le Conseil constitutionnel, par son expression: «le coup d'Etat de droit». Une manière de faire de la politique très «trumpiste» pour Cécile Alduy, sémiologue, professeure à l'université de Stanford (Californie) et chercheuse associée au Centre de recherches politiques de Sciences Po. «Le parallèle entre les attaques contre les instances qui garantissent l'Etat de droit en France – qui restent pour l'instant verbales – et celles que conduit effectivement l'administration Trump en temps réel aux Etats-Unis est tout à fait justifié, avance Mme Alduy. Les attaques verbales ont précédé ici aussi un démantèlement effectif de toutes sortes de régulations protectrices aux Etats-Unis.»

Ainsi, l'une des premières décisions du milliardaire Elon Musk, nommé par Donald Trump à la tête d'un département de l'efficacité gouvernementale, a été de fermer plusieurs agences gouvernementales, comme l'Agence américaine pour le développement international (Usaid), chargée de l'aide humanitaire et du développement économique à l'étranger. Un exemple pour Sarah Knafo. L'eurodéputée zemmouriste, a accusé, le 17 février, sur CNews, l'Agence française de développement (AFD) de dilapider l'argent public. Des attaques réfutées par le gouvernement et l'AFD, mais reprises en une du *Journal du dimanche*, une semaine plus tard: «Scandale: les milliards engloutis de l'aide aux pays étrangers».

«SUICIDE DÉMOCRATIQUE»

Car, dans la «trumpisation» du débat politique, le groupe du milliardaire Vincent Bolloré joue un rôle particulièrement important, créant un écosystème politique autosuffisant: ses journaux (*Journal du dimanche*, *JDN*) et ses chaînes de télévision et de radio (notamment CNews et Europe 1) mettent en avant des personnalités délivrant des messages conformes à la ligne éditoriale de ces médias. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la fermeture de la chaîne C8, le 28 février, après le non-renouvellement de la fréquence de cette chaîne détenue par M. Bolloré, ait suscité l'ire de l'extrême droite et d'une partie des caciques de LR.

Tous ont dénoncé la «censure» des autorités alors que son animateur phare, Cyril Hanouna, avait écopé de 35 sanctions dues aux nombreux incidents et dérapages survenus lorsqu'il était à l'antenne. «Cette décision de fermeture de C8 est due à une seule chose, c'est que ça appartient à un groupe médiatique qui ne convient pas à certains et qui ne pense pas comme il faudrait», a pourtant attaqué M. Wauquiez, le 19 février, sur son compte Facebook. «L'extrême droite a réussi à imposer son narratif selon lequel toute régulation est égale à une censure. Ce discours porte en lui une forme de suicide démocratique car, derrière cette liberté d'expression absolue, c'est la légitimation de la loi du plus fort qui est glorifiée», défend l'historien des médias Alexis Lévrier.

Un hasard? Sur CNews, l'animateur Pascal Praud s'évertue, émission après émission, à encenser le pouvoir de Donald Trump et à établir des convergences avec l'état de la société française. «Les combats de Trump sont largement partagés par la société française qui majoritairement penche à droite. Hélas! Si Trump fédère tous les courants de la droite classique, entre libéralisme et conservatisme, personne en France ne rallie toutes les droites», a-t-il déploré, sur CNews, au lendemain de l'élection du président américain. ■

RETROUVEZ CHAQUE SOIR À 20H
LES MAGAZINES DE SOCIÉTÉ.

Le mardi 20h – 21h

**DE CAUSE
À EFFETS.**

Aurélie Luneau

Le magazine
de l'environnement

En partenariat avec

Le Monde



© Radio France Ch. Abramovitz



Le RN entre silence complice et enthousiasme contenu

La leader du parti d'extrême droite, Marine Le Pen, plaide pour une France « à distance » de Moscou et de Washington

Dans un monde secoué depuis dix jours par des bouleversements géopolitiques, le Rassemblement national (RN) s'est inquiété d'une tout autre menace : l'arrêt de la chaîne C8, le 28 février. Rien ou presque, en revanche, sur le président américain, Donald Trump, et son discours impérialiste, sur la leçon de choses donnée par son vice-président, J. D. Vance, à Munich, le 14 février, sur le cessez-le-feu en Ukraine négocié sans Kiev ni les Européens, sur les conséquences d'une possible envolée du « parapluie américain ». Le parti qui, il ya un an, théorisait l'*«impérialisme»* de l'Union européenne (UE), ne semble pas s'alarmer de celui du principal allié du Vieux Continent.

De retour devant les caméras à la faveur d'une visite au Salon de l'agriculture, samedi 1^{er} mars, après dix jours de retrait, la leader du RN, Marine Le Pen, n'a pu, cette fois, esquerir les questions. Sur-tout au lendemain de l'accueil violent et humiliant réservé par Donald Trump au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, vendredi 28 février.

Soucieuse de ne pas s'étendre sur le fond et le renversement des relations diplomatiques à l'œuvre, la

députée du Pas-de-Calais s'est attelée à tempérer l'émoi provoqué par la séquence de la Maison Blanche. « Que deux nations défendent leurs intérêts nationaux, la vision qu'ils considèrent la plus juste pour le monde, ne m'apparaît pas quelque chose d'extraordinaire », a jugé la cheffe de file de l'extrême droite, considérant que « l'événement » repose sur la seule « publicité » de l'échange, pas sur sa « brutalité ».

Discréption qui étonne

Rien qui ne justifierait de sa part la moindre critique à l'égard de Donald Trump, ni une quelconque analyse du rôle à tenir par la France. Tout juste Marine Le Pen a-t-elle répété son souci « depuis trois ans » d'obtenir la paix, et ses doutes sur un éventuel renforcement de la coopération européenne : « Les Européens, moi, je ne sais pas qui c'est. Il y a des pays, des nations, et les nations européennes sont manifestement divisées. »

Cette discréption de violette sur les changements en cours étonne pour un parti qui s'attendait à diriger le pays il y a six mois, et pour une double finaliste de l'élection présidentielle qui revendique un intérêt pour les questions internationales. Lorsque Emmanuel

Macron a convoqué les dirigeants des partis au sujet de la situation en Ukraine, le 20 février, le président du RN, Jordan Bardella, était en route pour la Conservative Political Action Conference (CPAC) à Washington, rendez-vous de la galaxie trumpiste. Et Marine Le Pen était, dit son entourage, dans l'incapacité de s'y rendre. Louis Aliot, vice-président du parti, a pallié cette absence.

En dix jours, Donald Trump a pourtant balayé des décennies d'alliances et de relations internationales, accéléré la vulnérabilité de l'Ukraine et celle de l'Europe avec elle. Mais Jordan Bardella comme Marine Le Pen ne jugent pas le moment opportun pour en décrypter les enjeux et conséquences. Au *Monde*, Louis Aliot justifie la longue discréption du binôme : « Nous entrons dans une nouvelle ère, dans une phase de bouleversement des équilibres du monde, mais ça ne sert à rien de se précipiter. Ni d'être manichéen, à répéter que [Donald] Trump est un abruti et [le président russe, Vladimir] Poutine, un dictateur. Il faut prendre le temps de la réflexion. La parole de Trump est trop changeante pour savoir exactement ce qu'il se passe. Et puis, il y a le calendrier national. Cette semaine, nous étions au Salon de l'agriculture. Nous verrons ensuite pour le reste. » Le « reste », ce sera donc dans les prochains jours. Lundi 3 mars, Marine Le Pen doit s'exprimer à la tribune de l'Assemblée nationale dans le cadre du débat sur l'Ukraine. Mercredi, Jordan Bardella conclura un colloque à Paris consacré à la réaction des Européens face à Donald Trump.

L'offensive diplomatique américaine percuté de plein fouet un mouvement hétérogène sur les questions internationales, et dont la ligne a connu plusieurs revirements majeurs ces dernières années, avec la fin de l'objectif du « Frexit » (la sortie de l'UE), en 2017, et du rapprochement avec la Russie – depuis 2022. Sans surprise, le RN est traversé depuis l'élection de Donald Trump de sentiments mêlés, entre les prudents, les méfiants, les trumperats et les indifférents, sans qu'il soit possible d'établir la juste proportion de chacun. Assurément, Marine Le Pen s'inscrit dans la première, voire la deuxième catégorie.

Troisième voie

Ni Moscou ni Washington : Marine Le Pen plaide en réalité pour une sorte de troisième voie en matière diplomatique. Maintenant que Vladimir Poutine n'apparaît plus officiellement comme un objet d'*«admiration»*, la dirigeante semble ne pas vouloir se laisser embarquer dans une nouvelle association avec le dirigeant d'une grande puissance.

Pourtant, Marine Le Pen multiplie les gestes symboliques témoignant d'une indulgence, si non une sympathie, pour les pre-

«ÇA NE SERT À RIEN DE SE PRÉCIPITER. NI D'ÊTRE MANICHÉEN, À RÉPÉTER QUE TRUMP EST UN ABRUTI ET POUTINE, UN DICTATEUR»

LOUIS ALIOT
vice-président du RN

miers pas de Donald Trump. Elle s'est rendue à Madrid, le 8 février, pour un meeting du parti européen Patriotes pour l'Europe, baptisé « Make Europe Great Again », assistant à une litanie de discours trumpistes dont elle a mollement tenté de se distinguer dans la presse française. Sur scène, elle a jugé très positivement les conseils que l'administration américaine faisait *«amicalement»* à l'Europe, et moqué la *«sidération»* d'Ursula von der Leyen.

Cette ambiguïté permet aux adversaires du RN de l'accuser, à l'image de l'ancien premier ministre Edouard Philippe, d'être *«le parti de l'étranger»*. Comprendre : les relais du duo Trump-Poutine. Les dirigeants du RN ne font rien, à cette heure, pour rejeter ces accusations. Mercredi, le colloque organisé par le RN et son groupe européen Patriotes pour l'Europe mettra à l'honneur la succursale européenne du trumpisme : l'écosystème conservateur du premier ministre hongrois, Viktor Orban, et de son conseiller Balázs Orban. Un écosystème certes à équidistance de Washington et de Moscou, comme le voudrait Marine Le Pen : à la fois proche de l'une et de l'autre. ■



ne peut pas devenir soumise à qui-conque, ni aux Etats-Unis, ni à l'Union européenne, ni à la Russie, ni à aucune autre puissance. La France doit être à équidistance.»

Marine Le Pen, théoriquement souveraine au RN sur les questions internationales, a pourtant laissé Jordan Bardella s'afficher au CPAC de Washington, cœur battant du trumpisme, au grand désarroi de certains proches qui avaient tenté de l'en dissuader. Le président du RN a renoncé en extorris à y prononcer un discours, après que le sulfureux Steve Bannon, ex-conseiller de Donald Trump et ancien invité d'honneur du congrès du RN en mars 2018, a effectué sur scène un salut fasciste. Quelques jours plus tôt, en marge d'une énième séance de dédicaces pour son autobiographie, Jordan Bardella avait jugé le discours de J. D. Vance à Munich *«assez lucide»*.

Cette ambiguïté permet aux adversaires du RN de l'accuser, à l'image de l'ancien premier ministre Edouard Philippe, d'être *«le parti de l'étranger»*. Comprendre : les relais du duo Trump-Poutine. Les dirigeants du RN ne font rien, à cette heure, pour rejeter ces accusations. Mercredi, le colloque organisé par le RN et son groupe européen Patriotes pour l'Europe mettra à l'honneur la succursale européenne du trumpisme : l'écosystème conservateur du premier ministre hongrois, Viktor Orban, et de son conseiller Balázs Orban. Un écosystème certes à équidistance de Washington et de Moscou, comme le voudrait Marine Le Pen : à la fois proche de l'une et de l'autre. ■

CLÉMENT GUILLOU
ET CORENTIN LESUEUR

**BONNEUIL
PREMIÈRE
VILLE
FÉMINISÉE
DE FRANCE**

8 MARS
2023
8 MARS
2025

Le 8 mars 2023, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, notre Ville s'engageait dans une démarche de féminisation de son espace public. Trop peu de femmes avaient jusqu'alors donné leur nom à nos rues et nos bâtiments, victimes de leur invisibilisation à travers l'histoire.

Grâce à une importante mobilisation et une consultation citoyenne, aujourd'hui 80 femmes ont fait leur entrée à Bonneuil. Qu'elles soient artistes, scientifiques, aventurières, sportives, militantes... elles ont toutes contribué à des avancées fondamentales pour la société, en France et dans le monde. Toutes offrent par leur vie et leur parcours, un modèle inspirant, celui de l'émancipation féminine et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Par ce mouvement inédit de féminisation, notre ville redonne à ces femmes et à leurs luttes, la place qu'elles méritent. L'égalité n'est pas un vain mot. Les femmes et les jeunes filles d'aujourd'hui puiseront dans le sens de notre action, une source d'inspiration.

**Bonneuil, première ville de plus de 10 000 habitants féminisée de France !
Notre Ville l'a fait, comme la Ville-aux-Dames, c'est donc possible !
Rejoignez-nous !**



ville de
BONNEUIL
sur-Marne

Université populaire à ciel ouvert
L'audace de la dignité

LA FRANCE FACE À DONALD TRUMP

L'analyse géopolitique de la gauche radicale altérée

Le rapprochement de Trump et de Poutine force «insoumis» et communistes à repenser leurs doctrines

Depuis le Mexique, où il est en tournée pour la sortie en Amérique latine de son dernier ouvrage *Faites mieux! Vers la révolution citoyenne* (éditions Robert Laffont, 2023), Jean-Luc Mélenchon n'a pas perdu une miette de la montée des tensions entre l'Europe et les Etats-Unis, marquées par l'accueil hostile réservé vendredi 28 février par Donald Trump et son vice-président, J. D. Vance, au président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

Samedi 1^{er} mars, le fondateur de La France insoumise (LFI) a livré, sur son blog, une analyse toute personnelle de la situation, tentant de récupérer la situation à son profit. «Dans les premières secondes où Trump hausse le ton sur Zelensky, on croirait presque qu'il entre dans une escalade imprévue. (...) Rien n'est davantage dans l'ordre des choses que ce moment de paroxysme», écrit-il notamment.

Selon le leader de LFI, l'Europe ne fait que payer des dizaines d'années de «servilité atlantiste», une rhétorique qui revient à mettre sur le même plan Donald Trump, Joe Biden et Barack Obama, comme si aucune rupture ne s'était produite aux Etats-Unis depuis la réélection du président de la première puissance mondiale. «A cette heure, la guerre d'Ukraine est perdue pour les Européens», prophétise-t-il également, citant la perte quasi actée, selon lui, de la Crimée et du Donbass. Lui-même plaideait en 2024 pour une «conférence des frontières», ce qui revenait à remettre en question celles de l'Ukraine.

Complicité nouvelle

«L'adhésion à l'OTAN de l'Ukraine n'aura pas lieu», ajoute celui qui bataille depuis toujours contre l'architecture de sécurité conclue entre l'Europe et les Etats-Unis. «Jean-Luc Mélenchon profite du choc émotionnel créé par Donald Trump pour rassoir ses convictions et gagner la bataille idéologique sur son antiaméricanisme. Il veut montrer qu'il était lucide, alors que tout le monde était envoyé», analyse le politologue Rémi Lefebvre, qui perçoit aussi une inflexion dans le discours de l'ancien socialiste. «Il revient à sa position ini-

«MÉLENCHON REVIENT À SA POSITION INITIALE, SELON LAQUELLE ON A HUMILIÉ VLADIMIR POUTINE»

RÉMI LEFEBVRE
politologue

tiale, selon laquelle on a humilié Vladimir Poutine, que c'est la question de l'OTAN qui a provoqué la guerre, et que les va-t-en-guerre sont les Etats-Unis et l'Europe», ajoute-t-il. Cette idée continue de faire florès dans la gauche radicale : le chef de file du Parti communiste français (PCF), Fabien Roussel, voit, lui aussi, cette guerre comme des représailles de Vladimir Poutine face à «la possibilité que l'Ukraine entre dans l'OTAN».

Si M. Mélenchon tente de convaincre qu'il a eu raison avant tout le monde, il n'en demeure pas moins que ses écrits du weekend montrent un virage, discret, mais important. Ainsi, l'ancien candidat à l'élection présidentielle n'évoque plus le dirigeant russe, comme si une gêne l'avait gagné. De fait, la complicité nouvelle entre l'Américain et le Russe bouleverse son logiciel «campiste» et «antatlantiste», fonda-



Jean-Luc Mélenchon, à Mexico, le 28 février. YURI CORTEZ/AFP

te de sa doctrine politique. «La tenaille Poutine-Trump et la convergence impérialiste entre les Etats-Unis et la Russie percutent la manière de voir le monde à l'extrême-gauche. Aujourd'hui, la Maison Blanche est alignée sur le Kremlin. C'est très compliqué pour ceux qui ont essayé de jouer la carte de l'alliance anti-impérialiste, en y incluant de façon fantasmatique la Russie», explique Gilles Gressani, directeur de la revue de géopolitique *Le Grand Continent*.

Longtemps, M. Mélenchon a été accusé de complaisance à l'égard de la Russie, par antiaméricanisme. En 2014, il jugeait «vitaux les ports de Crimée pour la sécurité de la Russie». Après le déclenchement de la guerre en Ukraine, en février 2022, il avait toutefois mis de l'eau dans son vin. En meeting

le 16 mars 2024, le leader «insoumis» estimait même que «monsieur Poutine» était «un chef d'Etat dangereux». Si M. Mélenchon peut espérer surfer sur une forme de ressentiment anti-Trump, il lui sera plus difficile «de paraître s'opposer au renforcement de la politique de défense», pronostique Rémi Lefebvre. Déjà Emmanuel Macron plaide pour un accroissement des budgets. A ce stade, LFI n'en veut pas, au prétexte que la partie serait perdue.

«Pacifisme de gauche»

«L'Europe n'a pas les moyens de ce type d'objectifs. Les conditions ne sont pas réunies», argumente le député (LFI) du Val-d'Oise Arnaud Le Gall, chargé des questions internationales au sein du mouvement. Même refus, d'ailleurs, pour le leader communiste, Fabien Roussel, qui «préférerait

qu'on investisse plutôt dans l'éducation de nos enfants que dans le surarmement de cette guerre».

Le chef de file du PCF continue d'exhorter M. Macron à rouvrir des «négociations» avec M. Poutine, alors que la voie diplomatique a déjà été essayée et reste dans les tuyaux. Le maire de Saint-Amand-les-Eaux (Nord) continue de se revendiquer du «pacifisme de gauche», dans la droite lignée de Jean Jaurès. La grande figure du socialisme, opposée à la guerre de 1914, prônait «la paix durable entre les nations». Mais soutenait toutefois «un patriotisme défensif conséquent», nuance l'historien du PCF Roger Martelli.

Du côté de LFI, «nous ne sommes pas pacifistes, nous sommes indépendantistes», tient à préciser Arnaud Le Gall, en référence à la doctrine de «non-alignement» du mouvement. Reste que les alterna-

FABIEN ROUSSEL PENSE QUE POUTINE PEUT ACCEPTER DE RETIRER SES TROUPES, SI ON LUI GARANTIT «LA NEUTRALITÉ» DE L'UKRAINE

tives semblent faire défaut dans la gauche radicale. M. Roussel pense que M. Poutine peut accepter de retirer ses troupes, si on lui garantit «la neutralité» de l'Ukraine. Pour sa part, LFI veut «tourner la page de l'atlantisme», prône des «garanties de sécurité mutuelles», comme si la Russie était égale-

ment attaquée, se dit opposé aux «alliances militaires permanentes», et plaide pour des accords au cas par cas. Avec qui? Mystère.

«S'allier au coup par coup est possible lorsque personne ne veut vraiment votre peau. Mais l'Europe occidentale se rend compte que la guerre est possible», avertit Gilles Gressani, pour qui l'adversité pousse au contraire l'Europe à serrer les rangs. «C'est contre les Etats-Unis que se relance une forme de construction européenne», illustre le spécialiste de géopolitique. Dimanche, dix-huit dirigeants européens se sont retrouvés à Londres pour un sommet sur l'Ukraine, esquissant le visage d'un nouveau bloc autour de M. Zelensky. Pas de quoi réjouir M. Mélenchon, qui a grincé contre «l'absurde impasse européenne». ■

SANDRINE CASSINI

Les macronistes se ressoudent autour de la question ukrainienne

Renaissance, le MoDem et Horizons se retrouvent autour de l'action du président de la République à l'international et en faveur de l'Europe

Il se sont divisés sur les sujets de justice fiscale, se sont fracturés sur le conflit Israël-Hamas, ont bien failli rompre lorsque ont été abordés la question migratoire et le rapport à l'étranger. Les voici de nouveau unis, ressoudés par la tempête géopolitique provoquée par l'administration de Donald Trump. Les élus macronistes, mais aussi dans une moindre mesure ceux du MoDem ou d'Horizons, stupéfaits et inquiets de l'attitude du président américain et de celle du vice-président, J. D. Vance, ont mis de côté leurs petits désaccords et leurs vieilles rancunes pour appuyer la ligne présidentielle défendant une Europe souveraine et plus forte militairement. Seule échappatoire, pensent-ils, à la soudaine agressivité du milliardaire américain à l'égard du Vieux Continent.

Cette entente retrouvée au sein de la famille du «scole commun», Les Républicains (LR) mis à part, devait transparaître lors des discours attendus, lundi 3 mars, à

l'Assemblée nationale, dans le cadre du débat, sans vote, organisé sur l'Ukraine. Le secrétaire général du parti Renaissance, Gabriel Attal, qui prendra la parole pour le groupe Ensemble pour la République (EPR), appelle les siens à venir en masse illustrer cette unité.

«Marqueur identitaire»

«Nous sommes le groupe politique le plus engagé pour l'Europe qui vit un moment crucial, il me semble important que nous soyons le plus nombreux possible», a-t-il écrit à ses élus, vendredi, alors qu'à Washington le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, était malmené par M. Trump et J. D. Vance, lors d'une conférence où les responsables américains ont multiplié les contre-vérités sur le conflit qui meurrit l'Ukraine depuis l'invasion du pays par la Russie en février 2022.

«On a le sentiment d'être dans le juste», s'enorgueillit-on dans l'entourage de Gabriel Attal, où l'on assure qu'aucune ligne de frac-

ture» n'existe, sur ce sujet, au sein de la Macronie. «Le soutien à l'Ukraine est un marqueur identitaire. On est tous très alignés», approuve Mathieu Lefèvre, élu (Renaissance) du Val-de-Marne. Les dissensions entre aile gauche et aile droite? Evaporées. Les élus du groupe EPR, ont même oublié – ou mis de côté – leur amertrume vis-à-vis du chef de l'Etat, artisan de la désastreuse dissolution de l'Assemblée nationale de juin 2024, préférant saluer la «vision» du président de la République sur les questions européennes.

«LE TEMPS HISTORIQUE QUE NOUS VIVONS NOUS OBLIGE À UNE CONCORDE»

ERWAN BALANANT
député (MoDem) du Finistère

Il y a une fierté collective devant l'action du président. L'Europe vit un moment Macron!», s'enflamme David Amiel, député (Renaissance) de Paris, rappelant que le chef de l'Etat avait été critiqué quand il avait parlé de l'OTAN «en état de mort cérébrale», en 2019. «On voit aujourd'hui qu'il avait raison», vante-t-il.

Du côté d'Horizons, le parti de l'ancien premier ministre Edouard Philippe, s'il y a sans doute des nuances avec la pensée du président de la République, elles sont dues pour le moment. Dimanche, le chef du groupe Horizons et indépendants à l'Assemblée, Paul Christophe, admettait avoir réorienté sa prise de parole après la conférence de presse «lunaire», selon ses mots, du vendredi 28 février, dans le bureau Oval, pour se rapprocher un peu plus de la ligne du chef de l'Etat. «Les Etats-Unis sont en train de changer de paradigme. La solidarité américaine [envers l'Ukraine] est uniquement mercantile. Il faut

une Europe plus forte militairement et plus souveraine», dit-il. «On doit reconnaître à Emmanuel Macron d'avoir toujours défendu cette vision», appuie le chef des députés philippistes.

Afficher un front uni

Certes, des précautions sont prises à l'égard de certains propos présidentiels. Notamment lorsqu'il s'agit d'aborder le sujet d'une dissuasion nucléaire à dimension européenne ou des troupes françaises qui seraient envoyées sur le sol ukrainien pour maintenir la paix. «Dans l'imaginaire collectif, quand on parle de troupes, on a des images traumatisantes. On n'est pas en 1914 ou en 1939», estime Erwan Balanant, député (MoDem) du Finistère, qui pense qu'un travail de pédagogie doit d'abord être mené auprès de l'opinion.

Pour affronter les bouleversements géopolitiques, les soutiens du président de la République veulent afficher un front uni. «Le temps historique que nous vivons

nous oblige à une concorde entre toutes les forces républicaines. On pourra se faire des guerres un peu plus tard», résume M. Balanant, plaidant pour une union sacrée qui inclue LR – discrets sur le sujet –, mais aussi les socialistes, les communistes et les écologistes.

Les attaques de la Macronie et de ses alliés sont réservées à La France insoumise et à Marine Le Pen, la leader d'extrême droite qui, samedi 1^{er} mars, n'a pas condamné l'attitude et la politique de Donald Trump, en se disant en faveur «d'arriver à une paix», quitte à ce qu'un cessez-le-feu se fasse au détriment de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Une forme de «capitulation» dénonce M. Christophe. «Lundi, on entendra ceux qui, sous couvert de pacifisme, cherchent à faire oublier leur soumission idéologique à la Russie poutinienne», lance Charles Sitzenthal, député (Renaissance) du Bas-Rhin. Un «moment de vérité», espère Gabriel Attal. ■

CLAUDE GATINOIS

Les derniers secrets de l'affaire Blatter-Platini

Alors que le procès en appel s'ouvre en Suisse, de nouvelles informations renforcent l'accusation

ENQUÊTE

Près de dix ans après son commencement, l'affaire Platini-Blatter révèle encore des secrets. *Le Monde* a pu le constater en se replongeant dans les coulisses de cette saga politico-judiciaire à rallonge avant le procès en appel, du 3 au 6 mars, à Muttenz (Suisse), devant la cour d'appel extraordinaire du Tribunal pénal fédéral, de l'ex-président helvétique de la Fédération internationale de football (FIFA), Sepp Blatter, 88 ans, et de l'ancien patron de l'Union des associations européennes de football (UEFA), Michel Platini, 69 ans.

Tel un drame shakespearien, la carrière des deux hommes a été stoppée net lorsqu'a éclaté, en septembre 2015, l'affaire du paiement de 2 millions de francs suisses (1,6 million d'euros à l'époque) fait en février 2011 à M. Platini par la FIFA, sur validation de M. Blatter. Figure démonétisée, le Suisse était alors en fin de parcours alors que le Français, au sommet de sa carrière politique, briguitait sa succession à la tête de la FIFA et bénéficiait d'un boulevard vers le trône.

Le ministère public de la Confédération soutient que ce versement aurait été fait sans fondement pour «enrichir illégitimement» M. Platini, et poursuit les deux dirigeants pour «escroquerie, gestion déloyale, abus de confiance et faux dans les titres».

En juillet 2022, les deux ex-alliés, devenus ennemis irréconciliables, avaient été relaxés au bénéfice du doute. Le tribunal avait donné davantage de crédit à la thèse des deux prévenus, qui ont assuré que ce paiement était un «reliquat de salaires» en vertu d'un «accord oral» datant de 1998, qui portait sur une rémunération de 1 million de francs suisses annuels, versée au Français en tant que conseiller (entre 1998 et 2002) du président de la FIFA.

Selon les deux protagonistes, l'intégralité du salaire de M. Platini n'avait pas pu être payée entre 1998 et 2002, car la FIFA avait des problèmes de liquidités. Le versement de 2011 correspondrait donc à un «solde» des sommes dues à l'ancien footballeur.

Sans le prouver, le procureur Thomas Hildbrand, qui instruit l'affaire, soupçonne M. Blatter d'avoir en réalité acheté le soutien «vraiment vital pour lui», selon son ex-conseiller Guido Tognoni de M. Platini et de l'UEFA, dans la perspective de sa réélection à la présidence de la FIFA en juin 2011. Ce scrutin a été remporté par le Suisse, seul en piste après le retrait forcé du candidat qatari Mohamed Ben Hammam dit «MBH».

Le Monde a appris que M. Platini avait d'abord penché en 2011 vers «MBH» avant de se rallier à M. Blatter, candidat à un «dernier mandat», «comme la majorité de tous les membres de l'UEFA». Le Français, qui a toujours nié les soupçons de corruption «derrière ce paiement», confirme avoir «songé» à appuyer «personnellement à un moment» le Qataris pour ce scrutin. Un message de soutien à «MBH» figurait ainsi dans un «discours» que devait prononcer M. Platini lors du congrès de l'UEFA à Paris, le 22 mars 2011, confirme William Gaillard, l'ex-directeur de la communication de



Michel Platini, devant le Tribunal pénal fédéral suisse, lors du premier procès, à Bellinzone (Suisse), le 8 juin 2022. FABRICE COFFRINI/AFP

l'UEFA, «ébahi» que son ex-patron ait renoncé à le faire sans prévenir ses collaborateurs.

Le paiement des 2 millions de francs suisses aurait donc été le prix de son ralliement, selon la thèse de l'accusation. Mais la théorie du parquet se heurte à un questionnement : M. Platini avait réclamé son «dû» bien avant sa volte-face en faveur de M. Blatter pour le scrutin de 2011. C'est en février 2010 qu'il s'est rapproché de l'état-major de la FIFA pour faire valoir cette créance présumée. Peu pressé de le demander en raison de ses «facilités financières», l'ex-numéro 10 des Bleus répète qu'il a réclamé cet «arréré», «uniquement» car il était choqué que la FIFA ait les moyens de verser «des indemnités de départ très importantes» à cette époque à deux ex-cadres de la FIFA.

Tout avait déjà été payé
Un ex-confident de M. Blatter, très au fait du dossier, a une autre explication. «Michel était très fâché contre Blatter car ce dernier venait de lui annoncer qu'il rompait sa promesse de lui céder les rênes de la FIFA en 2011, décidant de rester jusqu'en 2015», avance cet ex-salarié de la FIFA. Michel a alors dit : «si c'est comme ça, tu me payes toutes les années que tu me dois.»

La somme demandée par le Français aurait été, selon le ministère public de la Confédération, bien supérieure au montant finalement versé. «Quand il a reçu la demande de Michel, Blatter n'était pas ravi du montant qu'il jugeait élevé», témoigne aujourd'hui l'ex-secrétaire général français de la FIFA, Jérôme Valcke. Selon ses affirmations devant le ministère public, M. Platini a initialement demandé au patron de la FIFA 4 millions de francs suisses avant de «trouver un accord» sur 2 millions.

Une version contestée par MM. Blatter et Platini, et dont le tribunal pénal fédéral n'avait pas tenu compte en 2022 car ne pouvant «pas être considérée comme crédible». «Je n'ai jamais parlé directement avec M. Blatter de ce dû, rétorque le second. Je serai curieux de savoir de qui M. Valcke tient cette fausse information?» Un nouveau témoignage recueilli par *Le Monde* vient pourtant appuyer ce point controversé : «Valcke dit la vérité sur ce montant demandé de 4 [millions] et négocié à 2. J'ai aussi entendu à plusieurs reprises à l'époque qu'il y avait eu des discussions directes entre eux sur ce

montant. Platini a dit "tu me donnes 4" et Blatter a dit "c'est un peu beaucoup", confirme Christian Constantin, président du FC Sion et intime de M. Blatter «depuis la fin des années 1970». «Je conteste formellement et définitivement cette thèse», assure le Français.

M. Platini a finalement envoyé une facture de 2 millions de francs suisses, en date du 17 janvier 2011, au directeur financier de la FIFA, Markus Katner. L'argent lui est viré le 1^{er} février 2011 et il est déclaré, en 2012, au fisc suisse par le Français. Ce paiement ressurgit spectaculairement, le 25 septembre 2015, quand le ministère public de la Confédération ouvre une procédure pénale à ce sujet et auditionne séparément M. Blatter et M. Platini, alors candidat à la succession du Suisse, au siège de la FIFA à Zurich.

Constant dans ses explications depuis le début de l'affaire, M. Platini a évoqué devant les enquêteurs dès 2015 «un solde» et un «contrat moral avec le président». Lors de sa première audition par le ministère public, en septembre 2015, M. Blatter n'a pas su justifier ce versement : «C'est le mystère de la chose.»

Selon les témoignages et les informations recueillis par *Le Monde*, M. Blatter aurait contesté, devant sa garde rapprochée, les prétentions financières de M. Platini quand ce dernier lui a réclamé cet «arréré». Ainsi, début 2011, dans son bureau, il aurait lu à une source de confiance le contenu de la facture du Français que la FIFA venait de «payer».

Loin d'être sur la même longueur d'onde que M. Platini, il aurait mis en doute sa parole concernant cette créance présumée. Il n'aurait pas contredit cette source, qui lui faisait remarquer que l'ex-joueur avait «quand même du culot», puis il lui aurait révélé que M. Platini avait déjà été «payé» par la FIFA «à cette époque» (entre 1998 et 2002). A cette source interloquée M. Blatter aurait confirmé que les salaires déjà versés pour la période de 1998 à 2002 apparaissaient «dans les livres financiers de la FIFA». «Et maintenant il veut encore ça... tout, tout maintenant...», se serait-il indigné froidement en jetant la facture sur son bureau. Une scène aux antipodes de la thèse de l'«accord oral» et du «reliquat» défendue par les prévenus depuis presque une décennie.

Tout en dénonçant une «cabale sans fondement», M. Platini se dé-

solidarise des propos de M. Blatter, qui, «s'ils sont avérés, montrent que depuis des années M. Blatter, face à la justice, face aux procureurs et aux juges et sous serment, confirme la réalité du contrat oral, du reliquat de salaire et son dû, mais que, auprès de tous ses interlocuteurs à la FIFA, il a instrumentalisé ce paiement, dans [son dos], pour [le] tuer politiquement dans la course à la présidence de l'instance».

«Il n'y a jamais eu de reliquat car tout avait déjà été payé», considère Christian Constantin, qui ne porte pas l'ex-numéro 10 des Bleus dans son cœur en raison du passif judiciaire entre son club et l'UEFA. Platini s'est rendu compte [en 2010] qu'il n'avait pas été assez payé à l'époque et estimait que Blatter lui était redébiable de son élection en 1998. Ce paiement de 2011 avait pour but de le calmer, alors qu'il voulait se présenter à la présidence de la FIFA, afin qu'il continue à soutenir Blatter qu'il jugeait «carbonisé». Blatter a toujours fonctionné comme ça, en distribuant des avantages personnels.» Une version d'un proche de M. Blatter contestée catégoriquement par le Français, qui assure que ce «reliquat a été géré de façon très claire et transparente». «Ça, c'est la meilleure», s'indigne M. Blatter, qui «conteste toutes les allégations et confirme [ses] déclarations faites depuis toujours dans cette affaire. Constantine voulait être candidat pour la présidence FIFA en 2011. Ce n'est donc pas un bon témoin».

L'arroseur arrosé?
Des éléments et des témoignages convergents recueillis par *Le Monde* indiquent par ailleurs que M. Blatter aurait montré la facture à sa garde rapprochée, tel un trophée, et avait conscience que ce paiement pouvait porter préjudice à M. Platini. Et ainsi constituer une «peau de banane», selon l'expression d'un ex-salarié de la FIFA. «C'est beau!», se serait-il exclamé, ironique, la facture à la main «signée» par son rival, devant un proche, début 2011. «Maintenant, j'ai Michel par les couilles», aurait-il jubilé devant un collaborateur.

Le ministère public de la Confédération a découvert qu'une convention avait été signée en août 1999 par MM. Blatter et Platini en vertu de laquelle un salaire de 300 000 francs suisses a été versé annuellement au Français entre 1999 et 2002. Selon un vieux compagnon de route de

La carrière des deux hommes a été stoppée, avec cette affaire du paiement de 2 millions de francs suisses fait en 2011 à Platini par la FIFA

M. Valcke a confié au ministère public de la Confédération que M. Blatter, après sa démission de juin 2015, a voulu saborder la candidature de M. Platini à la présidence de la FIFA. «Et Blatter m'avait dit à ce moment-là : "Il faut faire sortir des dossiers sur Michel pour pas qu'il puisse se présenter." Et il m'avait parlé de ce dossier de 2 millions (...). Blatter m'a dit dans son bureau : "Ah! on peut sortir ce dossier."» «La Suisse, M. Blatter et la bureaucratie de la FIFA ne souhaitaient pas qu'un Français, qui plus est footballeur, devienne président de la FIFA», considère M. Platini, qui compare «cette affaire, qui n'aurait jamais dû commencer» à une «très très mauvaise série Netflix qui dure depuis 10 saisons».

L'ex-patriarche du foot mondial est-il «l'arroseur arrosé», selon l'expression d'un proche ? «En termes de machiavélisme et de malice, Blatter est très très au-dessus de Platini. C'est incomparable», ricane M. Constantin. D'après le dossier judiciaire, les enquêteurs suisses ont trouvé un exemplaire de la facture de M. Platini, lors d'une perquisition de septembre 2015, dans un meuble, derrière le bureau de M. Blatter. Un meuble auquel seul le Valaisan avait accès et dans lequel, selon plusieurs fins connaisseurs de la FIFA, il conservait précieusement des «dossiers» potentiellement explosifs sur les membres du comité exécutif susceptibles de devenir des rivaux et donc «dangereux pour lui».

Aujourd'hui, M. Platini n'a plus «aucun contact» avec son ex-mentor et ne «veut[] plus en avoir». «Il a très mal géré la fin de sa carrière à la tête de la FIFA», assène le Français. Les retrouvailles entre les deux prévenus dans les prétoires devraient être glaciales. ■

RÉMI DUPRÉ



PUBLICATIONS JUDICIAIRES

01.49.04.01.82 - annonces@osp.fr

PUBLICATION JUDICIAIRE LINAGORA / BLUE MIND

Par un arrêt du 27 janvier 2025, la 1^{re} Chambre de la Cour d'appel de Bordeaux (n° RG 20/03220 - N° Portail: DBVJ-V-B7E-LVPE), dans une instance entre, d'une part, les sociétés LINAGORA et LINAGORA GRAND SUD OUEST et, d'autre part, la société BLUE MIND et Monsieur Thomas Cataldo, réformant le jugement du Tribunal judiciaire de Bordeaux du 21 juillet 2021, la Cour a ordonné la publication de la partie suivante du dispositif de cet arrêt :

« - Dit que le module OBM-SYNC, propriété des sociétés LINAGORA et LINAGORA GRAND SUD OUEST, est original et constitue une œuvre de l'esprit protégeable au titre des droits d'auteur ;
- Dit que la société BLUE MIND a commis des actes de contrefaçon du module logiciel OBM-SYNC en effaçant la mention de paternité des sociétés LINAGORA et LINAGORA GRAND SUD OUEST sur 25 de ses fichiers portant atteinte à leurs droits patrimoniaux et moraux sur le module OBM SYNC ;
- Dit que la société BLUE MIND a ce faisant commis une atteinte aux droits moraux d'auteur des sociétés Linagora et Linagora GSO sur l'œuvre OBM-SYNC ;
- Constate la résiliation de plein droit du contrat de licence GNU Affero GPL v3 conclu entre les parties à effet au 14 décembre 2013. »

La Cour d'appel de Bordeaux a également ordonné la publication de la motivation de cet arrêt selon les extraits ci-dessous.

Sur la concurrence déloyale et parasitaire :

« Le tribunal a retenu des actes de concurrence déloyale de la part de la société Blue Mind au préjudice des sociétés Linagora par débauchage de salariés et parasitaire, par captation de savoir-faire. »

« Il résulte (...) de la chronologie du litige que MM. Baudracco et Carlier, directeurs et associés de Linagora, sont à l'origine de ce débauchage à l'égard de leur ancienne société et employeur avec laquelle ils étaient personnellement en litige. Ces éléments (...) attestent un procédé déloyal de débauchage des salariés (...), la société Blue Mind n'ignorant pas le préjudice qu'elle portait ainsi à la société Linagora GSO, par désorganisation et en l'amputant d'une partie de son savoir-faire. »

«Ce paiement avait pour but de calmer Platini, alors qu'il voulait se présenter à la présidence de la FIFA»

CHRISTIAN CONSTANTIN
président du FC Sion

La gestion de Béziers dans le viseur des magistrats financiers

La ville, dirigée par Robert Ménard, est mise en cause en raison des coûts du projet d'ériger une réplique du colosse de Rhodes

Robert Ménard a un rêve : voir le colosse de Rhodes se dresser de nouveau face à la Méditerranée. Non pas dans le port grec où la sixième merveille du monde antique s'est effondrée en 227 avant J.-C., mais au bord de l'autoroute, près de la sortie Béziers-Ouest. L'idée est venue au maire (divers droite, autrefois proche de Marine Le Pen et d'Eric Zemmour) de Béziers (Hérault) à la suite des travaux d'un membre du service archéologique de sa commune et d'une ancienne chercheuse du CNRS. En 2020, ces derniers cosignent un ouvrage affirmant que Béziers a été fondée par des Rhodiens avant que les Phocéens n'installent une colonie à l'emplacement de la future Marseille – en faisant la plus ancienne ville de France. Dès septembre 2021, l'édile fait changer les panneaux autoroutiers touristiques pour de nouveaux affichant avec fierté « Béziers – 2 600 ans d'histoire ». Bilan de l'opération : 28 000 euros

Pour son projet de colosse, le maire de Béziers voit grand. A l'image de la statue de la Liberté, la représentation d'Hélios, le dieu grec du Soleil, haute de 30 mètres, doit être équipée d'un ascenseur pour accompagner les touristes vers un plateau tenu entre ses mains. Coût estimé de la réalisation : 4,9 millions d'euros. Mais faute d'accord du conseil départemental de l'Hérault, copropriétaire du terrain, le projet est au point mort.

« [En juillet 2021, j'avais] expliqué [à Robert Ménard] que les statues présentes sur [ce terrain] étaient de 2 mètres de hauteur maximum et que j'étais prêt à lui rechercher des [espaces] (...) au bord du canal à Béziers », raconte le président socialiste du conseil départemental de l'Hérault, Kléber Mesquida, au *Monde*. [Il] m'a me-

nacé de tenir compte de mon refus de lui vendre [cette parcelle] dans les futures autorisations d'urbanisme concernant le domaine départemental. » Cette construction « est toujours d'actualité », affirme au *Monde* le maire de Béziers, le 27 février. [Mais] les contraintes budgétaires font qu'il ne s'agit pas à ce jour d'un projet prioritaire. »

Qu'il devienne ou non réalité, le rêve du Robert Ménard a déjà entraîné des frais. En 2021, il commande trois études de faisabilité du colosse pour un total de 43 000 euros par le biais de marchés « passés séparément, sans publicité ni mise en concurrence », relève la chambre régionale des comptes (CRC) d'Occitanie dans un rapport sur les prestations intellectuelles commandées par la mairie de Béziers entre 2019 et 2023 publié le 11 février. Or « ces [trois] marchés auraient dû, au vu de leur montant global (supérieur à 40 000 euros) être précédés » de ces procédures, poursuivent les magistrats financiers.

Prestations de « coaching »

« Il n'y avait pas d'unité fonctionnelle autour de ce projet », affirme, pour justifier la segmentation du marché, le maire de Béziers, qui conteste également que le colosse de Rhodes s'inscrive dans la lignée de la quinzaine de statues et de bustes monumentaux inaugurés depuis son arrivée à la mairie en 2014 : Jeanne d'Arc, Mahsa Amini, Sophie Scholl... Une marotte qui n'est pas sans coûts pour la ville : d'après le décompte du *Monde*, ces huit statues ont coûté au total plus de 200 000 euros.

A l'image des études de faisabilité du colosse de Rhodes, les conditions de passation de certains marchés de conseil ont suscité les interrogations des magistrats financiers. Car s'ils relèvent un usage « modéré » de ces études,

Montant estimé de la réalisation de cette statue haute de 30 mètres : 4,9 millions d'euros

soit 157 prestations commandées en quatre ans pour 2,29 millions d'euros, « plus de deux tiers des prestations intellectuelles analysées sont commandées sans publicité ni mise en concurrence ». D'une valeur moyenne de 14 600 euros, la plupart de celles-ci restent sous les seuils rendant ces procédures obligatoires. Les communes sont cependant incitées à y recourir, à la fois pour obtenir la meilleure offre en recevant des devis concurrents et pour éviter la tentation de recourir à des proches. À Béziers, la CRC note « le recours récurrent » à certains prestataires de conseil, notamment pour « l'urbanisme, les services d'informations ou les ressources humaines ».

Dans ce dernier domaine, les magistrats s'arrêtent sur le cas d'un prestataire, « renouvelé depuis 2015 sans avoir relancé une mise en concurrence dans un domaine dans lequel les offres sont nombreuses ». Auprès du *Monde*, le maire de Béziers conteste là encore l'analyse de la CRC : « [Un accord-cadre lancé en 2016 a fait l'objet d'une publicité et donc d'un avis d'appel public à la concurrence. Cette procédure ayant été infructueuse (absence de réponse), la commune a donc conclu un marché sans publicité ni mise en concurrence. »

Ce microentrepreneur, sans page professionnelle ni expérience en ressources humaines

publique et que *Le Monde* n'a pas réussi à joindre, facture à la ville par l'intermédiaire d'une structure créée en septembre 2014 sous l'activité « Enseignement supérieur ». Interrogé sur son profil, M. Ménard botte en touche, se déclarant seulement « étonné de voir apparaître le nom d'un consultant alors que la CRC [qui anonymise ses rapports] ne le mentionne pas ».

Et de souligner que la commune a eu à gérer de nombreuses « réformes (...) d'envergure nationale (...) nécessitant un pilotage actif. (...) Une bonne utilisation efficace et rationnelle des deniers publics suppose d'éviter d'arrêter la mission de conseil avec un prestataire X pour la redémarrer avec un prestataire Y, sachant que le seuil de 40 000 euros HT a été respecté ». Si les formes ont été observées par l'intermédiaire d'un accord-cadre et de deux marchés successifs sans publicité, la commune a versé plus de 41 000 euros à ce prestataire entre 2019 et 2023, selon les calculs de la CRC. Outre les missions de conseil réglementaires figurent également des prestations de « coaching » de la directrice générale des services en 2016.

A ces sommes s'ajoutent celles (non comptabilisées par la CRC car hors du périmètre de son contrôle) reçues de l'agglomération Béziers Méditerranée, présidée par Robert Ménard depuis 2020. En 2022, l'agglomération a confié au moins deux missions à ce prestataire documentées par *Le Monde* : un audit de la médiathèque et une étude de fonctionnement de la « direction de la prévention et la gestion des déchets », facturée pour cette dernière 9 225 euros. Interrogé sur ces dernières missions, Robert Ménard salue « la qualité de son travail et [les] prix pratiqués ». ■

LAURA MOTET

La justice reconnaît au frère d'une victime d'inceste le droit à une indemnisation

Cet homme avait été maltraité par sa famille, après avoir tenté, en vain, de révéler les faits

LILLE - correspondante

Non, le petit garçon qu'il était, il y a vingt-quatre ans, n'était pas un menteur. Et, oui, il est bien lui aussi victime de son beau-père – et de tous ceux qui ne l'ont pas cru – quand il a raconté avoir surpris ce chauffeur routier imposant une fellation à sa sœur de 7 ans. Etienne (les prénoms ont été modifiés) a été reconnu par la justice comme victime indirecte des agissements de son beau-père, une décision encore rare.

Un soir, Etienne entend du bruit provenant de la chambre d'Emilie. Intrigué, il regarde par la serrure. La scène est sans équivoque. Du haut de ses 9 ans, le petit garçon veut intervenir. Il ouvre la porte que son beau-père reclaque brutalement sur lui, lui intimant l'ordre de retourner dans sa chambre. Ce qu'il fait, en pleurant. Le lendemain, à l'école, il en parle à son institutrice. Plutôt que de faire un signalement, le directeur de cette école de Lomme (Nord), près de Lille, convoque la mère et le beau-père d'Etienne, ainsi qu'Emilie, également scolarisée dans son école. Il demande à la fillette si ce que son frère a raconté est vrai.

Emilie est tétonnée. Elle ne dit rien. Etienne est donc un menteur. Il doit être puni. « Dans les jours suivant, à la récréation, il doit s'installer sur une chaise au milieu de la cour. Un trait est dessiné à la craie au sol et ses copains ont l'interdiction de s'approcher de lui », raconte son avocate, Carine Delaby-Faure.

Etienne vivra avec cette étiquette de menteur. A la maison, où grandissent six enfants de quatre pères différents, « il devient le souffre-douleur » de sa mère, qui règne en tyran domestique. A 17 ans, il fuit le domicile familial en s'engageant dans l'armée. Devenues adultes, deux de ses sœurs déposeront plainte contre son beau-père : Emilie, née d'une autre union mais qu'il a rencontrée, et Alison, sa propre fille.

Devant la cour criminelle du Nord qui le jugeait du 5 au 7 février, l'homme était également poursuivi pour corruption de mineurs sur Christophe, un autre enfant de la famille. Victime d'amnésie traumatique, Christophe a oublié les faits de nature sexuelle qu'il a subis mais pas le calvaire enduré par son frère Etienne pendant des années. Parce qu'il a dénoncé son beau-père, parce qu'on l'accuse d'avoir menti.

Devant la cour criminelle, Mme Delaby-Faure, l'avocate de Christophe, annonce qu'Etienne, qui devait d'abord être entendu comme témoin, se constitue partie civile. Les deux frères sont donc côté à côté pour écouter leur beau-père s'empêtrer dans ses tentatives de minimisation des faits. De leur mère, ils n'attendent pas grand-chose. Toujours, elle a fermé les yeux. Quand Emilie lui a parlé une première fois, elle lui a répondu avoir des prêts à rembourser et a menacé de la renier.

Traumatisme

« A l'audience, Etienne pleurait comme un enfant », raconte son avocate, convaincue de la nécessité pour le jeune homme qu'il est aujourd'hui « d'être réhabilité par la justice, même vingt-quatre ans plus tard ». Lors de l'enquête, les policiers ont convoqué le directeur de l'école et l'institutrice. Ils ont assuré n'avoir aucun souvenir de ce qu'ils ont fait subir à Etienne, des scènes pourtant confirmées par sa mère et son beau-père. Ses frères et sœurs se souviennent aussi de la punition dans la cour de récréation. Quant au fait qu'Etienne « a été ensuite

ostracisé et maltraité », la cour criminelle l'a bien retenu dans son jugement civil.

Dans ses motivations, la cour observe que, non seulement Etienne « n'a pas été cru mais il a été victime d'une punition infamante à l'école. Il est devenu le souffre-douleur de sa mère qui le maltraitait encore plus (...), il a été isolé du reste de la fratrie pendant de nombreuses années », autant de faits qui lui ont « causé un traumatisme encore très palpable à l'audience ».

Si sa mère n'a pu être condamnée pour non-dénonciation de crimes sur mineurs du fait de la prescription prévue pour ces faits, une peine de treize ans de réclusion criminelle a été prononcée contre le beau-père. Ce dernier devra, comme c'est le cas pour les trois enfants reconquis victimes de viols incestueux, atteintes sexuelles et corruption de mineurs, indemniser Etienne. La cour a fixé son préjudice à 8 000 euros et 2 500 euros pour compenser ses frais de justice. Quand son avocate lui a envoyé l'arrêt de la cour criminelle, Etienne, qui s'épanche peu, l'a remerciée. Et il a écrit : « Ça va me permettre d'avancer plus sûrement. » ■

FLORENCE TRAULLÉ

Le parquet européen face à un « continent de criminalité »

L'institution comptabilise, en 2024, 2 666 enquêtes actives pour un préjudice total estimé à près de 25 milliards d'euros

« Il y a toujours eu plus de crimes portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE qu'on ne l'admet publiquement »

LAURA KÖVESI
cheffe du parquet européen

dangereux ». Laura Kövesi en veut pour preuve une enquête dans laquelle un repenti affirme que « depuis 2017 au moins » plusieurs groupes criminels considèrent la fraude à la TVA et la fraude liée aux fonds de l'UE comme un domaine « dénué de risque » par comparaison au trafic des stupéfiants, qui est passable de peines de prison très élevées en cas de condamnation.

Cette année, Laura Kövesi appelle à un sursaut des institutions européennes : « Après plus de trois ans d'activité et la découverte d'un nouveau continent de criminalité, la capacité [du parquet] doit être renforcée », écrit-elle, alertant sur un phénomène sous-estimé. « Il y a toujours eu plus de crimes portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne qu'on ne l'admet publiquement », déplore la cheffe du parquet européen, qui évoque un « déni instinctif » des parties prenantes au niveau européen quant à l'ampleur des chiffres.

« Intensifier la détection »

Dans l'avant-propos du rapport pour l'année 2024, Laura Kövesi, déçue du peu d'empressement des instances européennes à opérer plaintes ou signalements (seuls 113 sur plus de 6 500 proviennent d'« institutions, organisations et organismes de l'UE »), leur demande d'*« intensifier la détection et le signalement des soupçons de fraude »* au parquet européen. Elle les appelle à « répondre à des questions difficiles mais très importantes ». « Par exemple, comment est-il possible que des groupes criminels organisés aient pu développer la fraude à la TVA à un niveau industriel, malgré toutes les mesures, audits et rapports contre la fraude ? »

Face à ces lacunes, la réponse est, selon elle, de mieux doter le parquet européen en moyens humains et financiers. « Nous avons besoin d'un soutien budgétaire supplémentaire », abonde Frédéric Baab. « C'est vrai que nous sommes déçus par le budget qui a été alloué au parquet européen cette année », ajoute-t-il, regrettant qu'il ne soit « pas à la hauteur des besoins opérationnels ». D'autant que la question du périmètre des prérogatives est également au cœur de l'actualité. En novembre 2022, les ministres français et allemand de la justice appelaient, dans *Le Monde*, à confier les enquêtes pour violation des sanctions européennes au parquet européen. Une réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le traité de fonctionnement de l'UE prévoit bien la possibilité d'une extension du champ de compétences, à l'unanimité des membres du Conseil de l'UE, « à la criminalité grave et transnationale », rappelle Frédéric Baab. Une définition qui pourrait couvrir des problématiques comme les crimes environnementaux (trafic de déchets, d'espèces protégées, de matières dangereuses) ou même la corruption d'agent public européen, au cœur, par exemple, du scandale du « Qatargate ». ■

« Nous sommes déçus par le budget qui a été alloué au parquet cette année (...), pas à la hauteur des besoins »

FRÉDÉRIC BAAB
procureur européen pour la France

ABDELHAK EL IDRISI
ET THOMAS SAINTOURENS

Espoirs autour du transfert de civelles dans la Loire

Face à la raréfaction des anguilles, les pêcheurs déplacent des alevins en amont, sans certitude de résultat

REPORTAGE

CORDEMAIS (LOIRE-ATLANTIQUE),
BRÉHÉMONT (INDRE-ET-LOIRE) -
envoyée spéciale

Plusieurs milliers de civelles virevoltent déjà au fond de la caisse blanche. Les mouvements de leurs corps longs et translucides évoquent un ballet, auquel se joignent peu à peu de nouvelles jeunes anguilles, versées par un pêcheur. L'homme a l'œil rivé sur l'écran de la balance. «*On est à 3 kilos.*» Stop. D'autres bras s'emparent à présent de la caisse : il faut la fermer, la remplir d'oxygène et passer, vite, à la suivante. «*On fait ça à la chaîne*», s'amuse un participant. D'ici à quelques heures, deux camions frigorifiques viendront dans ce centre de stockage de Cordemais (Loire-Atlantique), entre Nantes et Saint-Nazaire, récupérer 400 kilos de juvéniles – environ 900 000 individus – capturées dans l'estuaire de la Loire.

Elles ne sont pas destinées à être consommées, mais à être relâchées, en amont, dans des endroits considérés comme propices à leur croissance en eau douce. «*On va les emmener plus haut sur la Loire*», glisse Benjamin Colliot. Casquette à l'envers et bottes bleu marine aux pieds, le pêcheur interrompt quelques secondes ses allers-retours pour désigner la dizaine de boîtes déjà closes empilées à l'extérieur du bâtiment. Malgré les incertitudes sur l'efficacité des transferts artificiels de jeunes anguilles, qui visent à augmenter le nombre de poissons prêts à repartir en mer pour se reproduire, ceux-ci représentent «*un espoir*», confie le trentenaire : celui que «*la pêche à la civelle puisse continuer*».

Dans la région, «*il y a 170 navires qui en vivent*», fait valoir José Jouneau, le président du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Pays de la Loire (Corepm), qui chapeaute, en cette journée de février, l'opération en réponse à un appel à projets du ministère de la transition écologique. L'enjeu, pour les professionnels, est crucial : en novembre 2024, le Conseil international pour l'exploration de la mer, organisme de référence, a recommandé, pour la quatrième année d'affilée, d'interdire toute capture d'anguille européenne, «*dans tous les habitats*». En parallèle, des as-

112 millions de jeunes anguilles ont été déversées entre 2011 et 2023 dans les bassins français

sociations comme Ethic Ocean appellent à ne plus cuisiner l'espèce, qui a entamé un fort déclin dans les années 1980, jusqu'à être classée «*en danger critique d'extinction*» par l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Mais, pour l'heure, la pêche de la civelle reste permise aux professionnels français. Pour les Etats de l'Union européenne qui la maintiennent, un règlement de 2007 impose une contrepartie : 60 % des prises doivent être destinées à des «*repeuplements*» aux fins de restauration de l'espèce, autrement dit, relâchées. Cela représente, en France et pour l'hiver 2025, 39 tonnes sur les 65 tonnes de captures autorisées. Si la majorité des juvéniles concernées partent vers d'autres pays européens, une partie est réservée aux bassins français – quelque 37 tonnes, soit environ 112 millions de jeunes anguilles, y ont ainsi été déversées entre l'hiver 2011 et l'hiver 2023.

Optimisme

L'Etat y consacre un budget allant jusqu'à 2 millions d'euros par saison de pêche, pour financer l'achat aux professionnels ou encore les analyses sanitaires. L'opération est placée sous la surveillance attentive de ses services. A Cordemais, ce sont trois agents de l'unité littorale des affaires maritimes qui scrutent la préparation de chaque caisse. Ce sont aussi eux qui placent sous scellés les camions et le trésor qu'ils convoient 200 kilomètres plus loin, jusqu'au village tourangeau de Bréhémont (Indre-et-Loire) – les alevins réunis là valent plus d'une centaine de milliers d'euros. «*Au fil des années, ça s'est affiné au niveau de l'organisation, et il y a une volonté des pêcheurs d'être transparents*», glisse un des contrôleurs.

Il y a aussi une envie, assumée, de communiquer auprès du public. «*On nous voit parfois comme*



Des civelles sont relâchées dans la Loire, à Bréhémont (Indre-et-Loire), le 26 février. JÉRÉMIE LUSSEAU/HANS LUCAS POUR « LE MONDE »

des gens à abattre», s'émeut Fabrice Batard, depuis le bateau chargé du «*déversement*» des alevins. Comme de nombreux autres pêcheurs, il témoigne d'un flux de civelles qui augmente «*depuis plusieurs années*». «*Maintenant, je fais mon quota en quinze jours seulement. Est-ce que c'est grâce à tout ce qu'on fait depuis une dizaine d'années?*» Sur l'embarcation, les techniciens du bureau d'études chargé du déversement des alevins les accoutumant à la température du fleuve, avant de les plonger à des points protégés des courants, choisis auparavant.

L'interrogation du pêcheur reste en suspens : ces efforts en valent-ils la peine ? Remonter les jeunes anguilles de quelques centaines de kilomètres permet-il vraiment d'augmenter le nombre de futurs reproducteurs ? «*En déplaçant une civelle, on émet l'hypothèse qu'on lui apporte un bénéfice biologique, qu'ainsi elle va grandir plus vite et aura plus de chances de survie*»,

explique Alexis Pengrech, chargé de mission du Corepm. «*Il manque encore des réponses à de nombreuses questions, mais des indices nous poussent à être optimistes.*» Il mentionne ceux issus d'une expertise de 2023. «*Nous avons estimé que, quand on transfère les anguilles vers l'amont du cours d'eau, en Loire notamment, on obtient une meilleure croissance*», explique l'un de ses contributeurs, le professeur Eric Feunteun, du Muséum d'histoire naturelle.

Ces éléments ne permettent toutefois pas de conclure «*à la performance du repeuplement*», relève Laurent Beaulaton, chercheur à l'Office français pour la biodiversité. «*On est capable de trouver des anguilles deux ans, trois ans, cinq ans, dix ans après, à partir des civelles qu'on a repeuplées. Ça, il n'y a pas de souci, ça fonctionne*», estime ce directeur d'un pôle de recherche spécialisé sur les migrateurs amphihalins (évoluant en eau douce comme en eau salée). La

vraie question, c'est de savoir de quelle manière elles vont pouvoir contribuer à la reproduction comparativement à celles laissées sur place, dans leur milieu naturel.» Dans un rapport de recherche de 2019, il avait constaté que, dans l'Oir, affluent de la Sélune (Manche), la survie des civelles «*repeuplées*» était plus faible que celle de leurs congénères.

Pour obtenir de nouvelles données, le Corepm réalise une étude de faisabilité d'un nouveau protocole, pour «*connaitre la proportion d'anguilles issues d'un repeuplement*», explique Alexis Pengrech. Il s'agit de récupérer auprès des pêcheurs les têtes d'anguilles «*argentées*» (celles qui dévalent la Loire adulte pour retourner en mer) car, lors des transferts de civelles, une partie des poissons a été plongée dans un bain de colorant qui marque, à vie, une zone de leur oreille interne. «*Cela nous permettra d'apporter de la connaissance supplémentaire*», explique

M. Pengrech. Il faut aussi de la patience : certaines anguilles peuvent rester en rivière une quinzaine d'années pour grandir.

Les relocalisations d'alevins ne doivent cependant pas faire oublier l'importance d'agir sur les autres paramètres qui affectent l'anguille et son mystérieux cycle de reproduction entre eau douce et eau salée, souligne Aurore Baissez, directrice de l'association de protection Loire Grands Migrateurs. Parmi lesquels les ouvrages qui se succèdent sur les cours d'eau, mais aussi la pollution. «*Ces poissons sont un thermomètre : quand ça va mal pour eux, c'est que la rivière se meurt*», résume la spécialiste. «*J'espère que notre combat pour l'anguille va payer*», souffle Fabrice Batard, à Bréhémont. Sur son bateau, ce sont désormais des caisses vides de leurs voyageuses qui s'empilent tandis que les premières gouttes de pluie se mettent à tomber. ■

LÉA SANCHEZ

Climat : blocage sur le calendrier de publication des rapports du GIEC

Une partie des pays souhaite que les rapports sur le climat sortent avant la COP28 en 2028, qui fera le point sur le respect de l'accord de Paris

Une semaine passée dans une atmosphère hantée par l'ombre de Donald Trump et les blocages exercés par les pays les moins ambitieux. Et, au bout des quarante dernières heures de négociations ininterrompues, une impasse. Dans la nuit du samedi 1^{er} au dimanche 2 mars, les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et les représentants gouvernementaux ont achevé les discussions de leur 62^e conférence à Hangzhou, en Chine, sans arriver à se mettre d'accord sur le calendrier de publication des prochains rapports. Jim Skea, président du GIEC, a tenu à rester positif : «*Nous avons désormais une idée claire de la portée du contenu scientifique. (...) Cela nous permet de constituer des équipes d'auteurs et de lancer nos travaux.*»

Si les lignes directrices des futurs synthèses des trois groupes de travail (principes physiques et écologiques du changement climatique – groupe 1 ; impacts, vulnérabilité et adaptation – groupe 2 ; moyens d'atténuer – groupe 3) sont connues, cette conférence n'a pas permis de dénouer un débat qui dure depuis plusieurs mois : comment faire aboutir ces trois documents avant la 33^e Conférence des parties (COP33) qui aura lieu à la fin de l'année 2028 ? En l'absence des représentants américains, empêchés de venir par l'administration de Donald Trump, les pays européens et les pays les plus vulnérables ont continué à plaider pour ce calendrier.

Un atterrissage avant 2028 permettrait que les données scientifiques les plus récentes éclairent le prochain «*Global Stocktake*», c'est-à-dire le bilan des actions réalisées par les Etats depuis la signature de l'accord de Paris, lors de la COP21, en 2015. Ce document, crucial dans les négociations, aide les parties à se rendre compte des efforts à accomplir pour tenter de respecter les seuils de + 2 °C et + 1,5 °C de réchauffement. Ce «*bilan mondial*» doit être fait à partir des données scientifiques les plus récentes, donc en s'appuyant sur les rapports du GIEC. Les deux

Les pays n'ont pas non plus réussi à s'aligner sur un budget de fonctionnement au-delà de 2025

mouvements, la synthèse et une meilleure intégration, doivent, autant que faire se peut, être menés en même temps.

Une analyse partagée par de nombreux acteurs de la cause climatique qui dénoncent des manœuvres. «*Ces rapports contiendront des informations essentielles pour nos priorités*», avait ainsi déclaré Evans Njewa, négociateur du Malawi, qui s'était prononcé, au nom des pays les moins avancés, pour que les documents du GIEC soient disponibles en 2028. «*Tout retour en arrière sur cette question du processus sera considéré comme ce qu'il est, à savoir une politisation de la science*

au détriment des pays vulnérables», avait-il prévenu.

«*Le rôle du GIEC est de fournir des évaluations scientifiques crédibles (...) aux décideurs nationaux. Les contraintes de temps peuvent conduire à certains compromis, mais il est préférable de minimiser plutôt que de renoncer entièrement à la contribution du GIEC*», avait écrit Youba Sokona, expert malien et vice-président du GIEC, dans la revue numérique *Climate Home News*, le 31 juillet 2024 en expliquant que les rapports étaient indispensables pour intégrer les défis des pays en développement dans le «*bilan mondial*».

C'est du sabotage

Lors de cette conférence très compliquée, les pays n'ont pas non plus réussi à s'aligner sur un budget de fonctionnement au-delà de 2025 alors que le groupe d'experts doit aussi publier des documents thématiques très attendus, un sur les villes, en 2027, et un autre sur les méthodes de captage et stockage du CO₂. Ces tensions illustrent à quel point le GIEC est bousculé par la géopolitique mondiale.

La réunion en Chine s'est ainsi déroulée sans les experts et les représentants gouvernementaux des Etats-Unis. Une conséquence de la politique climatosceptique de Donald Trump. Selon des médias américains, le personnel du département d'Etat n'a pas obtenu l'autorisation de faire le déplacement. Idem pour Kate Calvin, scientifique à la NASA et coprésidente du groupe 3 du GIEC. Selon le *Washington Post*, la NASA a aussi mis fin au contrat de son équipe qui l'aide à animer ce groupe.

«*Pendant des années, il faut assurer la veille sur le travail scientifique, sélectionner des centaines d'auteurs, les réunir, rédiger les rapports, se coordonner. Sans un fort appui technique, la mission devient impossible, c'est du sabotage*», rappelle la paléoclimatologue Valérie Masson-Delmotte, ancienne coprésidente du groupe 1 du GIEC. ■

MATTHIEU GOAR

Comment la Russie contourne les sanctions

Un rapport dévoile les mécanismes financiers parallèles à ceux de l'Occident mis en place par Moscou

A près trois années de sanctions occidentales destinées à l'isoler, la Russie a réussi non seulement à s'adapter, mais aussi à devenir le centre d'une économie mondiale parallèle. Un vrai défi pour l'Ouest car, au cœur de ce système permettant de contourner les mesures américaines et européennes, Moscou a progressivement mis en place une nouvelle architecture financière.

«Plus de 80 % de tous les règlements de commerce extérieur russe sont désormais effectués en roubles ou en devises de pays amis, principalement le yuan chinois, selon les estimations de la banque centrale russe. Mais, selon nos estimations, c'est entre 60 et 70 % qui s'opèrent en fait avec de nouveaux schémas financiers restructurés échappant dorénavant à tout contrôle des Occidentaux», prévient Dmitri Nekrassov, l'un des économistes russes qui, opposant du Kremlin exilé à Chypre, dirige désormais le Center of Analysis and Strategies in Europe, qu'il a fondé en 2024.

Ce centre de réflexion indépendant devait présenter, mardi 4 mars, à l'Institut français des relations internationales, à Paris, un rapport très technique, mais aux conclusions glaçantes sur l'échec du contrôle occidental des sanctions prises contre la Russie depuis le lancement de l'opération militaire «spéciale» du Kremlin en Ukraine, le 24 février 2022. Basée sur les témoignages directs de vingt-neuf hommes d'affaires russes, en majorité installés à l'étranger, cette étude passe au crible les divers mécanismes financiers qui, de plus en plus complexes, défient les régulateurs occidentaux, en Europe notamment.

La Chine comme intermédiaire
«La stratégie des sanctions contre le commerce russe était de créer une peur: au début, les importateurs russes et exportateurs étrangers craignaient moins les contrôles par les douaniers européens que les restrictions imposées par les banques européennes. Face au "risque russe", celles-ci ont empêché toute transaction avec la Russie, y compris pour des biens explicitement exemptés de sanctions», rappelle Dmitri Nekrassov. Résultat: les opérateurs financiers russes, avec leurs partenaires et amis du «Sud global», ont créé des systèmes alternatifs de règlements pour leur commerce extérieur.»



Vladimir Poutine, lors d'un forum d'investissement, à Moscou, le 4 décembre 2024. YURI KOCHETKOV/APP

La Russie se classe au deuxième rang mondial en matière de minage de cryptomonnaies

res initiales, les Russes avaient cessé de commercer en dollars et étaient passés au yuan.

Mais quand les mesures secondaires occidentales ont rendu périlleux les échanges dans la devise chinoise, ils ont mis en place des moyens de paiement en roubles avec des systèmes de «comptes miroirs» qui permettent de masquer les véritables expéditeurs et destinataires des paiements. Pour compliquer un peu plus le suivi de ces flux financiers, partenaires russes et chinois utilisent aussi

des «mixeurs» financiers qui rendent aussi difficile l'identification de l'origine du paiement.

Dans le détail, un importateur chinois achetant des marchandises en Russie les paie de son compte en roubles sur le compte en roubles d'une société exportatrice russe. Dans le même temps, les exportateurs chinois en Russie reçoivent des roubles de leurs contreparties russes sur leurs comptes en roubles. «Les régulateurs occidentaux ne peuvent pas obtenir d'informations sur ces transactions en roubles», insiste Dmitri Nekrassov. Pour éviter une telle détection, les importateurs et exportateurs chinois, en plus des comptes en roubles dans la banque russe, ont donc désormais ouvert des «comptes miroirs» en yuans dans une banque chinoise liée d'une manière ou d'une autre à la banque russe.»

Deux systèmes apparaissent ainsi: les roubles circulent au sein de la Route de la soie, tandis que les yuans circulent entre les sociétés

chinoises au sein de la même banque, ce qui, dans la plupart des cas, est pareillement invisible pour les régulateurs occidentaux.

«Temps médiévaux»

La plupart des règlements russes avec les ex-pays soviétiques, la Turquie, l'Iran et d'autres pays du «Sud global» sont organisés de manière similaire à ce schéma «chinois». C'est d'autant moins traçable que, parallèlement, les cryptomonnaies sont devenues un élément-clé de ces opérations. La Russie se classe au deuxième rang mondial en matière de minage de cryptomonnaies.

En outre, des structures financières parallèles sont utilisées, évoquant une forme modernisée du «hawala» (de l'arabe «mandat»), un système traditionnel de paiement informel longtemps utilisé pour le commerce le long de la Route de la soie. «Ma plus grande surprise est le recours comme moyen de paiement à des

encaissements d'or, parfois illégalement acheté dans des pays africains! ajoute Dmitri Nekrassov. Ces niches de paiement rappellent les temps médiévaux...»

Alors que l'Occident perd le contrôle de ces flux financiers, les paiements de la Russie deviennent de moins en moins transparents. Cela accroît les coûts de transaction pour les entreprises russes, alimentant l'inflation. Cela crée des risques supplémentaires pour le marché mondial, perverti à son tour par les méthodes de contournement des mécanismes traditionnels.

Cela contribue aussi à rendre l'économie russe de plus en plus grise, loin de toute velléité de se raccrocher au système libéral occidental. Un signe ne trompe d'ailleurs pas: entre 2022 et 2024, la Russie est tombée de la 13^e à la 154^e place (sur 180) dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International. ■

BENJAMIN QUÉNELLE

Fragilisée, l'économie russe mise sur le rapprochement américain

Dopée par le complexe militaro-industriel depuis le début de la guerre, l'économie est désormais menacée de surchauffe et de stagflation

Dans une économie toujours résiliente mais gagnée par l'inflation et rattrapée par les incertitudes, chaque avancée du nouveau rapprochement russo-américain emballera les milieux d'affaires à Moscou. Au propre comme au figuré. Après le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, le 20 janvier, après son entretien téléphonique d'une heure et demie avec le chef du Kremlin, Vladimir Poutine, le 12 février, ou après les quatre heures et demie de rencontre entre leurs émissaires à Riyad, le 18 février, les marchés russes ont réagi avec le même enthousiasme: Bourse en hausse et rouble revigoré.

«L'économie russe ne se pose pas de questions de principe. Elle désire la paix et s'enthousiasme dès qu'on lui donne un espoir», ironise une source russe proche des cercles

d'affaires, préférant rester anonyme. Depuis des mois, les milieux économiques, industriels en particulier, envoient des signaux au Kremlin: on tient, mais cela ne durera pas, il faut cesser la guerre.»

Le gouvernement russe s'attend, en 2025, à une croissance limitée, entre 1% et 2%. Ce ralentissement contraste avec la forte croissance de 2023 (3,6%) puis 2024 (4,1%), après la petite contraction en 2022. La décélération était déjà nette au fil de 2024: 5,4% au premier trimestre, 4,1% au deuxième, 3,1% au troisième.

Alors que, le 24 février, l'Union européenne a imposé un seizième train de sanctions contre la Russie, ciblant les pétroliers «fantômes» utilisés pour contourner les mesures sur les exportations pétrolières, Washington prévoit au contraire l'assouplissement, voire la levée, de ses sanctions. Sont

aussi envisagés des investissements croisés russo-américains. Un accord de paix se contentant de geler le conflit, le cessez-le-feu désiré par M. Trump, mais sans les garanties de sécurité exigées par Kiev et les capitales européennes, satisferait bien les milieux d'affaires moscovites. Car il leur ouvrirait de nouvelles perspectives, dans une économie aujourd'hui en panne de développement.

Dépenses imprudentes
Loin des habituelles assurances triomphalistes du Kremlin, fier notamment d'un taux chômage très bas, à 2,3%, tout n'est en effet pas sous contrôle. Avant sa récente et relative remontée, le rouble a plongé comme jamais depuis mars 2022. M. Poutine a lui-même concédé que «les sanctions ont un impact» et reconnu que l'inflation à plus de 9% est un «signal alarmant».

La hausse des prix, deux fois plus élevée que l'objectif du Kremlin, a contraint la banque centrale à maintenir son taux directeur à 21% le 14 février, niveau le plus haut depuis plus de vingt ans.

Par ricochet, les taux des banques flotent les 30%, ce qui plombe le marché immobilier et étouffe les investissements. Avec des exceptions: les familles de volontaires partis au front ont droit à des emprunts subventionnés par l'Etat; les industries militaires bénéficient de taux réduits des banques publiques.

Mais cette économie de guerre dopée par le complexe militaro-industriel, désormais principal moteur de la croissance, a ses limites. Face au «keynésianisme militaire», les acteurs-clés de la scène économique moscovite ont sonné l'alarme: ces ressources financent des dépenses imprudentes, certes indispensables pour tenir le front, mais aux dépens d'un développement diversifié.

La croissance est concentrée dans la défense. Paradoxalement, certains faucons des holdings de ce secteur voudraient tourner la page de la guerre pour se concentrer à nouveau sur les exportations, seules réelles sources de profits. Ils se retrouvent sur la même ligne qu'une partie des élites plus libérales qui, certes marginalisées, s'inquiètent du manque de développement derrière l'apparente résilience.

Pour le moment, l'économie est menacée de stagflation: activité stagnante, peu de croissance et inflation persistante. Les dépenses publiques, elles, sont alimentées par l'effort de guerre. Le budget consacré à la défense doit augmenter de 30% sur 2025-2027, engloutissant 40% des dépenses de

l'Etat. Pour 2025, le ministère des finances prévoit un déficit budgétaire de 1200 milliards de roubles.

«Le plus gros problème n'est pas la faiblesse des recettes budgétaires ou la chute des bénéfices des entreprises. C'est l'augmentation des dépenses», prévient Vladislav Inozemtsev, un économiste russe réputé, exilé à Washington.

Pour le Kremlin, les risques sont aussi sociaux: l'inflation réelle est supérieure à l'inflation officielle et les Russes le font savoir. Alors qu'il entame avec Washington ses pourparlers, politiques mais aussi économiques, Moscou doit prendre en interne des décisions qui, de facto, détermineront ses positions diplomatiques: augmenter ou non ses dépenses militaires et, en fonction, limiter la croissance, doper l'inflation et... éroder le niveau de vie des Russes. ■

B.Q.

Le capital-investissement cherche à séduire les particuliers

Longtemps l'apanage des compagnies d'assurances et des fortunés, l'investissement dans les entreprises non cotées se démocratise

Quand Fanny Letier et François Rivolier ont créé la société d'investissement Geneo Capital Entrepreneur, en 2019, afin de soutenir de belles PME françaises, ils ont collecté l'argent nécessaire auprès de 220 familles ou entrepreneurs ayant fait fortune. En six ans, l'équipe a amassé 740 millions d'euros qui ont été investis dans une trentaine d'entreprises, allant de l'ingénierie aux services à l'enfance. Mise minimale pour participer au club : 500 000 euros. De quoi expliquer pourquoi le capital-investissement a été longtemps réservé à des institutionnels, voire de riches particuliers. Mais c'est en train de changer.

« Nous sommes approchés par beaucoup d'entrepreneurs désireux de donner un sens à leur investissement en soutenant des entreprises en croissance, mais qui nous disent de ne pas avoir cette somme à placer », relate Fanny Letier. D'où la décision d'abaisser le ticket minimum de souscription à 100 000 euros. Cela reste élevé, mais Geneo n'est pas agréé, à ce stade, pour lever des capitaux sous ce plancher, qui représente la limite fixée par une directive européenne entre investisseurs professionnels ou non.

Pour autant, « l'idée d'aller plus loin, en réduisant fortement la mise minimale, est déjà dans notre tête », relate Fanny Letier, histoire de rendre le fonds accessible à un public beaucoup plus large. « C'est gagnant-gagnant, défend-elle. Les épargnantes ont besoin de rendement et de sens. Et cela ouvre des poches de ressources financières qui n'allait pas suffisamment vers l'économie réelle. »

En France, l'industrie de la gestion d'actifs se met en ordre de bataille pour répondre à cette évolution

tion profonde du marché, accélérée par de nouvelles obligations réglementaires visant à orienter davantage les bas de laine des ménages vers les entreprises. Dernière en date, depuis octobre 2023, la loi industrie verte impose aux gestionnaires de proposer dans certains plans d'épargne retraite une petite part de non-coté.

« On estime que moins de 0,1 % de l'épargne des Français est investie dans le non-coté. Il y a là une grande marge de progression, tout en gardant à cœur la protection de l'épargnant en ne sous-estimant pas les risques associés à cette classe d'actifs », souligne Adeline Lemaire, directrice exécutive de l'activité fonds de fonds chez Bpifrance. S'il est réputé plus rémunératrice, l'investissement dans le non-coté s'avère, en effet, peu liquide et présente des risques de perte en capital.

Créer de l'emploi en Europe

Selon elle, « beaucoup de fonds d'investissement qui n'avaient jamais collecté auprès des particuliers sont en train de s'équiper pour le faire ». Ils sont poussés en ce sens par les assureurs, conseillers en gestion de patrimoine et autres distributeurs financiers qui recherchent des supports non cotés à offrir à leurs clients.

« L'investissement dans les entreprises non cotées est essentiel, généralement très rentable et utile. Pourquoi faudrait-il qu'il soit réservé aux épargnantes disposant de très gros revenus ? Nous sommes fiers de le rendre accessible à tous », martèle Nicolas Dufourcq, le directeur général de Bpifrance. La banque publique commercialise le troisième opus de sa gamme « Bpifrance Entreprises », donnant accès à une tranche de son portefeuille de milliers d'entreprises, à partir d'un ticket d'entrée réduit à

L'industrie de la gestion d'actifs se met en ordre de bataille pour répondre à cette évolution profonde du marché

500 euros (contre 5000 euros pour le premier produit de la gamme). En janvier, Bpifrance Entreprises 3 a passé la barre des 100 millions d'euros collectés en quatre mois à travers une plate-forme de vente directe et au guichet des distributeurs partenaires.

« Le gros du marché reste institutionnel, mais le capital-investissement gagne en popularité auprès des particuliers », soulignent William Kadouch-Chassaing et Christophe Bavière, les codirigeants d'Eurazeo, qui gère 26 milliards d'euros pour compte de tiers, dont 5 milliards pour 120 000 particuliers. Et de souligner : « Quand les Etats-Unis attirent l'épargne du monde, nous finançons des entreprises européennes qui créent de l'emploi en Europe. » Leur principal produit, Eurazeo Private Value Europe 3, créé en 2018, cible un taux de rendement interne net de 6,8 %.

Le mouvement de démocratisation ne se limite pas à la France. Alors que les fonds d'investissement peinent à lever des capitaux auprès des fonds de pension et autres assureurs, avec un recul des montants collectés pour la troisième année d'affilée en 2024 selon McKinsey, la veuve de Carpentras ou du dentiste de l'Ouest américain apparaissent comme un relais de croissance bienvenu.

S'ils fournissent la moitié des actifs sous gestion dans le monde, les particuliers ne représentent que 16 % de la gestion alternative, pointait en 2023 une étude de Bain & Company.

Mais cela progresse. Le 16 janvier, Ardian a annoncé avoir collecté un montant record de 30 milliards de dollars afin d'investir dans des fonds secondaires (l'équivalent de l'occasion pour le non-coté) : les particuliers ont apporté 22 % de ce montant. Lors du précédent opus, en 2020, c'était 11 %. « La conquête de la clientèle patrimoniale est stratégique pour Ardian, même si nous n'avons pas de difficultés pour lever des capitaux auprès de nos investisseurs traditionnels. Il s'agit à la fois de répondre à une forte demande et un enjeu de croissance », souligne Erwan Paugam, responsable de la clientèle privée du géant de l'investissement créé par la Française Dominique Senequier.

« Après les Etats-Unis, la France est le pays où la démocratisation du capital-investissement est la plus avancée. A nous de faire un travail de pédagogie pour que ces supports soient bien compris », poursuit-il. Et surtout qu'ils ne soient pas dévoyés.

« En ce moment, c'est un peu le Far West, tout le monde y va, certains n'importe comment. Il va y avoir des mauvais produits, avec des rendements décevants ou des frais cachés à tous les étages. Et il faudra des années avant de s'en apercevoir », prévient un professionnel de l'investissement qui a requis l'anonymat. « Aujourd'hui, les fonds d'investissement sont surveillés de très près par leurs grands investisseurs. Les distributeurs et l'AMF devront être aussi pointilleux pour veiller sur les intérêts des petits épargnantes », avertit-il. ■

ISABELLE CHAPERON

La FNSEA manœuvre pour reprendre la tête de chambres d'agriculture

Le principal syndicat fait pression sur les membres qui élisent les présidents

Et de trois. Après la Lozère et la Charente-Maritime, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a décroché, le 25 février, la présidence de la chambre d'agriculture de la Gironde. Pourtant, dans ces trois départements, la Coordination rurale est arrivée en tête du scrutin, clos le 31 janvier. Alors que les élections pour désigner les présidents des chambres départementales vont se poursuivre jusqu'au 7 mars, une bataille intense continue à se dérouler en coulisses. L'enjeu pour la FNSEA : reprendre une partie du terrain perdu dans les urnes à la suite du vote exprimé par les agriculteurs.

Dans les allées du Salon de l'agriculture, qui a fermé ses portes dimanche 2 mars, porte de Versailles, à Paris, rien ne laissait supposer que ces âpres affrontements se déroulaient sur le terrain. La volonté de présenter une édition apaisée, quitte à déployer un dispositif de sécurité renforcé lors de l'inauguration de l'événement par Emmanuel Macron, a prédominé. Elle s'est achevée sur un nombre de visiteurs en très légère progression, à 607 503.

La question des élections aux chambres d'agriculture, scrutin crucial organisé tous les six ans, qui a contribué à aiguiser les manifestations agricoles depuis fin 2023, n'a donc guère été abordée officiellement. Même si Laurence Marandola, porte-parole de la Confédération paysanne, a interpellé le président de la République accompagné de la ministre de l'agriculture, Annie Genevard, à ce sujet, lors des courts entretiens accordés à chaque organisation syndicale avant la coupe du ruban, samedi 22 février. Elle estime que les quatre principaux syndicats agricoles, la FNSEA, les Jeunes Agriculteurs (JA), la Coordination rurale et la Confédération paysanne doivent bénéficier d'une même écoute par les pouvoirs publics.

Une carte qui disparaît

Mme Marandola s'est enquis de la publication des résultats officiels de cette élection, sachant que le dépouillement des votes s'est déroulé le 6 février. Pour l'instant, toute demande formulée auprès du ministère de l'agriculture reste lettre morte. Le jour du décompte des voix, une carte a bien été publiée sur son site, conçue en collaboration avec *Terre-net*, un média sur les actualités agricoles. Au fur et à mesure de la validation des résultats par les préfectures, la couleur du syndicat arrivé en tête dans un département s'affichait.

A la fin du processus, le jaune de la Coordination rurale s'étendait sur quatorze départements : l'Indre-et-Loire, le Cher, la Dordogne, la Charente, la Gironde, les Ardennes, la Lozère, la Charente-Maritime, le Tarn, le Loir-et-Cher, le Gers, la Vienne, la Haute-Vienne et le Lot-et-Garonne, marquant une forte percée territoriale.

La Confédération paysanne gagnait, elle aussi, du terrain, mais dans une moindre mesure, en

LAURENCE GIRARD

Le média numérique « Contexte » veut se développer à l'international

Le pure player, qui raconte la fabrication des politiques publiques, affiche de bons résultats

Dans le fragile écosystème de la presse, la réussite du média en ligne *Contexte* fait presque figure d'anomalie. Fondé en 2013, le pure player spécialisé raconte, depuis Paris et Bruxelles, la fabrication des politiques publiques concernant la France. Il ambitionne désormais de franchir une nouvelle étape en se développant à l'échelle européenne. Cette évolution, en anglais dans le texte, doit prendre la forme d'une nouvelle rubrique, « Energy », lancée le 6 mai.

Certes, l'arrivée de son concurrent américain *Politico* (propriété du groupe allemand Axel Springer), qui a investi en Belgique en 2015, et en France en 2021, « a retardé ce lancement de cinq ans, car nous avons choisi de consolider le marché français », convient Jean-Christophe Boulanger.

« Si nos tons diffèrent, leur arrivée a permis d'« évangéliser » le marché bruxellois », défend le PDG de *Contexte*.

Au-delà de ses 55 000 inscrits à la newsletter politique gratuite, « Playbook Paris », la rédaction française de *Politico* – 27 journalistes aujourd'hui – a lancé une troisième rubrique (ou verticale), payante, « Tech », en octobre 2024 en France, après « Energie & Climat » et « Paris Influence ».

Mais les sujets d'incertitude se multiplient, il y a de la place pour tous, insiste Jean-Christophe Boulanger. « Ces derniers mois chaotiques accentuent encore le besoin pour les professionnels d'être éclairés et nous voulons leur donner les clés pour agir », rebondit l'entrepreneur, rappelant l'arrivée d'une nouvelle Commission européenne à Bruxelles en novembre 2024, l'incertitude politique en France depuis les élections législatives anticipées de juin 2024, et les bouleversements internationaux provoqués par le début du second mandat de Donald Trump à la Maison Blanche.

En 2024, le chiffre d'affaires de *Contexte* a crû de 32 %, passant de 8 millions d'euros à 10,7 millions, avec un résultat opérationnel de

Pour la première fois, « Contexte », qui n'a pas d'annonces, approche la rentabilité nette hors subventions

1 million d'euros – sans compter les subventions, qui représentent un peu plus de 300 000 euros. Toutefois, pour la première fois, le média – qui n'a pas d'annonces, contrairement à *Politico* – approche la rentabilité nette hors subventions, avec 15 000 euros de déficit. De quoi lui donner confiance pour lancer une offre éditoriale destinée à l'international.

Recrutements en 2025

Si le profil des abonnés n'évolue guère – environ 65 % sont issus du secteur privé (entreprises, lobbyistes, fonds d'investissement, consultants, avocats, syndicats, fédérations et ONG) et 35 % de la sphère publique (assistants parlementaires français ou européens, cabinets ministériels, administration, ministres, conseillers) –, leur nombre continue à progresser. *Contexte* totalise 14 000 lecteurs payants (contre 12 000 fin 2023), dans 1600 organisations abonnées (contre 1300 en 2023) prêtes à payer un abonnement facturé 7500 euros annuels, en moyenne, par client, contre 6500 euros en 2023.

Pour continuer à se développer, le média indépendant ambitionne de recruter encore une vingtaine de salariés en 2025, majoritairement à Bruxelles, après avoir dou-

blé la taille de l'équipe commerciale entre 2022 et 2023. L'équipe est aujourd'hui constituée de 100 personnes, dont 56 journalistes. En parallèle, alors que l'abonnement pour les clients était le même pour tout le monde jusqu'ici, *Contexte* propose trois offres distinctes, depuis lundi 3 mars, avec des fonctionnalités supplémentaires. Si l'offre « essentielle » donne accès aux contenus éditoriaux, il sera nécessaire d'avoir l'offre « avancée » pour profiter des outils de veille automatisés, et l'« intégrale » pour les compétences rendus retrançant les débats parlementaires par le biais de l'intelligence artificielle.

Après avoir lancé de nouvelles éditions (« Santé » en janvier 2023, « Tech » et « Médias » qui ont remplacé « Numérique » en novembre 2023), le média va fermer « e-santé ». Elle disparaîtra le 27 mars, faute d'être rentable, mais le sujet continuera d'être traité dans deux des neuf rubriques. Une autre verticale anglophone, dont le thème n'est pas choisi, sera créée en novembre, selon nos informations. Comme une nouvelle preuve que *Contexte* croit dans ses capacités à grandir en dehors des frontières françaises. ■

BRICE LAEMLE

NÉGOCIATIONS Les supermarchés annoncent une « quasi-stabilité » des tarifs en 2025

A l'issue des négociations entre la grande distribution et les fournisseurs agro-industriels, les supermarchés ont affirmé, dimanche 2 mars, avoir obtenu en moyenne une « quasi-stabilité » des tarifs auxquels ils achèteront

une grande partie de ce qui garnira leurs rayons en 2025. Ces tarifs sont déterminants sur le prix de vente final au consommateur. Néanmoins, celui-ci est fixé librement par la distribution, en fonction de la marge plus ou moins élevée qu'elle décide de prendre sur chaque produit. Sauf exception, les magasins n'ont pas le droit de vendre à perte. – (AFP)



Dans le laboratoire de formation du fabricant de puces allemand Infineon, à Dresde (Allemagne), en février 2024.

JENS SCHLUETER/AFP

L'Europe à la peine sur les puces électroniques

DOSSIER

La course mondiale à l'intelligence artificielle (IA) est un appel d'air historique pour les puces électroniques et un sérieux défi à relever pour l'Europe. Sans les puissants semi-conducteurs de nouvelle génération, qui effectuent des milliards de calculs dans les mégacentres de données, les ChatGPT, Copilot, Midjourney, Gemini, Claude, Grok, Le Chat et tous les autres champions de l'IA n'existeraient pas.

Selon une étude de Gartner, publiée en février, les ventes de puces pour les data centers ont doublé en un an pour peser 17,9 % des 626 milliards de dollars (601 milliards d'euros) de chiffre d'affaires mondial des semi-conducteurs en 2024. «La demande croissante pour la charge de travail des IA et des IA génératives a conduit les centres de données à devenir le deuxième marché pour les semi-conducteurs en 2024, derrière les smartphones», précise George Brocklehurst, analyste au cabinet d'études et de conseil.

Or, faute de produire des «puces IA» pour répondre à la demande mondiale et à ses propres besoins, l'Union européenne (UE) dépend de fabricants américains, sud-coréens, taïwanais ou japonais. «Les entreprises européennes ne sont pas très actives dans la production de puces IA, qui sont conçues aux Etats-Unis par des entreprises telles que Nvidia, Advanced Micro Devices [AMD] et Intel, puis fabriquées dans les usines de TSMC [Taiwan Semiconductor Manufacturing Company], du sud-coréen Samsung ou de l'américain Intel», explique Utsav Sinha, analyste au sein de la société d'études financières AlphaValue.

SECONDES RÔLES

Les fabricants européens se cantonnent à jouer les seconds rôles: «Des entreprises européennes fournissent du matériel à TSMC, Samsung et Intel, comme les néerlandais ASML pour des équipements de lithographie [afin de graver des circuits], ASM International pour des machines de production de semi-conducteurs, et Besi pour l'emballage avancé [afin de protéger et de connecter les circuits intégrés]», poursuit Utsav Sinha.

Quant au britannique ARM, qui avait failli être racheté, en 2021, par l'américain Nvidia, numéro un mondial des puces graphiques, il conçoit des architectures de semi-conducteurs, mais n'en fabrique pas lui-même. L'allemand Infineon et le franco-italien STMicroelectronics, eux, tentent de surfer sur la

Face aux velléités américaines et au dynamisme asiatique, l'Union européenne n'a pas les moyens de remplir l'objectif qu'elle s'était fixé de produire 20 % des puces électroniques mondiales. La souveraineté de l'UE devra emprunter d'autres chemins

lorsque ces segments se sont contractés», reconnaît-il. Dès lors, l'objectif de l'Europe de doubler – de 10 % à 20 % – sa «part de marché mondiale d'ici 2030» dans les semi-conducteurs en termes de production, comme l'avait fixé dès mars 2021 la Commission européenne, à l'époque où Thierry Breton était commissaire européen au marché intérieur, paraît hors de portée. Dans le contexte actuel, «ces 20 % ne sont pas atteignables à cette échéance», selon Jean-Marc Chéry, président du directoire et directeur général de STMicroelectronics.

Les 10 % actuels de puces mondiales produites par des acteurs européens sont en trompe-l'œil, car nombre d'acteurs du semi-conducteur recourent à des fonderies taïwanaises, américaines ou sud-coréennes. Ainsi, l'Europe ne pèse réellement que 4 % des 150 milliards de dollars investis en 2024 dans la production mondiale de puces. Et plus c'est petit, plus c'est cher. L'analyste fi-

FAUTE DE PRODUIRE SES PROPRES «PUCES IA», L'EUROPE DÉPEND DE FABRICANTS AMÉRICAUX, SUD-CORÉENS, TAÏWANAISS OU JAPONAIS

Chips Plan, qui doit être présenté avant l'été, ainsi qu'à un règlement quantique – un «Quantum Act» –, qui sera proposé avant la fin de l'année.» Pour Bruxelles, il s'agit d'unifier le secteur quantique en Europe, sur le modèle du fonds européen InvestAI dans l'intelligence artificielle (IA).

Course aux qubits
Deux appels à propositions se sont achevés fin janvier pour lancer les premières «lignes pilotes», qui sont des tests de fabrication de puces quantiques. Investissement : 130 millions d'euros au total, dont la moitié de subventions dans le cadre du «Chips Act». Henna Virkkunen an-

nancier Utsav Sinha rappelle qu'une mégasusine engloutit à elle seule entre 7 et 10 milliards de dollars d'investissement pour fabriquer des puces dont la finesse de gravure atteint 7 nanomètres (nm); de 12 à 15 milliards de dollars pour des puces à 5 nm; et plus de 20 milliards de dollars à 3 nm. Les puces à 2 nm seront produites en masse dès en 2025 chez TSMC et Samsung.

GARDER LE CAP

En matière de chiffre d'affaires, l'Europe est passée à 9 % en 2024 selon Gartner. «La plupart des fournisseurs de semi-conducteurs de la région EMEA [Europe, Moyen-Orient, Afrique] sont exposés aux performances des marchés automobile et industriel, qui n'ont pas très bien fonctionné l'an dernier», explique Rajeev Rajput, analyste au cabinet d'études.

Le secteur de l'électronique grand public est lui aussi en difficulté. «La demande pour les téléphones et les ordinateurs est en baisse, alors que les smartphones, les PC et les tablettes représentent environ 40 % de la demande mondiale de puces», indique Irene Tunkel, analyste en chef à la société canadienne d'études financières BCA Research. Résultat, un seul européen est présent dans le top 10 mondial des fabricants de puces en chiffre d'affaires, mais en dernière position: il s'agit de l'allemand Infineon. Même s'il est le seul à avoir des revenus en baisse en 2024, alors que les neuf premiers (Samsung, Intel, Nvidia, SK Hynix, ...) affichent des revenus en hausse, l'honneur est sauf pour l'Europe.

Par le passé, l'allemand Siemens (en 1999) et le néerlandais Philips (en 2006) avaient jeté l'éponge concernant les puces, en se séparant de leurs divisions microélectroniques. Celles-ci avaient respectivement donné naissance à Infineon et à NXP – toujours debout aujourd'hui. Avec STMicroelectronics, issu de la fusion du français Thomson avec son concurrent italien SGS, ils sont les trois grands rescapés des fabricants de puces en Europe, suivis par les spécialistes. Figurent aussi le français Soitec pour ses pla-

Le Vieux Continent prépare son «Quantum Act»

LA NOUVELLE RÉVOLUTION de l'informatique est en marche avec les puces et les ordinateurs quantiques. Théorie des états changeants – par superposition ou intrication – des atomes dans le monde de l'infiniment petit, la physique quantique existe depuis plus d'un siècle, mais elle «s'informatise» depuis les années 1990.

Grâce aux qubits, sorte de «boîte à atomes», les calculs informatiques sont bien plus rapides et puissants que pour un ordinateur classique, où les bits ne sont constitués que de 0 ou 1. Alors qu'en informatique quantique, les deux états peuvent exister en même temps et permettent de

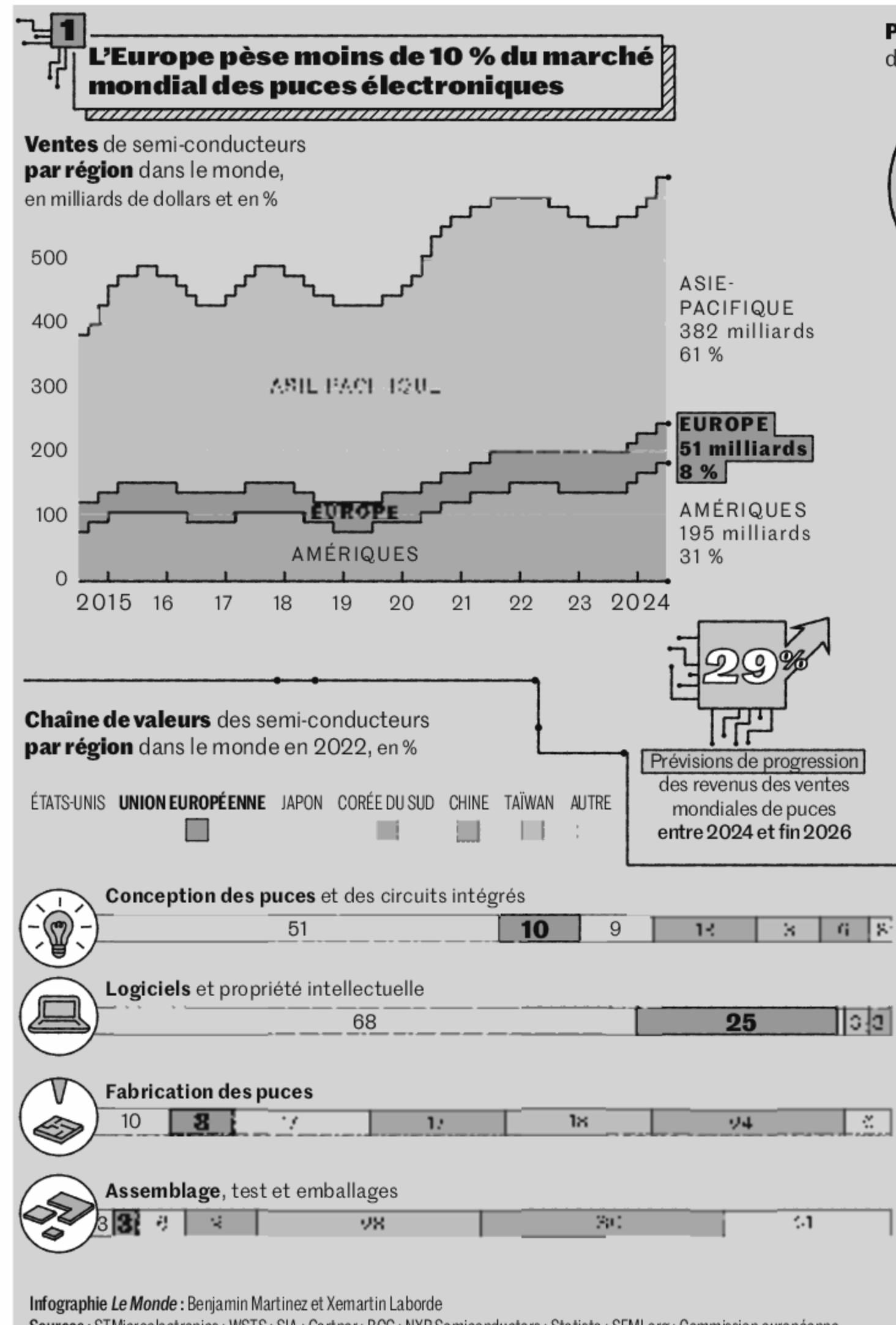
multiplier considérablement les possibilités de calcul simultané.

Encore faut-il fabriquer des puces quantiques, dites «supraconductrices». C'est un nouveau défi pour l'Europe. «Ayant atteint un niveau de maturité, le quantique revêt une importance stratégique pour la souveraineté, la compétitivité et les capacités de défense de l'Union européenne, explique au Monde Henna Virkkunen, vice-présidente exécutive de la Commission européenne, chargée notamment de la souveraineté technologique. Aussi, je travaille actuellement à l'élaboration d'un plan stratégique européen ambitieux pour les puces quantiques, un «EU Quantum

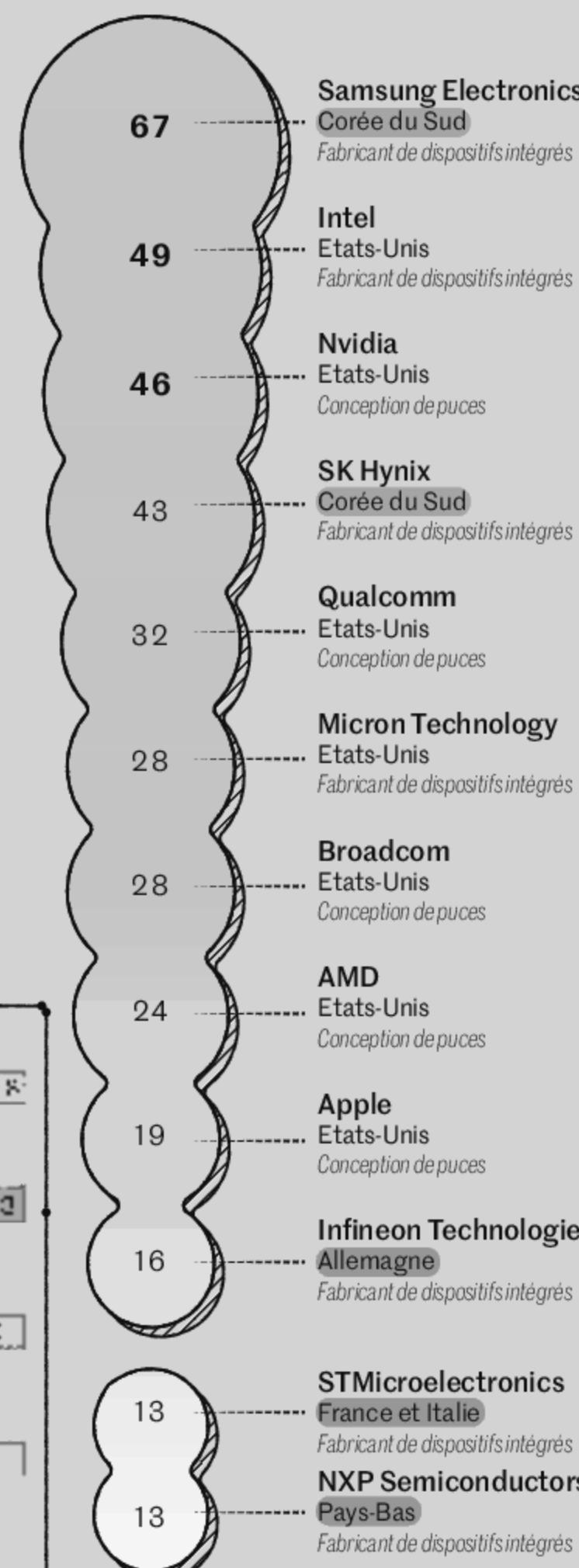
nonce en outre 400 millions d'euros supplémentaires jusqu'en 2028, dont la moitié, là aussi, de financement communautaire. La course aux qubits s'accélère.

Comme pour les puces IA, les Etats-Unis sont en tête des puces quantiques, avec deux profils de compétiteurs: des start-up, comme QuEra, aux Big Tech, comme Google. Dernière puce quantique en date: Majorana 1 à 8 qubits «topologiques», celle que Microsoft a présentée le 19 février. IBM et une soixantaine d'autres entreprises dans le monde, dont le français Pasqal, avec ses puces quantiques Orion, relèvent aussi le défi. ■

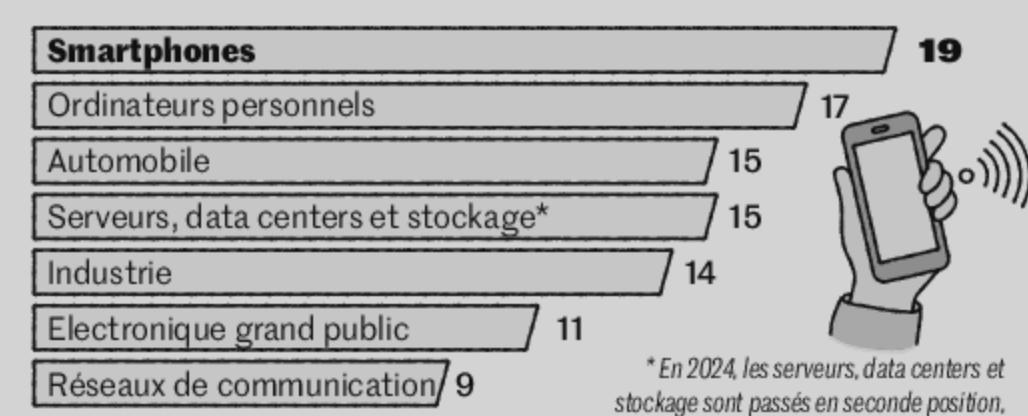
CHARLES DE LAUBIER



Plus gros vendeurs de semi-conducteurs dans le monde, en 2024, en millions de dollars

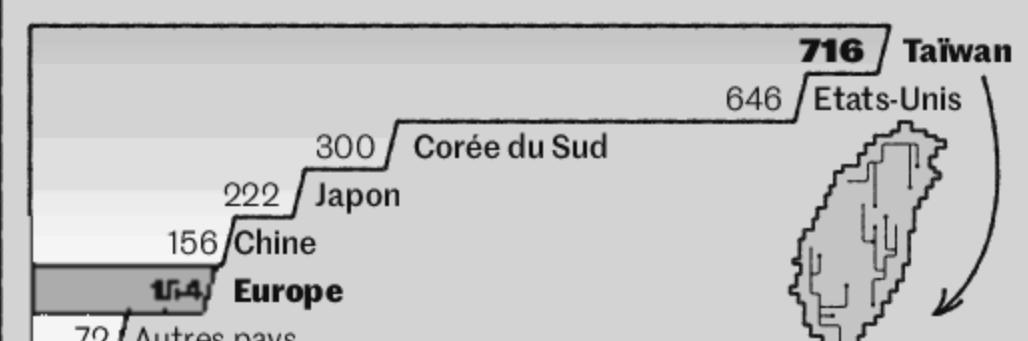


Fabrication de puces par type d'usage, en 2023, en %

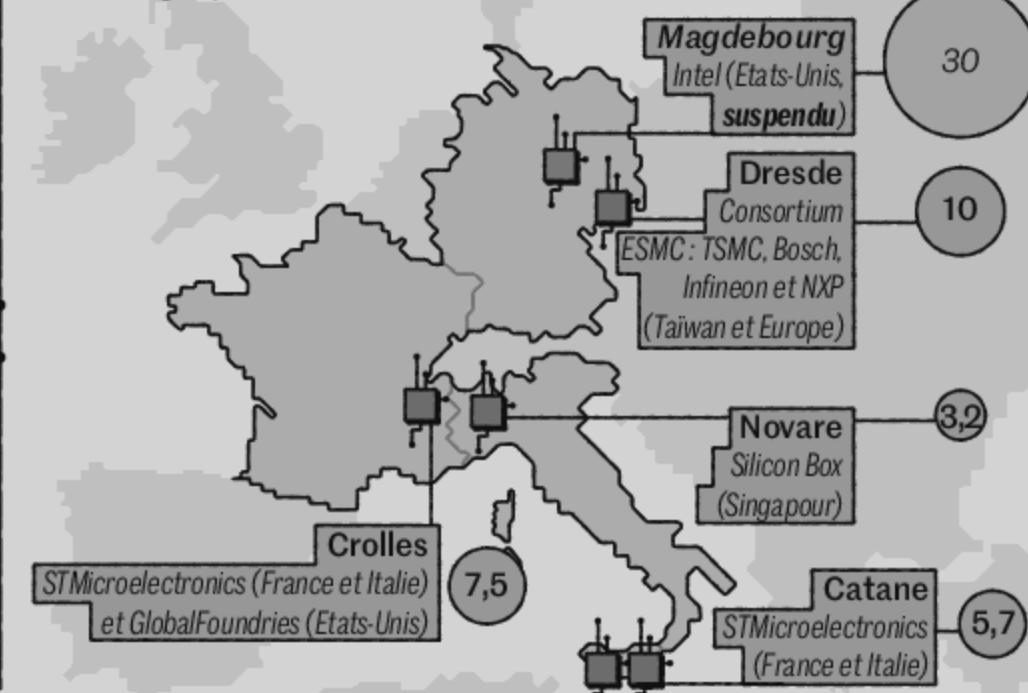


2 Le Vieux Continent peine à capter les investissements sur son sol

Prévisions des investissements dans la fabrication de semi-conducteurs, par destination, entre 2024 et 2032, en milliards de dollars



Cinq projets d'usines de fabrication de puces, validés, en Europe pour un montant de 26,4 milliards d'euros



quettes de silicium sur isolant, ou encore la germano-britannique Dialog Semiconductor pour ses circuits intégrés.

Mais est-ce suffisant pour former un bataillon censé défendre la souveraineté microélectronique européenne? Concevoir et fabriquer tout en Europe est impossible, comme l'illustre STMicroelectronics, qui, tout en ayant ses propres usines, multiplie les partenariats en Chine: coentreprise avec le fabricant Sanan, prise de participation dans la société de semi-conducteurs Innoscience, accord stratégique avec Hua Hong Grace. Malgré tout, Bruxelles veut garder aujourd'hui toutes les bases pour ce cap des 20 %. « Alors que le cadre législatif sur les puces est désormais en place [le Chips Act, depuis septembre 2023], des investissements supplémentaires dans la capacité de production, au-delà des 80 milliards d'euros déjà promis, sont nécessaires pour que l'Europe atteigne son objectif de 20 % », assure Henna Virkkunen, vice-présidente de la Commission européenne, chargée de la souveraineté technologique.

RISQUE DE «SUBMERSION» CHINOISE
Sur ces investissements publics privés, 26 milliards d'euros ont déjà été approuvés pour construire des usines en Europe, détaille-t-elle: «Une à Crolles [Isère] pour ST et GlobalFoundries, deux à Catane, en Italie, pour ST, une à Dresden, en Allemagne, pour le consortium ESMC [TSMC, Bosch, Infineon et NXP], et une dernière, approuvée en décembre 2024, à Novare, en Italie, pour Silicon Box.» Mais la crise menace. En 2024, le géant taïwanais TSMC a commencé à construire sa première usine en Europe, à Dresden, qui sera opérationnelle fin 2027 (10 milliards d'euros). L'émirato-américain GlobalFoundries, lui, s'est engagé, en 2023, à construire une mégauusine avec ST, à Crolles (7,5 milliards d'euros). Mais des difficultés sur les marchés de l'automobile et de l'industrie pousseraient GlobalFoundries à décaler la production, prévue en 2025, d'un ou deux ans. Quant à l'américain Intel, qui prévoyait une «usine géante» à Magdebourg, en Allemagne (30 milliards d'euros), il a décidé de renvoyer son projet aux calendes grecques.

Car les temps sont durs. Infineon a annoncé, en août 2024, la délocalisation de près de 1400 emplois européens, et ST prévoit un «programme de restructuration» sur la base de «départs volontaires». Ce qui inquiète les 49700 salariés du groupe, dont l'Etat français et l'Etat italien détiennent chacun 13,9 % du capital et dont la gouvernance est toujours compliquée par les querelles na-

CE NE SONT PAS LES 200 MILLIARDS D'EUROS EUROPÉENS ANNONCÉS DANS L'IA NI LES 109 MILLIARDS DE LA FRANCE QUI POURRAIENT SAUVER LES SEMI-CONDUCTEURS MADE IN EUROPE

vers la Chine. « Nous sommes préoccupés par les mesures adoptées par les Etats-Unis, qui restreignent l'accès à l'exportation de puces IA avancées pour certains Etats membres européens et leurs entreprises », avaient aussitôt réagi Henna Virkkunen et le commissaire européen au commerce et à la sécurité économique, Maros Sevcovic. Car en vertu des règles d'extraterritorialité américaines, ces restrictions s'appliqueraient à plusieurs fabricants européens de semi-conducteurs. « Nous pouvons trouver un moyen de maintenir une chaîne d'approvisionnement transatlantique sécurisée en matière de technologie de l'IA et de super-ordinateurs », espèrent les deux commissaires européens.

L'Association européenne de l'industrie des semi-conducteurs prévient: « Le maintien de l'accès aux marchés mondiaux et aux réseaux internationaux de fournisseurs et partenaires est essentiel pour la réussite de l'industrie des semi-conducteurs en Europe », selon les propos de son directeur général, René Schröder, dans un communiqué, le 30 janvier. Le PDG de STMicroelectronics, lui, met en garde: « Il faut se battre sur le marché

chinois, sinon il y aura une "submersion" des puces chinoises sur l'Europe dans cinq à dix ans. Si on laisse le marché chinois vide d'acteurs européens, il va se passer la même chose que sur le solaire et les voitures électriques. »

De son côté, ASML pense limiter la casse: « La Chine représente seulement 20 % de notre carnet de commandes », assure Christophe Fouquet, son PDG, qui, depuis janvier, dispose, d'un « conseiller spécial », Bruno Le Maire, ancien ministre français de l'économie, des finances et... de la souveraineté industrielle et numérique. Quant à la Chine, elle accuse les Etats-Unis d'«abus du contrôle des exportations et [d']une violation flagrante des règles commerciales internationales» et a saisie l'Organisation mondiale du commerce. Donald Trump, lui, a confirmé le 26 février sa décision d'imposer dès le mois d'avril des droits de douane de 25 % sur les semi-conducteurs venus d'Europe. Son idée est de faire pression sur les fabricants de puces pour qu'ils produisent sur le sol américain. Les Européens ne sont pas au bout de leurs peines. ■

CHARLES DE LAUBIER

« Les Européens ont encore des atouts à faire valoir »

POUR LE PRÉSIDENT du directoire et directeur général de STMicroelectronics (ST), Jean-Marc Chéry, si certains objectifs européens ne seront pas atteignables, l'Europe ne doit pas se sous-estimer.

L'Europe est-elle capable, d'ici à 2030, de représenter 20 % de la production mondiale de puces?

Je pense que ces 20 % ne sont pas atteignables par les vendeurs actuels fabriquant des semi-conducteurs en Europe à un horizon de cinq ans, et dans les dynamiques actuelles des marchés et de la compétition mondiale. Mais il faut garder cette ambition pour rester offensifs, protéger, moderniser et développer au minimum ce qui existe et attirer de nouveaux acteurs en Europe.

Le poids des vendeurs et/ou fabricants de semi-conducteurs qui ont leur siège social en Europe est d'environ 8 % du marché mondial des semi-conducteurs. Et encore, ces entreprises ne produisent pas toutes en Europe. On est donc aujourd'hui à 4 % de fabrication de puces en Europe à par-

tir des acteurs européens actuels, qui tentent de doubler ce pourcentage grâce à des partenaires étrangers.

Il faut ajouter la production des fonderies spécialisées dans la production de semi-conducteurs pour d'autres, comme TSMC pour Nvidia. Le marché mondial de la fonderie est de 130 à 140 milliards de dollars [125 à 135 milliards d'euros], en 2024, et les fondeurs qui ont leur siège social en Europe représentent 1 % de la production mondiale. Nous sommes donc loin des 20 % de 2030 avec, en 2024, moins de 10 % de la production mondiale de semi-conducteurs en Europe. Le seul moyen de tendre vers cet objectif est d'attirer d'autres fondeurs sur le sol européen pour fournir le monde entier et pas seulement le marché européen.

C'est pour cela que des projets de fonderies ont été lancés depuis 2022, dont un par la France avec GlobalFoundries en partenariat avec ST. Est-ce l'échec de la souveraineté électronique de l'Europe?

Il faut différencier la souveraineté pour un pays de la souveraineté pour

des entreprises. Avoir la capacité intégrale de concevoir des composants et des technologies de fabrication, les fabriquer soi-même, est totalement inapplicable pour un pays, et quasi-maintenant pour une entreprise. Il vaudrait mieux parler de maîtrise des risques d'approvisionnement de composants électroniques, en nouant diverses alliances avec les fabricants mondiaux de semi-conducteurs, voire, si c'est nécessaire, en constituant des stocks stratégiques sur les composants les plus critiques.

Quels sont ses points forts?

L'Europe a des atouts à faire valoir. Les serveurs, pour pouvoir être alimentés par une grande puissance électrique, requièrent de l'électronique de puissance. ST sera de plus en plus présent sur ce marché, notamment avec ses composants fondés sur la technologie de la photonique sur silicium pour les transmissions de données entre serveurs.

Autre possibilité : il va falloir de l'intelligence artificielle [IA] au « point d'utilisation » [au plus proche des uti-

lisateur] et de stockage des données, car les centres de données ne feront pas tout. Cela nécessite des microcontrôleurs très puissants pour l'IA que fabrique aussi ST. C'est un marché qui est amené à se développer. Autre atout de l'Europe, le fabricant de machines de photolithographie ASML, qui développe une technologie dite « d'extrême ultraviolet ». Sans ces machines, personne au monde ne peut fabriquer les technologies 2 ou 3 nm qui permettent de fabriquer les processeurs pour l'IA générative.

L'Europe sera-t-elle pénalisée par les décisions des Etats-Unis de lui imposer des taxes douanières et de restreindre l'exportation de puces avancées vers la Chine?

Le risque de cette stratégie est quelques parts de marché mondiales des acteurs européens ayant un siège social en Europe qui seront soumises à rude épreuve dans le monde. Le soutien des Etats et de la Commission européenne, sur l'innovation et les capacités de production, est donc essentiel. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. D.L.

En Indonésie, la colère populaire contre la rigueur

Le président Prabowo Subianto a décrété des coupes budgétaires sévères alors que le pouvoir d'achat s'érode

BANGKOK - correspondant en Asie du Sud-Est

La politique d'austérité et les choix budgétaires du nouveau président indonésien, Prabowo Subianto, passent mal en Indonésie. Une vague de manifestations étudiantes a même déferlé sur les grandes villes du pays toute la semaine du 17 février. Vendredi 21 février au soir, ils étaient près d'un millier à se rassembler devant le palais présidentiel de Djakarta pour énoncer une liste croissante de doléances à l'encontre de ce général et ancien chef des forces spéciales de 73 ans, longtemps accusé de violations des droits de l'homme. Élu en février 2024, «Prabowo» – les Indonésiens désignent leurs politiciens par leur prénom – occupe la présidence depuis octobre 2024.

Sur les réseaux sociaux, le mouvement de protestation a pour slogan «Indonesia Gelap», ou «l'Indonésie traverse une période sombre», en référence à un avenir qui, aux yeux de la jeunesse, s'assombrit en matière d'opportunités économiques. Mais aussi pour ironiser sur le programme «Indonésie dorée en 2045», hérité de Joko Widodo (2014-2024), le prédecesseur et allié de M. Subianto, promettant de faire de l'archipel de 283 millions d'habitants une économie prospère et développée en 2045, pour le centenaire de son indépendance.

C'est donc toute une vision grandiloquente du développement qui est mise en cause, au nom des difficultés rencontrées par de vastes couches de la population qui peinent à se remettre de la pandémie de Covid-19, malgré le retour de la croissance (+ 5 % en 2023 et en 2024). «Pour de nombreux Indonésiens, la promesse d'une prospérité future sonne creux, alors qu'ils luttent pour satisfaire leurs besoins de base aujourd'hui», rappelle, dans un éditorial, le *Jakarta Post*, lundi 24 février.

En cause, l'annonce, depuis la fin de janvier, de spectaculaires cou-



Lors d'une manifestation contre le président Prabowo Subianto, à Makassar (Indonésie), le 21 février. DAENG MANSUR/AFP

pes et réassignations budgétaires portant sur l'équivalent d'une quarantaine de milliards d'euros : les ministères ont été priés de se serrer la ceinture. Au sein du ministère de l'éducation et des sciences, la perspective d'un budget drastiquement réduit pour les coûts opérationnels et les fonds

Les bonnes performances de l'économie cachent un certain malaise au sein de la classe moyenne

de recherche des universités publiques a déclenché la mobilisation étudiante. Que le ministre de l'éducation ait promis que ni les bourses ni les frais de scolarité ne seraient affectés n'a pas suffi à rassurer le monde universitaire.

Ces économies décrétées au nom de l'efficience des finances publiques sont censées financer, entre autres, deux grandes initiatives du nouveau président. Mais leur pertinence et les modalités de leur exécution interrogent. La première est la principale promesse de campagne de M. Subianto : distribuer des repas gratuits à 83 millions d'écoliers et de femmes enceintes, d'ici à la fin de son mandat, en 2029, afin de lutter contre la malnutrition. Désormais décrite lors de sa campagne comme po-

puliste par ses rivaux, cette mesure, en apparence très «sociale», avait suscité des doutes sur son financement, estimé à 23 milliards d'euros sur cinq ans, et le défi logistique qu'elle constituait. Elle avait alors laissé la plupart des économistes sceptiques. Le lancement du programme, début janvier – 15 millions de personnes sont ciblées en 2025 pour un coût d'environ 4,2 milliards d'euros –, a été laborieux, avec des ratés en matière d'organisation et des soucis de qualité.

La seconde initiative est la mise en place d'un nouveau fonds souverain, appelé Danantara, doté de l'équivalent de près de 20 milliards d'euros et officiellement inauguré lundi 24 février : abondé notamment par des parts du gouverne-

ment dans des sociétés publiques, il doit faciliter l'incubation de projets dans le domaine du renouvelable, de la sécurité alimentaire et des technologies du futur.

L'emploi informel s'est accru

La vaste recomposition des compétences nécessaires au déploiement de ces deux initiatives a pris de court l'opinion publique indonésienne par sa brutalité et ses conséquences. «Personne ne veut de mesures susceptibles de mettre en péril les services publics et l'économie», insiste l'éditorial du *Jakarta Post*. Dans la rue, sur les réseaux sociaux et dans les médias, on s'inquiète des risques de corruption ou de collusion, aussi bien pour le programme des cantines que pour le fonds souverain, alors

que tout a été entrepris sous M. Widodo pour affaiblir les organes de supervision étatique au nom des impératifs du développement – et au profit des oligarques, dont le frère de M. Subianto, Hashim Djohjadikusumo, lui-même richissime, fait partie.

Or, les bonnes performances de l'économie indonésienne depuis la sortie de la pandémie de Covid-19 semblent cacher un certain malaise au sein d'une classe moyenne qui «décroche». Les dernières statistiques publiques indonésiennes de mars 2024 révèlent que cette partie de la population était passée à environ 47 millions cette année-là, soit 17 % de la population, contre 57 millions en 2019 – une perte de 10 millions de personnes en cinq ans, venues rejoindre la catégorie des «personnes aspirant à rejoindre la classe moyenne». Le critère d'appartenance à la classe moyenne retenu est de dépenser entre 2 millions et 10 millions de roupies par mois (entre 116 et 580 euros). Dans le même temps, l'emploi informel s'est accru. Le chômage des jeunes est élevé – les manifestants, dans leurs slogans, encouragent leurs pairs à travailler à l'étranger. Environ 64 millions d'Indonésiens sont âgés de 16 à 30 ans, soit presque un quart de la population, selon le Programme des Nations unies pour le développement.

L'économie indonésienne reste dépendante des exportations de matières premières et des monocultures industrielles, moins pourvoyeuses d'emplois que l'industrie. Surnommé «M. Infrastructure» pour son programme d'équipements en infrastructures, M. Widodo avait cherché à capter en Indonésie des filières de transformation, comme pour l'industrie du nickel, en imposant un embargo sur les exportations de minéraux. L'ambition était de fixer en Indonésie les maillons de la chaîne de production en aval des batteries de voitures et d'appareils électriques. Mais les résultats sont restés en deçà des espérances. ■

BRICE PEDROLETTI

Le pouvoir turc intensifie la répression contre les dirigeants d'entreprise

Le directeur général du groupe industriel Zorlu Holding a démissionné après avoir été appréhendé par la police d'Istanbul. Les intimidations à l'encontre de patrons se multiplient

ISTANBUL – correspondant

I l est parfois difficile d'être un grand patron en Turquie. Une semaine après l'arrestation et le placement sous contrôle judiciaire du numéro un de Tüsiad, l'association des chefs d'entreprise du pays, et l'un de ses principaux collaborateurs, après avoir critiqué publiquement la récente vague d'arrestation d'élus et de personnalités proches de l'opposition, la police d'Istanbul a appréhendé Cem Köksal, directeur général de Zorlu Holding, géant industriel du textile, de la finance, de l'énergie et de l'immobilier, ont rapporté les médias turcs dimanche 2 mars.

Cette fois-ci, la plainte est venue directement du bureau du procureur général de la mégapole. Celui-ci a lancé une enquête après que des images d'échanges de courriels entre deux responsables du groupe ont circulé sur les réseaux sociaux, accusant M. Köksal d'empêcher les employés «d'exercer leur liberté de croyance, de pensée et d'opinion» pendant le ramadan, qui a débuté en Turquie ce 1^{er} mars.

Le premier message est signé d'Ergün Güler, PDG de Vestel Elektronik, une filiale de Zorlu spécialisée dans les téléviseurs, l'électroménager et, depuis 2018, dans la téléphonie. Il entend saluer l'ensemble des salariés de l'entreprise pour marquer le début du jeûne. M. Köksal lui répond que le début du mois de ramadan ne figurera pas sur la liste des jours à célébrer au sein de l'entreprise.

«Les fêtes religieuses comprennent Aïd-el-Fitr et l'Aïd el-Adha [fêtes du sucre et du sacrifice]. Il n'est pas normal qu'en tant qu'organisation, nous célébrions d'autres jours religieux que ceux-là. En soixante-dix ans d'histoire, ce groupe n'a jamais célébré le ramadan. En tant qu'entreprise, nous souhaitons maintenir une position laïque. Alors que nous nous efforçons de devenir une multinationale, nous nous attendons à avoir des employés de toutes les religions et de toutes les nationalités», écrit le dirigeant. Avant d'ajouter sur un ton plus menaçant : «Je vous ai déjà mis en garde à ce sujet.»

La diffusion de l'échange a provoqué l'ire des internautes, conduisant même à des appels au

boycott des marques de Zorlu Holding. En réaction, la direction a annoncé la démission de M. Köksal, en date du 1^{er} mars. Dans un communiqué, le groupe s'est fendu d'une explication, décrivant pudiquement le problème comme étant le résultat «de tensions apparues à la suite d'une discussion en interne sur les principes de gestion» entre M. Köksal et M. Güler.

Incertitude croissante

Le dirigeant démissionnaire a été déféré à un juge pénal du palais de justice d'Istanbul. Après sa déposition, il a été libéré sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter le territoire. Cette affaire est la dernière d'une série d'enquêtes menées contre des dirigeants turcs, des journalistes, des personnalités et des élus de l'opposition. Elle intervient au moment où la machine répressive semble s'embalier depuis plusieurs semaines contre toute voix critique ou dissidente du pouvoir islamо-nationaliste du président Recep Tayyip Erdogan, à la tête du pays depuis vingt-deux ans.

«Pour les investisseurs, la trajectoire de la Turquie est le signe

d'une incertitude croissante où la politique, plutôt que la dynamique du marché, façonne de plus en plus l'environnement des affaires et les résultats économiques», a déclaré Wolfgang Piccoli, coprésident de la société de conseil Teneo, dans un courriel repris par l'agence économique Bloomberg. «Les poursuites engagées contre Zorlu Holding et les dirigeants de Tüsiad marquent une nouvelle étape dans l'emprise croissante de l'Etat sur le secteur privé», ajoute-t-il.

Après avoir élargi ses prérogatives d'expropriations foncières et multiplié les destitutions des maires de l'opposition, les autorités se sont données, par décret présidentiel signé début février, le droit de nommer des administrateurs provisoires à la tête d'entreprises soupçonnées de malversations ou décrises comme finançant des «activités terroristes». Par le biais d'une institution financière dépendante de M. Erdogan, un agent peut décider désormais de la vente et de la liquidation d'une entreprise et de ses actifs. De quoi provoquer quelques crispations au sein des directions. ■

NICOLAS BOURCIER

Ce n'est pas au champagne que la Bourse d'Hongkong fête son renouveau, mais avec des bulles bien plus grosses et plus gélato-neuses. Celles du premier vendredi de bubble tea en Chine, la chaîne Mixue. Son introduction sur les marchés, lundi 3 mars, a dépassé toutes les attentes. Son cours a progressé de 38 % et elle a réussi à lever plus de 400 millions d'euros d'argent frais. C'est la plus importante introduction locale en Bourse depuis 2021.

Le phénomène est d'autant plus surprenant que, dans un contexte de faible consommation intérieure, les investisseurs ont fait un triomphe à un vendeur de thé implanté dans les petites villes de Chine, les plus touchées par le marasme économique. Mais l'engouement pour le bubble tea montre que certaines recettes savent séduire. Celle de cette boisson, qui fait des ravages jusqu'à Paris, a été inventée à Taiwan dans les années 1980. Elle mélange du thé, du lait et des perles de tapioca ou de fruits. Ce marché pourrait atteindre, selon Bloomberg, les 70 milliards d'euros en Chine d'ici à 2027. Mixue, créée en 1997, dispose de 45 000 magasins sous franchise

à travers le pays, soit quatre fois plus qu'en 2020.

Ses petits prix font son succès. Ses thés et glaces sont vendus entre 40 centimes et moins d'1 euro. Mixue est déjà présente dans onze pays. La Chine n'exporte pas que de l'acier, des voitures ou des réseaux sociaux, mais aussi des concurrents du célèbre Starbucks. Le fondateur, Zhang Hongchao, et son frère sont désormais à la tête d'un patrimoine évalué à plus de 8 milliards d'euros.

Mais ces bulles qui essaient dans le monde entier peuvent aussi en cacher d'autres plus virtuelles, mais beaucoup plus nuisibles, les boursières. L'engouement pour Hongkong tient beaucoup à l'entrée des investisseurs de Chine continentale, jusque-là très peu présents. Ils représentent désormais 12 % du total et trouvent les valorisations hongkongaises meilleur marché que chez eux. Le succès planétaire de l'intelligence artificielle de DeepSeek, coté également à Hongkong, a aussi porté l'engouement des marchés. Le vrai test arrivera avec la cotation de CATL, le géant des batteries, qui compte lever 5 milliards d'euros. Les enjeux et les bulles potentielles ne seront plus en tapioca. ■



PERTES & PROFITS | CHINE

PAR PHILIPPE ESCANDE

La fête des bulles à la Bourse de Hongkong



En kiosque



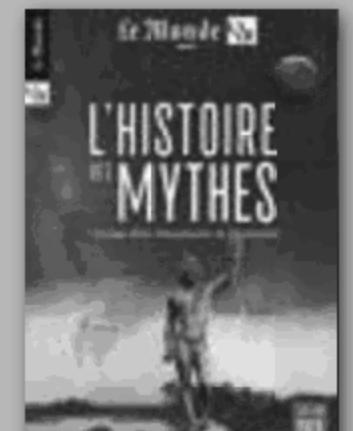
Dès jeudi 6 mars



Hors-série



Hors-série

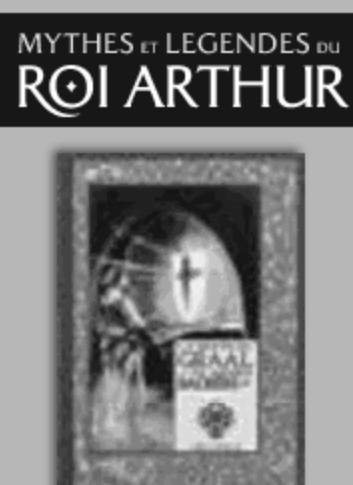


Hors-série



Hors-série

Collection



Dès mercredi 5 mars,
le volume n° 6
LA QUÊTE DU GRAAL
ET LES ARMES SACRÉES

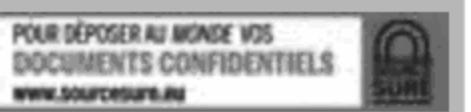
Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde
carnet@mpublicite.fr



Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Isabelle Cabouat, son épouse, Gaël, Marie-Astrid et Émile, son fils, sa belle-fille et son petit-fils, Juliette, sa fille, Christine, Philippe, Dany, Nicolas, Sandrine, Émilie et Benjamin, ses frères et sœurs, Sa famille,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Patrick CABOUAT, réalisateur,

survenu le 19 février 2025.

La cérémonie aura lieu le 5 mars, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Angelès-Gazost. Aix-en-Provence. Paris. Touques.

Son épouse, Ses sœurs, Ses filles,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Robert CARITA,

survenu le 22 février 2025, à Cricqueboeuf, à l'âge de soixante-treize ans.

Le Choix Funéraire, Maison Merlette, Deauville.

Paris. Le Mans.

Marc Dehamna, son époux, Eve et Walid Farah, sa fille et son gendre à Dijon Et sa famille,

ont l'immense douleur de faire part du décès, survenu à l'âge de quatre-vingt-trois ans, au Mans, le 27 juin 2024, de

Geneviève DEHAMNA, née PORCEDA, ex-rédactrice en chef des magazines *Télé-Journal* et *Télé-Z*.

La cérémonie et la crémation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Société éditrice du «Monde» SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du «Monde», directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcampe, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kaufmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Koté
Rédaction en chef Laurent Bordeon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautherot, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Frédéric Deltour, Margot Deltour et Hugh Quinn et leurs enfants, Jean-Baptiste Deltour,

Annick Avronsart, Cédric et Nathalie Avronsart et leurs enfants, Gaëlle Avronsart et Fodil Benrabia et leurs enfants, Erwan et Evelyne Avronsart et leurs enfants,

font part du décès de

Martine DELTOUR, née LARQUET, docteur en pharmacie,

survenu le 22 février 2025, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Les personnes désirant lui marquer leur affection pourront faire un don à la SPA.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris.

«... par l'espace, l'univers me comprend et m'engloutit comme un point ; par la pensée je le comprends.» Blaise Pascal, *Pensees*, Fragment 348.

Sèvres (Hauts-de-Seine).

Isabelle Bignon Durand, son épouse,

Ses beaux-parents, Claude,

son frère, Corinne,

sa sœur et leurs conjoints, enfants, petits-enfants,

Michèle, sa belle-sœur, Odile,

sa tante, Ses cousins

Et ses petits-cousins,

Les familles Bignon, Durand,

Lecointre, Berthon, Blom, Esnault et Landreau,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Claude DURAND, ingénieur, ancien élève de l'École supérieure d'électricité (1977) et astronome,

survenu le 18 février 2025, au cœur de la nuit.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Romain de Sèvres (Hauts-de-Seine), le jeudi 6 mars, à 10 h 30, au premier quartier de la Lune.

Nous remercions chaleureusement l'équipe du service de réanimation et l'aumônier de l'hôpital Percy à Clamart.

117, rue Brancas, 92310 Sèvres.

Paris.

Inès et Serge Plantureux, Étienne, Salomé, Anne Rose et Thibault de Fontainieu, ses enfants,

Adrienne, Céleste, Mahault, Raphaël, Vassili, Imogène, Gaston et Luisa, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Consuelo de FONTAINIEU, née ORLOWSKA,

survenu le 26 février 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 7 mars, à 14 heures, en l'église polonoise, 263, rue Saint-Honoré, Paris 1^{er}, suivie à 16 heures, par l'inhumation au cimetière de Passy, place du Trocadéro, Paris 16^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

afoftainieu@gmail.com

Sa famille, Ses ami.e.s Et ses collègues,

ont la grande tristesse d'annoncer que

Luisa Isabella JAFFÉ, née le 10 novembre 1964, à Nairobi (Kenya),

est courageusement décédée le 25 février 2025, à Bruxelles.

philip.jaffe@gmail.com

Aix-en-Provence.

La famille de

Yvonne KNIBIEHLER,

née AZAIS, historienne, professeure à l'université de Provence, spécialiste de l'histoire des femmes, de la maternité et de la famille, chevalière de la Légion d'honneur, de l'ordre national du Mérite et de l'ordre des Palmes académiques,

à la douleur d'annoncer son décès, survenu à Aix-en-Provence, le 25 février 2025, à l'âge de cent deux ans.

L'incinération aura lieu le mardi 4 mars, à 15 h 30, au crématorium et mémorial de Provence, à Aix-en-Provence.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Les personnes désirant lui marquer leur affection pourront faire un don à la SPA.

Cet avis tient lieu de faire-part.

19, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris.

Jean-François Lagneau, son époux, Xavier, Benoît et Marie-Odile, ses enfants, leurs conjoints, Dorothée et Albéric, Emilie, Ilona, Amaury et Gaétan, ses petits-enfants,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Catherine LAGNEAU, née RUDLOFF, agrégée de l'Université,

survenu le 21 février 2025, dans sa quatorze-vingtunième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 4 mars, à 10 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris 7^e.

L'inhumation aura lieu ensuite à Marboué, dans la stricte intimité.

Jf.lagneau@orange.fr

Annie-Laurence Lesourd, son épouse,

Cyrille et Katherine Lesourd, son fils et sa belle-fille,

Anatole et Edmond, ses petits-enfants,

Romain et Thibaud, ses beaux-fils,

ont la profonde tristesse de faire part du décès, survenu le 20 février 2025, de

Guy LESOURD, doyen de l'ordre des avocats au Conseil d'état à la Cour de cassation, chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite.

Une cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Eustache, Paris 1^{er}, le mardi 4 mars, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Collonges-au-Mont-d'Or, Fontenay-sous-Bois. Lyon. Sourcieux-les-Mines.

La famille de

Jean MÉTROP,

à la tristesse d'annoncer son décès, survenu le 23 janvier 2025, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Ses obsèques ont eu lieu le 4 février, au crématorium de Bron.

Odile Nave, son épouse Et toute sa famille,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Bernard NAVÉ, professeur d'anglais et de cinéma-audiovisuel,

critique à la revue *Jeune Cinéma*, militant à la fédération Jean Vigo,

survenu le dimanche 23 février 2025, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La revue *Jeune Cinéma*

est profondément endeuillée par la disparition de

Bernard NAVÉ,

le 23 février 2025.

Il fut, durant plus de cinquante ans, un des collaborateurs les plus actifs et les plus brillants de la revue.

revue.jeunecinema@gmail.com

Sylvie Veran, sa fille,

a le regret de faire part du décès, survenu le 14 février 2025, à l'âge de quatre-vingt-seize ans, de

Yolaine NOUGUIER, haut fonctionnaire à l'Unesco.

Ses obsèques se sont déroulées dans l'intimité, à Saint-Raphaël (Var).

veran.sylvie@gmail.com

Simon et Seiko, Damien, leurs enfants,

ont la tristesse d'annoncer la mort de

Dominique PICARD-UTTER, bulliste,

le 25 février 2025, au Kremlin-Bicêtre,

à l'âge de septante-cinq ans, des suites d'une courte maladie.

Les obsèques auront lieu le lundi 10 mars, à 10 heures, au crématorium du Val-de-Bière, 8, rue du Ricardo, à Arcueil.

Nous remercions le personnel de l'Unité d'hospitalisation de courte durée de l'hôpital Bicêtre.

Natalie, Jérôme et Vincent, ses enfants,

ENQUÊTE

Un jour, José-Manuel Gonçalvès a retourné le Centquatre. En 2008, les concepteurs de cet ambitieux centre culturel parisien, réhabilitant les anciennes pompes funèbres, avaient, en effet, ouvert ses portes sur le 104 de la rue d'Aubervilliers, à Paris, face aux voies ferrées, tournant ainsi le dos aux cités de ce quartier populaire. Le lieu a végété jusqu'à ce que, nommé en 2010 à sa tête, l'ancien patron de La Ferme du Buisson, en Seine-et-Marne, tourne la boussole vers les tours, réussissant ce que bien peu ont jamais réussi dans le monde de la culture : mélanger les espaces (expositions, concerts, restaurants) et les publics (bourgeois, artistes, gamins des cités).

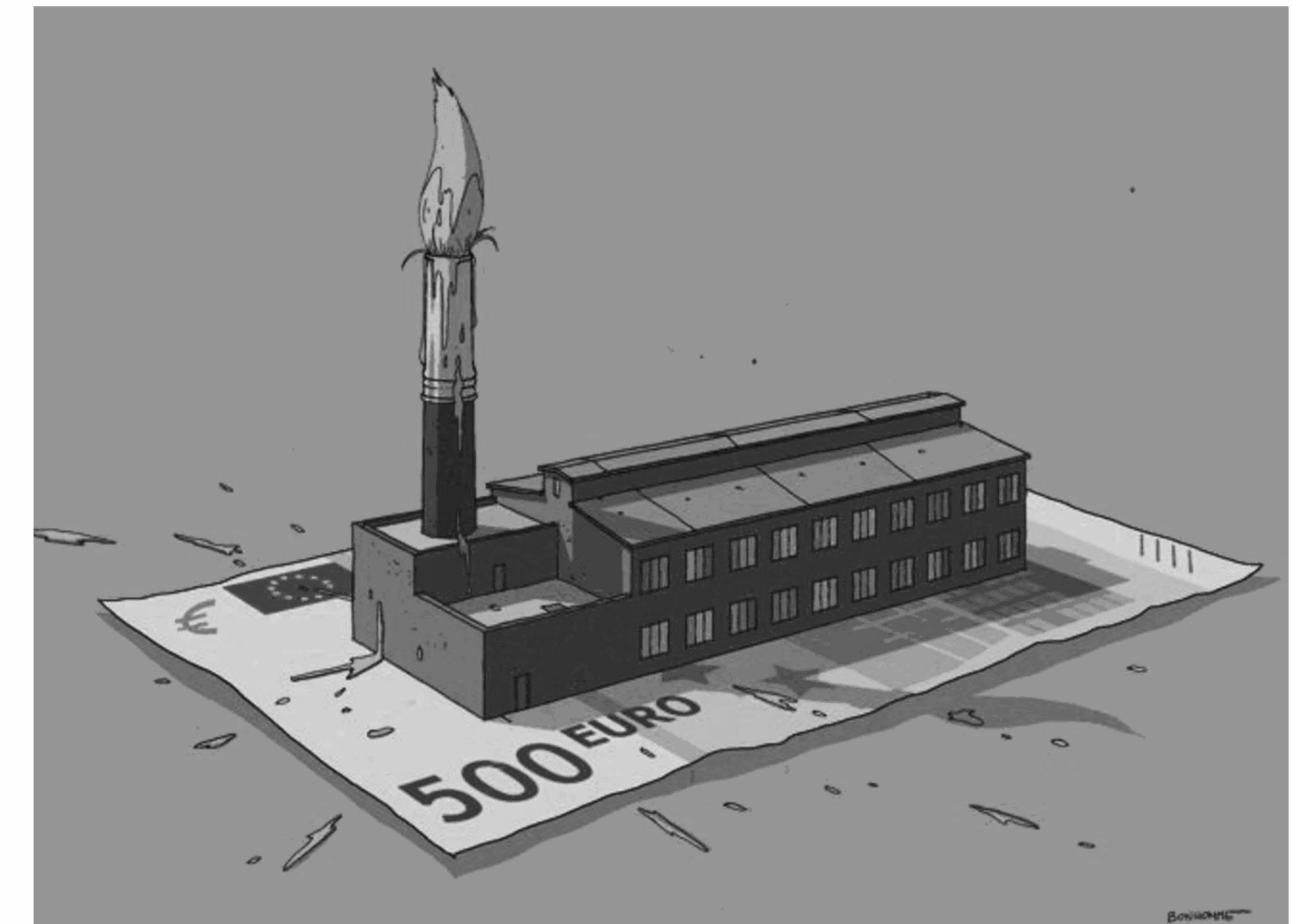
Depuis, le lieu sert de modèle. Pas une semaine sans qu'on y croise une délégation d'édiles en visite. Car quel maire, quel conseil régional n'a pas une friche dont il ne sait que faire ? En quarante ans, la géographie française a subi une profonde transformation. A la désindustrialisation et à la démilitarisation (Chirac met fin au service militaire en 1996) qui ont libéré des kilomètres carrés de bâtiments menacés de ruine se sont ajoutées, en 1982, les lois sur la décentralisation qui en ont fait reposer le poids sur les épaules des élus locaux.

« Comme les gens qui entrent ici, l'art m'a sorti des déterminismes sociaux », témoigne le directeur du Centquatre, qui, à 63 ans, s'apprête à quitter son poste cet automne. C'est ce que les décideurs qui nous demandent de les accompagner recherchent : un lieu qui ne soit pas seulement artistique mais s'inscrive plus largement dans une politique de la ville. » On appelle cela l'ingénierie culturelle.

Si le vocabulaire sonne comme un oxymore (le sensible et le fonctionnel, la poésie et l'industrie, érigés sur le même plan), c'est qu'il abrite l'idée d'un savoir-faire longuement acquis et aujourd'hui monétisable. Au point d'avoir, en grande partie, remplacé le mécénat dans la colonne recettes des institutions publiques. « Toucher 500 000 euros de donations par an, c'est un maximum, et encore on parle des plus grosses », affirme José-Manuel Gonçalvès. Aujourd'hui, l'ingénierie culturelle au Centquatre, c'est quatre millions d'euros. » Ici, les trois postes chargés du mécénat ont laissé place à un département d'une douzaine de personnes pour répondre à cette nouvelle économie.

Le Louvre, le Palais de Tokyo, le Centre Pompidou, l'Institut du monde arabe, la Gaîté-Lyrique... Tous rêvent du sésame et mettent en place des structures. Il faut dire que le champ d'action est immense : hôpitaux, casernes, usines abandonnées auxquels imaginer un autre futur, sans compter les labellisations en tout genre (capitales de la culture) dont il faut accompagner les candidatures, ou ces quartiers « cultures » qui se développent dans le giron des projets immobiliers, à l'instar de Fast à Bagnole (Seine-Saint-Denis) ou la Fondation Fimino.

Mieux : le phénomène, né de la décentralisation culturelle sur les ruines des « trente glorieuses », s'est encore renforcé ces dix dernières années avec la demande mondiale, notamment en Asie et au Moyen-Orient, où l'expertise française en matière de culture apparaît comme une valeur première. Ainsi d'Al-Ula, cette région du nord-est de l'Arabie saoudite



L'ingénierie culturelle, un oxymore qui vaut de l'or

L'expression recouvre un savoir-faire français de plus en plus recherché, une floraison d'agences indépendantes et le rêve pour les institutions hexagonales de trouver une source de financement

que les émirs veulent transformer en eldorado touristique.

Al'heure où les ministres qui se succèdent Rue de Valois troquent les termes « arts » et « culture » pour ceux, plus valorisants dans les arbitrages budgétaires de l'Etat, d'« industries culturelles et créatives », l'ingénierie culturelle est devenue un marché. Du Troisième Pôle, filiale du groupe SOS, à l'agence Culture et territoires à Bordeaux, une myriade de structures de toutes tailles y rivalisent d'ingéniosité...

Question des publics

Boulevard de la Bastille, le long du bassin de l'Arsenal, les chevilles ouvrières de l'agence Manifesto ont trouvé refuge au dernier étage d'un ancien immeuble industriel : directeurs artistiques, programmateurs, designers, muséologues, scénographes, urbanistes... Ils sont une vingtaine ce jour-là penchés sur leurs ordinateurs sans qu'on entende une mouche voler.

Dans le bocal central qui sert à la fois de salle de réunion et de bureau, Laure Confavreux-Collie, 44 ans, qui a cofondé la société, tente une explication de texte : « Notre mission est d'accompagner la tenue d'un budget, d'un calendrier, de donner les éléments de décision aux porteurs de projets. On partage ainsi dix, quinze, vingt ans d'expérience. » Littéraire passée par une école de commerce, l'Essec, elle a fait ses classes au Canada chez « les Lord ». Comprendre : Gail et Barry Lord. Le couple a, en effet, monté dès 1981 à Toronto un groupe de management culturel.

Claude Mollard, proche de Jack Lang, a théorisé la nécessité de process et de structures ad hoc pour la culture

« Principalement axé sur les musées, mais se posant immédiatement la question des publics, du modèle d'exploitation, du financement. Pour la petite Française que j'étais, cela apportait un regard différent. J'ai beaucoup appris », raconte Laure Confavreux-Collie, restée neuve au sein du groupe canadien aux ramifications internationales. Après avoir ouvert leur bureau parisien, elle rompt et monte l'agence Manifesto avec Hervé Digne, énarque passé par Lagardère et le cabinet de Dominique de Villepin, mais aussi présent dans de nombreux réseaux culturels (FRAC, Collection Lambert, Forum d'Avignon, UGC...).

L'agence revendique aujourd'hui une dizaine de millions de chiffre d'affaires par an, a regroupé des talents aux CV attrayants (anciens du British Museum, du Centre Pompidou, de la Cité de la céramique de Sèvres...) pour des missions aussi différentes que du conseil en stratégie, de l'accompagnement dans les études, de l'itinérance d'expositions à travers le monde (pour les grands musées, une sorte d'externalisation de leurs services), comme de la transformation de sites – « Nouveaux usages, nouvelles affectations, nouveaux projets, nouvelle vie... », énumère-t-elle, à propos de la citadelle d'Ajaccio, en tapotant sur la table en résine signée Margot Pietri, une des 270 artistes hébergées à Poush, la pépinière d'ateliers que l'agence a créée et animée dans une ancienne parfumerie industrielle d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis).

« L'ingénierie, c'est une disposition d'esprit », résume Claude Mol-

« C'est un domaine où nous avons l'avantage, et il n'y en a pas tant que ça »

FRÉDÉRIC JOUSSET
fondateur de Beaux Arts Consulting

lard, 83 ans, que l'on retrouve à l'Institut du monde arabe, où il continue de conseiller son complice Jack Lang. Pour nous, l'idée à l'époque était simplement d'introduire un minimum de professionnalisme dans la décentralisation artistique et culturelle. » Car c'est à ce jeune vieil homme vif et énergique qu'il doit toute cette révolution, pas seulement sémantique. Sorti de l'ENA en 1967, militant du PSU ayant rejoint le ministère des finances, Claude Mollard est chargé, à partir de 1971, du projet du Centre Pompidou. Il y théorise la nécessité de process et de structures ad hoc pour équiper la France d'outils culturels. « C'est à Beaubourg que j'ai inventé mon métier », raconte-t-il. Il créera, pour l'occasion, le premier établissement public consacré à la construction d'un bâtiment, permettant d'échapper à certaines lourdeurs administratives (on pense à Notre-Dame de Paris aujourd'hui...).

Lorsque la gauche arrive au pouvoir en 1981, Jack Lang l'appelle à ses côtés. Ensemble, ils vont doubler le budget de la culture, créer la délégation aux arts

plastiques, les Fonds régionaux d'art contemporain, le Centre national de la photographie et l'Ensci, cette prestigieuse école de design industriel. Ils seront à l'origine de nombreuses commandes publiques... D'ailleurs, quand il est remercié en 1986 par le nouveau ministre, François Léotard, lui lance : « Il est normal que je me sépare de vous, vous êtes une colonne Buren vivante. » « J'étais flatté », précise Claude Mollard, qui va créer alors sa propre structure pour développer son savoir-faire acquis au service de l'Etat.

L'agence s'appelle ABCD pour « Arts Budget Communication Développement ». Il y adosse un centre de formation, précurseur des filières que l'on trouve un peu partout désormais dans les universités et les écoles de commerce. Quant à l'Ingénierie culturelle, son manuel dans la collection « Que sais-je ? », il en est à sa sixième édition. Ce n'est pas Dieule père, mais tout comme. Et il a fait des émules bien au-delà de ce qu'il imaginait.

« Trois cents ans d'expérience »
« Le succès de l'ingénierie culturelle est une énorme bonne nouvelle pour la France », s'exclame Frédéric Jousset, le propriétaire de Beaux Arts Magazine. C'est un domaine où nous avons l'avantage et il n'y en a pas tant que ça. Nous avons le plus beau château du monde, le plus grand musée, la plus belle cathédrale... Dans le monde entier, les gens admirent notre culture et viennent puiser dans trois cents ans d'expérience : cela représente plusieurs centaines de millions d'euros. »

Quand il reprend le magazine, en 2016, Frédéric Jousset n'a pas l'âme d'un mécène aux poches percées. Certes, il est collectionneur, a grandi dans ce serial – une mère conservatrice en chef à Beaubourg, un père directeur d'une école de musique –, mais l'entrepreneur est aussi passé par HEC, L'Oréal, a créé Webhelp, société « spécialisée dans l'externalisation de la gestion de l'expérience client », comme il est précisé sur les brochures, qu'il a revendue en 2023 avec une valorisation de 45 milliards d'euros. « La force des marques de presse, c'est leur notoriété », constate le patron de Beaux Arts Magazine. Séduit par ce que réalisent les Lord au Canada ou Resnicow and Associates à New York, il crée, en 2018, Beaux Arts Consulting et débauche Solenne Blanc chez EY (anciennement Ernst & Young) pour diriger la filiale. « Dans un monde où l'on perd des kiosques chaque jour et où 60 % du gâteau publicitaire mondial est accapré par les GAFA, j'ai compris qu'il fallait passer d'un groupe de médias et de contenu à un groupe de services dans le domaine culturel. Avec 2 millions de chiffre d'affaires, Beaux Arts Consulting met le groupe dans le positif. Résultat d'exploitation : 500 000 euros », conclut-il fièrement.

Les promesses du site Internet donnent le ton aux clients potentiels : « Structuration juridico-financière », « Ingénierie économique », « Modèles innovants », « Développement urbain et touristique ». Le seul risque étant le mélange des genres entre journalisme et consulting. Quid d'un projet imaginé par l'un qui serait soutenu par l'autre ? « Certes, j'interviens dans les deux. Je suis un peuple créatif de la bande », convient Fabrice Boustead, le directeur de la rédaction du magazine. Mais il y a une séparation complète », assure-t-il. On sourit : avant de devenir journaliste et d'être embauché par Beaux Arts Magazine (bien avant la reprise du titre par Frédéric Jousset), le joyeux et boulimique Fabrice Boustead, son éternel drôle de chapeau vissé sur la tête comme une signature visuelle, a commencé sa carrière... chez ABCD, la pépinière de Claude Mollard. Il faut croire que l'ingénierie culturelle mène à tout. ■

LAURENT CARPENTIER

Le film «Anora» triomphe aux Oscars

Dimanche 2 mars, «Emilia Pérez» a échoué à remporter le Prix du meilleur film étranger

La malédiction continue. *Emilia Pérez*, le drame musical de Jacques Audiard qui narre la transition de genre d'une narcotrafiquante mexicaine, n'est reparti, dimanche 2 mars, à Los Angeles, qu'avec deux Oscars, échouant à remporter le Prix du meilleur film étranger, qui échappe à la France depuis 1993 et *Indochine*, de Régis Wargnier. Le long-métrage de Jacques Audiard, qui comptait treize nominations, un record pour un film non anglo-saxon, a été devancé dans cette catégorie par le film brésilien *Je suis toujours là*, de Walter Salles. A l'inverse des Césars, *Emilia Pérez* a pâti ici de la polémique liée aux tweets à connotation raciste et islamophobe de l'actrice principale, Karla Sofia Gascon, présente à la cérémonie. Il a néanmoins réussi à remporter les deux prix pour lesquels il était donné largement favori : ceux du meilleur second rôle féminin, pour Zoe Saldaña, et de la meilleure chanson (*El Mal*). Une maigre consolation au regard des moyens engagés par Netflix.

D'autres Français ont su mieux tirer leur épingle du jeu : Ron Dyens, coproducteur de *Flow, le chat qui n'avait plus peur de l'eau*, de Gints Zilbalodis, qui a créé la surprise avec le Prix du meilleur film d'animation, et Stéphanie Guillon, Pierre-Olivier Persin et Marilyne Scarselli primés pour leur travail de maquillage et coiffure pour *The Substance*, unique Oscar du film de Coralie Fargeat. C'est finalement Sean Baker qui sort grand vainqueur de la soirée. Producteur, réalisateur, monteur

Sur scène, Sean Baker a rappelé son attachement à l'expérience du grand écran et au cinéma indépendant

et scénariste d'*Anora*, il rentre dans l'histoire en accumulant à lui seul quatre trophées pour le même film, qui a décroché au total cinq récompenses, dimanche. Un record. La protagoniste, Mikey Madison, a également remporté le Prix de la meilleure actrice, devant Demi Moore et Fernanda Torres.

Cette histoire d'une travailleuse du sexe qui déchante peu après son mariage avec le fils d'un oligarque russe avait déjà conquis la Palme d'or au Festival de Cannes 2024. Les sept précédents films du réalisateur, âgé de 54 ans, n'avaient jusqu'ici obtenu qu'une seule nomination aux Oscars. Sur scène, Sean Baker a rappelé son attachement à l'expérience du grand écran et au cinéma indépendant, l'autre champion de la soirée.

The Brutalist, de Brady Corbet, a ainsi été distingué pour la performance d'Adrien Brody, meilleur acteur, pour la meilleure musique originale et la meilleure photographie, pendant que *Conclave* s'est contenté du trophée du meilleur scénario adapté. Kieran Culkin, meilleur acteur dans un second rôle, complète les prix d'interprétation pour *A Real Pain*,



Le réalisateur Sean Baker, entouré de l'équipe d'«Anora», au Dolby Theatre d'Hollywood, à Los Angeles, le 2 mars.

PATRICK T. FALLON/AFP

de Jesse Eisenberg. Les grosses productions, *Wicked*, de Jon Chu, et *Dune. Deuxième partie*, de Denis Villeneuve, primées chacune deux fois, se partagent les catégories techniques.

Loi du trouble politique

La cérémonie, qui s'est ouverte par un montage d'extraits de films rendant hommage à Los Angeles, durement frappée par des incendies ces derniers mois, s'est déroulée dans une ambiance bon enfant, cherchant à célébrer la magie du cinéma et ceux qui le font, loin du trouble politique créé par le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. Le président américain n'a fait l'objet d'aucune attaque nominative. En référence aux premiers trophées d'*Anora*, tout juste le présentateur Conan O'Brien a-t-il blagué sur le fait que les Américains devaient être excités de voir enfin quelqu'un tenir tête à un Russe puissant.

Le journaliste israélien Yuval Abraham, coréalisateur de *No Other Land*, Oscar du meilleur documentaire, a toutefois accusé la

diplomatie américaine d'être un frein à l'établissement d'une paix au Proche-Orient, dans un des rares discours engagés de la soirée. Il a appelé à la libération des otages israéliens retenus à Gaza et à la fin de la destruction de l'enclave, affirmant qu'il existait une voie vers une solution politique au conflit, respectueuse de chacun. *No Other Land*, qui n'a toujours pas trouvé de distributeur aux Etats-Unis, dénonce la politique de colonisation menée par Israël en Cisjordanie.

Cet appel à lutter contre une haine incontrôlée a trouvé un écho dans le discours du comé-

dien Adrien Brody. Faisant référence à l'antisémitisme et au racisme subi par son personnage d'architecte rescapé de la Shoah, qui s'exile aux Etats-Unis, dans *The Brutalist*, il a appelé à tirer les leçons du passé pour faire advenir un monde «plus inclusif». Visiblement ému, Zoe Saldaña a, elle, rendu hommage à sa grand-mère dominicaine qui a immigré aux Etats-Unis en 1961, se réjouissant d'avoir pu renouer avec l'espagnol pour *Emilia Pérez*.

Sur une note plus légère, la cérémonie a offert plusieurs beaux numéros musicaux, autour du

Magicien d'Oz ou de l'univers de James Bond, et quelques séquences humoristiques réussies portées par les reparties acides de Conan O'Brien («Nous n'avons pas utilisé l'intelligence artificielle pour produire cette cérémonie, seulement le travail des enfants»). Si on peut se désoler qu'aucun hommage spécial n'a été rendu à David Lynch (1946-2025), son ex-compagne Isabella Rossellini portait, en l'honneur du réalisateur de *Blue Velvet* (1986), une remarquée robe de velours bleu. Un geste d'une touchante élégance. ■

BORIS BASTIDE

Au Palais Garnier, le danseur étoile Mathieu Ganio fait des adieux joyeux

L'artiste connu pour sa grande virtuosité et sa clarté d'interprétation a brillé dans son dernier ballet, «Onéguine», samedi à Paris

Beau départ, formidable adieu ! Samedi 1^{er} mars, après une représentation électrisante du ballet *Onéguine*, de John Cranko (1927-1973), le danseur étoile de l'Opéra national de Paris Mathieu Ganio a salué pour la dernière fois le public du Palais Garnier. Quel plaisir de le contempler sous une pluie de paillettes, de le voir étreindre ses partenaires et collègues, de Ludmila Pagliero à Dorothée Gilbert, en passant par Clairemarie Osta, venues le fêter. Ovationné pendant plus de 30 minutes par les spectateurs debout, il a rayonné comme à son habitude, tranquillement, savourant cet instant unique, quasi irréel dans sa charge émotionnelle.

«Je ne veux pas que ce soit quelque chose de larmoyant, mais quelque chose d'heureux», déclarait-il sur le compte Instagram du Ballet de l'Opéra national de Paris. *Je veux laisser une belle image... Il faut bien passer à la suite, et ça va être cool.*» Le moment a été magnifique et curieusement joyeux, son image plane haut. En observant son interprétation si somptueusement articulée du personnage complexe et blessé d'Onéguine – «Le ballet de mes rêves pour partir» –, on est déjà en manque de sa façon fine de laisser les rôles,

en particulier ceux à fort impact théâtral, le traverser, voire le transpercer, sans forcer l'expression.

Vingt et un ans que Mathieu Ganio tient la barre de l'excellence à l'affiche de l'Opéra national de Paris. Couronné étoile en 2004, à 20 ans, celui qui a tout dansé au point que sa biographie ressemble à une histoire de la danse, a choisi de prendre sa retraite à 41 ans, un an avant l'âge officiel.

Longévité

Sa haute virtuosité et sa clarté d'interprétation ont servi la cause de tous les registres artistiques. Plus que parfait dans les monuments classiques du répertoire dont ceux chorégraphiés par Rudolf Noureev, tel *Le Lac des cygnes* ou *La Belle au bois dormant*, Ganio a aussi emporté l'adhésion dans des œuvres délicates à saisir, tels *L'Oiseau de feu* de Maurice Béjart, *Le Rendez-vous*, virée nocturne vers l'amour qui tue, et *Le Jeune Homme et la mort*, de Roland Petit, avec qui il a, par ailleurs, commencé à danser, enfant, auprès de ses parents, Dominique Khalafouni et Denis Ganio, alors interprètes au Ballet national de Marseille.

Mathieu Ganio s'est aussi risqué avec succès à des écritures contemporaines signées par les choré-

graphes William Forsythe, Angelin Preljocaj ou Wayne McGregor. En 2018, il plongeait dans le travail peu repéré en France d'Ivan Perez pour *The Male Dancer*. Trois ans après, il acceptait le rôle secondaire de Tybalt dans *Roméo et Juliette*, de Noureev. Il nous confiait, lors d'un entretien, en 2021 : «Je ne veux pas m'accrocher à un répertoire, mais m'ouvrir à un nouveau spectre de langages chorégraphiques. J'ai accepté cette saison de danser pour la première fois Tybalt au lieu de Roméo et, pour moi, ce n'est ni clivant ni vexant en tant qu'étoile de le faire. Je veux continuer à repousser mes limites.»

Cette longévité, Mathieu Ganio a su l'entretenir, y veiller en dépit d'une double hernie à l'âge de 24 ans qui l'a contraint à une grande vigilance. «J'aurais abordé mon métier avec plus de légèreté si j'avais été moins blessé, nous disait-il. Il faut toujours veiller à ne pas régresser techniquement et à garder son niveau sans faire le truc de trop...» Cette sagesse lui a permis de maintenir son cap. S'il reste discret sur sa seconde carrière, il évoque une formation à venir en laissant la porte ouverte à différents projets artistiques en France et à l'étranger. ■

ROSITA BOISSEAU

LA COLLINÉ
THÉÂTRE NATIONAL

GOLEM

Amos Gitai
4 mars – 3 avril
création

spectacle en français, yiddish, allemand, anglais, arabe, espagnol, hébreu, ladino, russe surtitré en anglais et en français

T'EMBRASSER SUR LE MIEL

Khalil Cherti
5 mars – 5 avril
création

spectacle en arabe levantin surtitré en français

www.colline.fr
15, rue Malte-Brun, Paris 20^e
 métro Gambetta

A Bâle, voir les œuvres sous un nouvel angle

Avec « Verso », le Kunstmuseum présente des tableaux dont on découvre la face d'ordinaire cachée

EXPOSITION

BÂLE (SUISSE) - envoyé spécial

Pour son départ à la retraite, c'est Bodo Brinkmann qui nous offre un cadeau: le conservateur du Kunstmuseum de Bâle, en Suisse, spécialiste des peintures anciennes, auquel on doit quelques expositions d'anthologie, notamment sur Konrad Witz (vers 1400-1445), en 2011, quitte ses fonctions sur une pirouette en nous montrant ce que seuls les professionnels des musées peuvent voir d'habitude: l'envers des tableaux.

Quel intérêt? C'est ce que révèle cette modeste exposition – elle regroupe 36 panneaux exécutés entre les XIV^e et XVIII^e siècles –, entièrement constituée d'œuvres appartenant aux collections du Kunstmuseum qui sont présentées non pas accrochées au mur, comme il est d'usage, mais posées verticalement sur des socles, ce qui permet d'en examiner les deux faces. Traditionnellement, l'envers des tableaux accueille des étiquettes, celles des maisons de ventes aux enchères ou des gale-

ries dont elles proviennent ou parfois des musées qui les ont présentées dans des expositions temporaires, les numéros d'inventaire de ceux qui les conservent, des indications souvent précieuses sur la vie passée d'une œuvre. Mais celles que montre Bodo Brinkmann dévoilent d'autres histoires.

Celle de Johann von Bruck, par exemple, un noble venu en 1544 des Pays-Bas pour s'installer à Bâle. Il y pratique la religion réformée, celle du théologien Ulrich Zwingli, en vigueur dans la cité depuis 1529, mène la vie d'un opulent bourgeois, s'adonne aux bonnes œuvres, et meurt en 1556. Sauf que, trois ans après son trépas, on découvre qu'il s'agissait de David Joris, plusieurs fois arrêté dans les Flandres pour avoir prêché l'anabaptisme, un mouvement religieux quasi révolutionnaire, le plus persécuté de son temps, notamment par Martin Luther et surtout par Charles Quint.

Condamné à de la prison, puis à l'exil pour avoir perturbé des processions religieuses et, enfin, à la mort pour hérésie, il se réfugia en Suisse sous un faux nom. Lorsque

Vue de l'exposition « Verso. Histoires d'envers », au Kunstmuseum de Bâle (Suisse), en février.

MAX EHRENGRUBER

l'identité du défunt fut révélée aux autorités, son cadavre fut déterré et brûlé publiquement avec les livres que l'on avait retrouvés chez lui. C'est cette histoire qui est rédigée postérieurement, en latin et en allemand (une belle écriture gothique), au verso de son portrait.

Fonction pratique

Si elles sont moins dramatiques, les révélations des autres œuvres de l'exposition n'en sont pas moins passionnantes. Certaines éveilleront l'intérêt des spécialistes, et des restaurateurs de tableaux notamment, comme celles dont le verso montre des anciens renforts de toile ou de bois destinés à mieux jointoyer les planches qui les constituent, ou ce panneau datant de 1500, sur lequel Jan Po-

lock (entre 1435 et 1450-1519) a peint une théorie d'anges et de saints présentant le Décalogue (les Dix Commandements), mais dont le revers, dit une restauratrice du musée, pourrait avoir été peint par Mark Rothko (1903-1970).

Nombreux sont les tableaux dans ce cas, souvent d'anciens volets de retable qui étaient fermés en dehors des fêtes liturgiques et dont la partie visible flirtait avec l'abstraction, l'arabesque ou les marbrures, ce qui contribuait au mystère et magnifiait, par contraste, l'œuvre une fois déployée. Peindre l'arrière avait aussi une fonction pratique: outre que cela protégeait le bois de l'attaque des vers, on évitait aussi le gauchissement des planches que la tension au séchage d'une seule face peinte aurait pu provoquer.

D'autres feront le bonheur des férus d'héraldique: certains portraits, ceux des représentants de familles nobles notamment, comportent au verso leur blason. Lorsqu'il s'agit de doubles portraits, le mari et son épouse le plus souvent, les armoiries des deux familles fusionnent, mais figurent au revers du portrait de monsieur: c'est le cas du diptyque peint par Hans Holbein (vers 1497-1533) un an après son installation à Bâle, en 1515, qui représente le bourgmestre Jakob Meyer zum Hasen

sentant sur l'une Bethsabée au bain et sur l'autre la Mort, sous la forme d'un squelette embrassant une femme également dénudée?

On terminera avec le seul panneau qu'habituellement le visiteur du Kunstmuseum peut voir dans son intégralité: il s'agit de l'« enseigne » – son état prouve qu'elle n'a jamais été accrochée à l'extérieur – peinte pour Myconius, un ami d'Erasmus qui professait, entre autres, le latin à Bâle, par Hans Holbein et son frère Ambroise, en 1516. Une face le montre fessant un gamin dissipé, histoire de prouver qu'ici règne la discipline, l'autre dispensant son savoir à un bourgeois et à un lansquenet, un fantassin allemand qui, lui, ne risque pas la férule, manière de faire comprendre que l'on peut étudier à tout âge et quelle que soit sa condition. Ce que précise le texte, en allemand, qui occupe la partie supérieure et ajoute: « Qui ne réussira pas à apprendre, parce qu'il est incapable, ne me devra rien... » Les deux tableaux n'en faisaient qu'un jusqu'à ce qu'on scie le panneau dans l'épaisseur, au XVII^e siècle: ils sont à nouveau réunis pour l'exposition. ■

HARRY BELLET

« Verso. Histoires d'envers », Kunstmuseum Basel (Suisse), jusqu'au 4 janvier 2026.



Cette exposition regroupe 36 panneaux exécutés entre les XIV^e et XVIII^e siècles

(« le lièvre ») – la ressemblance avec Gérard Depardieu (jeune) est frappante – et sa femme, Dorothea Kannengiesser. On pense désormais que, à l'origine, ces deux panneaux étaient reliés par des charnières et étaient ordinairement fermés, comme un livre, dont le blason – lequel n'est pas réservé aux seuls nobles, Jakob Meyer ne l'était pas – servait de couverture.

D'autres encore attireront plutôt les passionnés d'iconologie: que fait ce saint Nicolas sauvant les enfants – ici peut-être des moillons, car ils sont tonsurés – du saloir où les a plongés, pour en faire du pâté, un aubergiste trop gourmand, au revers d'un couronnement d'épines du Christ? L'image est à demi effacée, et le panneau a pu simplement être réemployé, mais la question peut être creusée. Enfin, à quoi pensait Niklaus Manuel Deutsch (1484-1530) lorsqu'il a peint, en 1517, les deux faces d'un panneau, repré-

Une fantasmagorie inquiète autour d'Hamlet et du fils de Shakespeare

A la Cartoucherie, Eugenio Barba livre un surprenant spectacle

THÉÂTRE

Dépaysement garanti dans la salle de répétition du Théâtre du Soleil, à Paris, où se joue un spectacle qui arrive de très loin. Avec *Les Nuages d'Hamlet*, d'Eugenio Barba, l'exotisme est au rendez-vous. Pas seulement parce que cette création a été conçue au Danemark, où vit ce disciple du maître polonais Jerzy Grotowski (1933-1999). Mais parce qu'elle est la survie d'un théâtre en voie de disparition. Une perspective à prendre d'autant plus au sérieux que Barba, né en 1936 en Italie, a été contraint de quitter il y a peu les murs de l'Odin Teatret, le théâtre-laboratoire qu'il avait installé dès 1966 près de Holstebro (Danemark). C'est donc dans sa maison personnelle qu'a dû répéter l'artiste. Et à l'invitation d'Ariane Mnouchkine, fidèle d'entre les fidèles, qu'il peut présenter, à la Cartoucherie, à Paris, dans le bois de Vincennes, une fantasmagorie inquiète autour d'Hamlet, prince du Danemark, et de Hamnet, le fils, mort à 11 ans, de Shakespeare.

Inutile de louvoyer: la proposition, étirée sur une scène aménagée en bi-frontal, paraîtra surannée, voire archaïque, aux yeux

d'un public habitué à la modernité. Il faut laisser de côté ses attentes en matière d'esthétique lorsqu'on prend place sur les gradins. Rien de ce qui se déroule sur le plateau borné par deux rideaux et des rangées de projecteurs ne nous est familier même si tout s'y tient d'un bloc sans fissures. Sur cet « espace-rivière » (ainsi que le qualifie le metteur en scène), les acteurs se livrent à un jeu qui prêterait à rire s'il n'était sous-tendu par une authentique quête d'intériorité.

Une partition quasi animale

Deux couples évoluent en miroir: d'un côté, Hamlet-Ophélie, de l'autre, Gertrude-Claudius (la mère et l'oncle d'Hamlet). Un quatuor qui escortent le spectre du père d'Hamlet et Shakespeare en personne (imposante Julia Varley) qui traîne, dans un berceau, le cadavre de son petit garçon. L'auteur, incarné par l'actrice au visage peint du bleu du ciel, assume la narration d'un spectacle qui s'énonce, de sa première à sa dernière minute, dans la stridence ou le guttural, à grand renfort de cris, piailllements et rugissements.

Vêtus de costumes colorés qui les drapent d'étoffes empesées, les comédiens tapent du pied avec violence, ils écarquillent les yeux,

figent leurs bouches en rictus exatiques, se roulent à terre, rampent, bondissent et rebondissent. Une partition quasi animale au service d'un propos qui dénonce la sauvagerie des hommes. Et plus précisément celle des pères qui font de leurs fils des meurtriers, le prince Hamlet n'ayant eu d'autre choix que de venger le roi assassiné. Eugenio Barba s'introduit dans le drame shakespearien pour pointer le sort réservé à une jeunesse d'hier et d'aujourd'hui. Sur les rideaux qui bordent le plateau, surgit un rare avatar de la modernité: des photos noir et blanc d'enfants soldats, arme au poing, quand ils ne sont pas, eux-mêmes, visés par les fusils des adultes.

On peut sourire de cette pantomime quelque peu ampoulée. Mais il ya, dans le geste de l'artiste, une telle sincérité qu'il serait mesquin de traiter son spectacle avec désinvolture. Quant aux nuages qui planent au-dessus d'Hamlet, ils n'ont pas déserté l'horizon de nos vies actuelles. Loin de là. ■

JOËLLE GAYOT

Les Nuages d'Hamlet.
Dramaturgie et mise en scène : Eugenio Barba (Odin Teatret). Théâtre du Soleil, Cartoucherie, Paris 12^e. Jusqu'au 9 mars.

CHATELET!

PEER

DU 7 AU 16 MARS 2025

GYNT

DE HENRIK IBSEN

MUSIQUE EDVARD GRIEG

TEXTE FRANÇAIS ET MISE EN SCÈNE OLIVIER PY

DIRECTION MUSICALE ANU TALI

ORCHESTRE DE CHAMBRE DE PARIS

Photo © Thomas Amrouche - Direction artistique : Basile Douzal - Réalisation : Comme un poison dans l'eau - Licence N° L-93-214059 / L-R-214059 - Production : Le Monde

philosophie Society TRANSFUGE

france musique

VILLE DE PARIS

Une soirée en hommage à Anne Frank pour les 80 ans de sa mort

France 2 diffuse deux documentaires pour évoquer la jeune fille

FRANCE 2

MARDI 4 MARS - 21 H 10

SOIRÉE DOCUMENTAIRE

Quatre-vingts ans déjà et comme l'impression que l'écho de son témoignage, traduit en 95 langues et lu par des dizaines de millions de personnes, se perd désormais dans les tourments d'un monde à nouveau bouleversé. Anne Frank, 15 ans, est morte du typhus dans le camp de concentration de Bergen-Belsen en mars 1945, quelques jours après sa sœur, Margot. Son père, Otto, est le seul des huit occupants de l'Annexe, à Amsterdam, à avoir échappé à la mort.

La famille Frank et quatre de leurs proches vécurent reclus dans cet espace de 40 mètres carrés du 6 juillet 1942 au 4 août 1944, aidés par un groupe d'amis avant d'être victimes d'une dénonciation et d'être déportés par les nazis, secondés par des collaborateurs néerlandais.

Aux Pays-Bas, longtemps qualifiés de pays philosémite, les trois quarts des quelque 160 000 juifs furent exterminés. Il fallut attendre 2020 pour voir un chef de gouvernement, Mark Rutte, présenter des excuses officielles pour l'action des autorités néerlandaises, qui n'avaient pas agi, dit-il, «en tant que gardiennes de la justice et de la sécurité».

Deux approches singulières

Jusqu'au dernier jour, «Annelein» (son surnom) s'était inquiétée du sort de son journal, qu'elle avait dû abandonner dans la cache, aujourd'hui devenue une partie du musée Maison Anne Frank. C'est Miep Gies, l'une des femmes qui soutinrent courageusement les réclus, qui le trouva et le remit au père de l'adolescente à son retour d'Allemagne. Otto Frank, convaincu par un ami de la portée universelle du récit, le fit publier aux Pays-Bas d'abord, puis en Allemagne, dans le monde entier ensuite.

Afin de commémorer la date de la mort de la jeune Anne, France 2 a renoncé au récit historique et privilégié deux approches



Photo extraite du documentaire « Anne Frank. Journal d'une adolescente », d'Alexandre Moix.

KM/BLEU KOBALT

singulières. Celle du réalisateur Alexandre Moix, auteur d'une sorte de fiction documentaire mêlant à la lecture du journal par l'actrice Suliane Brahim des documents d'archives, des reconstructions, des propos d'époque et des images de jeunes d'aujourd'hui, apparemment intéressés par le livre mais dont on ignore ce qu'ils en pensent puisqu'on ne leur a pas donné la parole.

Et celle de Mona Achache, qui a décidé de faire de l'écrivaine Lola Lafon la figure centrale d'une autre évocation d'Anne. L'autrice relit des extraits de son livre *Quand tu écouteras cette chanson*, paru en 2022 chez Stock. Cette descendante de juifs polonais af-

firme avoir commencé à écrire pour «faire comme» Anne Frank. En 2021, elle a passé, seule, une nuit dans le musée d'Amsterdam, renouant avec «une jeune fille qui n'aura pour tout voyage qu'un escalier à monter et à descendre, moins d'une quarantaine de mètres carrés à arpenter, sept cent soixante jours durant».

«Quelqu'un pourra-t-il comprendre ce que je ressens?», interrogeait «Annelein» dans son journal, évoquant son «attente insupportable» et se demandant même s'il n'aurait pas mieux valu mourir plutôt que d'être contrainte de vivre «comme un oiseau sans ailes, se cognant aux barreaux de sa cage trop étroite». Quatre-vingts années plus tard, «oui, moi je t'ai comprise», semble lui répondre Lola Lafon, convaincue, comme Anne, qu'«on écrit parce qu'on ne sait pas par quel autre biais attraper le réel».

Très intense, rempli de silences poignants, le film de Mona Achache aurait été le contrepoint parfait de celui d'Alexandre Moix si ce dernier ne s'était pas limité à une évocation assez superficielle, renforcée par une musique qui lui confère une dose trop forte de

sentimentalisme – d'autant plus malvenu que des milieux révisionnistes et négationnistes usent généralement de ce terme pour dénigrer le livre et pousser l'odieux jusqu'à affirmer qu'il est une invention d'Otto Frank.

Si le documentaire réussit, en revanche, à cerner le vrai caractère, impétueux, colérique et rêveur d'une jeune fille à laquelle on a interdit de vivre, il aurait aussi gagné à évoquer les dures réalités d'aujourd'hui. Comme le fait que plus de la moitié des Néerlandais estimait, en 2023, que leur pays n'avait pas été impliqué dans la Shoah. Ou que près d'un quart des 25-35 ans de ce pays affirment que la Shoah est «un mythe exagéré». En janvier, les Archives nationales révélaient qu'après la libération 425 000 Néerlandais avaient fait l'objet d'enquêtes pour des faits de collaboration. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS
(BRUXELLES, CORRESPONDANT)

Anne Frank. Journal d'une adolescente, d'Alexandre Moix (Fr., 2025, 90 min); Quand tu écouteras cette chanson, de Mona Achache (Fr., 2025, 49 min).

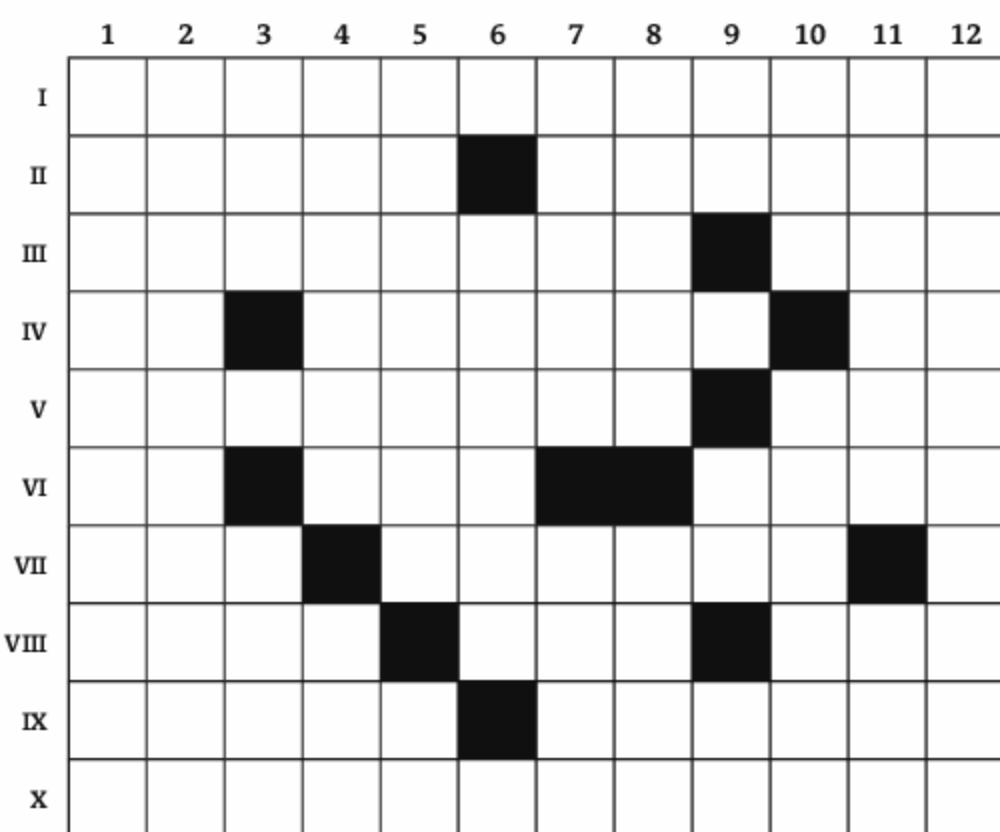
Jusqu'au dernier jour, «Annelein» s'était inquiétée du sort de son journal, qu'elle avait dû abandonner dans la cache

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 053

PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 053

HORIZONTALEMENT I. Subconscient. II. Erroné. Armer. III. Muon. Or. Aira. IV. Igues. En. Soi. V. Ou. Sondèrent. VI. Lac. Cuevas. VII. Oyat. Anet. Pi. VIII. Gelât. Tu. Pas. IX. Unanime. Mire. X. Essartements.

VERTICALEMENT 1. Sémiologue. 2. Uruguayen. 3. Brou. Calas. 4. Cônes. Tana. 5. On. Soc. Tir. 6. Néo. Nua. Mt. 7. Redentée. 8. Ça. Neveu. 9. Ira. Rat. Me. 10. Emises. Pin. 11. Néron. Part. 12. Traîtrises.

HORIZONTALEMENT

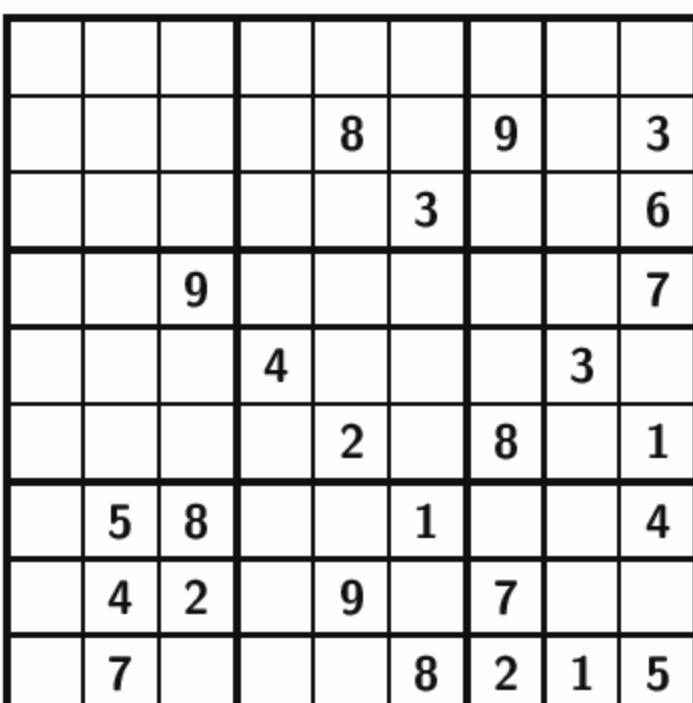
I. Enumération, classement et évaluation. II. Comme une hirondelle chez Dubillard. Pour de bonnes pâtes, céramiques ou porcelaines. III. Criai comme une corneille. Evite les longueurs. IV. Accord d'en bas. Capitale de Taïwan. Interjection. V. Venu d'une île du Morbihan. Des anecdotes à toutes les pages VI. Assure la liaison. Donné pour être suivi. Suivi. VII. Pour ceux qui aiment la bagarre. On y trouve tout, à boire et à manger. VIII. Égal dans nos mots. José ou Luis. De l'eau sur des feuilles. IX. Fisse du mal. Grossier entremetteur. X. Bloquera tous les muscles.

VERTICALEMENT

1. Sans queue ni tête, ni suite dans ses idées. 2. Engourdit et fait dormir. 3. En passant par. Part à toute vitesse. 4. Laissât de côté. Regroupement de grandes écoles. 5. A soigné Napoléon III et Garibaldi. Préposition. 6. Lignes de transport pour Tarzan. 7. Ruminant africain à tête de girafe. Pêché en Méditerranée. 8. Se déplacent à coups d'ailes en mer. Avance en tirant sur le câble. 9. Belle des prairies. En vol. En France. 10. Blonde un peu amère. Fait baisser le niveau. 11. Belle brune empoisonneuse. Lâché dans l'effort. 12. Ne laissent pas traîner le spectacle.

SUDOKU

N°25-053



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)

NOUVEAU HORS-SÉRIE

Des hauts et pas mal de bas : pour la presse internationale, la société française semble bien souvent au bord de la crise de nerfs. Mais elle est aussi capable de partager des moments de joie et de construire son avenir.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Cédric Kahn, immergé au cœur d'une lutte théorique et politique

Le réalisateur organise, avec les outils de la fiction, une captivante reconstitution du second procès de Pierre Goldman

CINÉ + FESTIVAL

MARDI 4 - 20 H 50

FILM

Dès gangsters qui sont en même temps de grands intellectuels, il n'y en a pas beaucoup. Si l'histoire retient toutes proportions gardées – le cas de Lacenaire (1803-1836), le dernier long-métrage de Cédric Kahn nous rappelle l'existence de Pierre Goldman à travers la captivante reconstitution de son second procès. Il s'inscrit dans le sillage de deux autres films de prétoire français, qui requalifient la société du point de vue des opprimés. Une mère infanticide et femme de lettres d'origine sénégalaise confrontée aux préjugés racistes dans *Saint Omer* (2022). La suspicion engendrée par le mode de vie d'une écrivaine à succès, après la mort de son mari dans *Anatomie d'une chute* (2023).

Pierre Goldman était le fils de résistants juifs d'origine polonoise. Entouré de Noirs, il rêvait que ses enfants «soient des juifs au sang noir». Militant d'extrême gauche, poursuivi pour des braquages à main armée, dont un ayant entraîné la mort de deux pharmaciennes, le 19 décembre 1969 à Paris, il a été condamné en première instance, en 1974, à la réclusion criminelle à perpétuité.

Prodigeux face-à-face

En prison, il a tenté d'éclairer le mystère de sa vie dans un livre, *Souvenirs obscurs d'un juif polonois né en France* (Seuil, 1975). La gauche de l'époque et des célébrités, de Régis Debray à Simone Signoret, ont réuni autour de lui des comités de soutien. Ajoutons qu'il était aussi le demi-frère de Jean-Jacques Goldman qui connaît son premier succès à la même période, avec le slow d'*Ester Jane*.

C'est dans ce climat fébrile que débute, en novembre 1975, son second procès, objet tout entier du film. Il fut son moment de

grâce et sa dernière gloire. Après coup, comment retrouver l'alchimie de cette épiphanie? De la même manière que Pierre Goldman projetait de se «présenter avec [sa] seule innocence», sans recourir au moindre témoin pour sa défense, Cédric Kahn a effacé l'aspect théâtral de la cour pour y tisser une étoffe autrement drue. Il nous donne l'impression de plonger dans des archives. A moins que ce ne soit dans un guet-apens... Une fois entrés dans le tribunal, nous n'en sortirons plus.

Au milieu de la lutte rhétorique, dans de prodigieux face-à-face, le film impressionne une matière sensible qui doit beaucoup à la fiction : des acteurs au firmament, un recadrage scénaristique qui amplifie la matière brûlante du dossier (antisémitisme, racisme, violences policières) et une dilution de l'instance juridique dans des inserts prélevés parmi le public, en particulier le visage de la compagne de Goldman, femme noire devant la justice blanche.

A la différence de Roberto Sacco (2001), son quatrième long-métrage, le réalisateur ne tranche pas. Il prend le parti de la défense, celui du bénéfice du doute, défendu par M^e Georges Kiejman, puisqu'il n'y a pas de preuve incontestable de culpabilité.

Le plus fort du film se trouve dans la relation complexe de ces deux hommes, tous deux enfants de la Shoah. D'un côté, Goldman, écorché vif et autodestructeur, plaide pour des idéaux, de l'autre, Kiejman, résilient et rationnel, s'attelle à libérer l'homme. C'est dans cette faille creusée dans la même roche que le film dessine les ombres irréconciliaires de ce grand procès. ■

MAROUSSIA DUBREUIL

Le Procès Goldman,
de Cédric Kahn.

Avec Arieh Worthalter,
Arthur Harari, Nicolas Briançon
(Fr., 2023, 115 min).

Le Monde est édité par la Société éditrice du **Monde** SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71. Par courrier électronique : abojournaipaper@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



Directrice générale
Elisabeth Cialdella

Tél. : 01-57-28-39-00

Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,

93290 Tremblay-en-France

Midy-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.

Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Eurofinition : PI0 = 0,0083 kg/tonne de papier



PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue

Pierre-Mendès-France

75013 PARIS

Tél : 01-57-28-39-00

Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,

93290 Tremblay-en-France

Midy-Print, Gallargues le Montueux

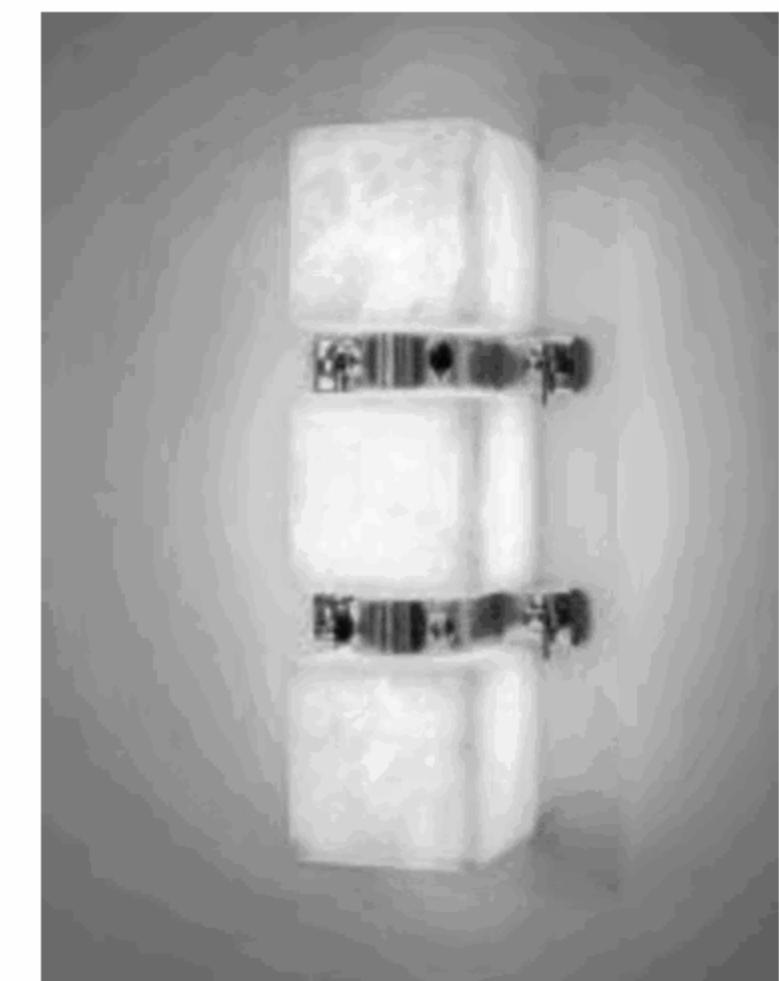
Origine du papier : UK, France.

Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Eurofinition : PI0 = 0,0083 kg/tonne de papier



Ci-contre : Madeleine Oltra et Angelo de Taisne, dans l'atelier de Voto Xo, à Marseille, le 24 février.
Ci-dessous : installation « Sardine Sardine » (2022), paravent Southern Skies, Leather Lies (2024) et applique Les Ornes (2023).

VOTO XO, ALICE MESGUICH, EMMA THOLOT, CYCLON VALLEYE



Le studio Voto Xo en état de grâce

DESIGN

MARSEILLE - envoyée spéciale

Ils auraient dû s'appeler « Sardine Sardine », du nom du projet qui leur a permis de remporter, en 2022, le jackpot lors de la Design Parade de Toulon, orchestrée par la Villa Noailles : le Grand Prix doté par Van Cleef & Arpels, le prix Visual Merchandising décerné par Chanel et celui de la Fondation Carmignac. Le tout pour leur installation solaire, sorte de campement nomade écoconçu, inscrit dans les années 1970 et le sud de la France. Mais c'est finalement le nom « Voto Xo » qu'ont choisi Madeleine Oltra et Angelo de Taisne, 28 ans, pour leur studio fondé la même année à Marseille plutôt qu'à Paris, d'où tous deux sont natifs.

Elle, brune au sourire ravageur, sortie de la Design Academy Eindhoven (Pays-Bas), lui, grand échalas aux yeux bleus, diplômé de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais, expliquent de concert : « Marseille était un choix de vie post-Covid ; notre nom, un hommage aux ex-voto, ces objets votifs païens ou sacrés, faits souvent de matériaux humbles, dont le pouvoir est censé s'activer dans un endroit dédié. De la même manière, notre atelier se consacre à la forme, au lieu et à l'intention. »

C'est dans un ancien couvent du quartier Belle-de-Mai, dans le 3^e arrondissement de la cité phocéenne – un espace de création où se côtoient 80 résidents artistes et artisans, au milieu de bucoliques potagers, de prés non fauchés et de quelques ruches – que le duo peaufine son design intelligent et sensible, qui a déjà séduit des marques de renom.

Sa chaise Veyre, avec un cuir olive des années 1960, teinte aujourd'hui rare, est entrée le 30 janvier dans les collections prestigieuses du Mobilier national. Les peaux récupérées dans un entrepôt – d'abord vouées à la destruction, car en-

Vase cannelé, chaise en cuir matelassé, applique inspirée d'une abeille... A Marseille, Madeleine Oltra et Angelo de Taisne signent des pièces durables et délicates, qui ont déjà séduit des marques de renom et le Mobilier national

dommagées – ont été matelassées avec du feutre de laine et sublimées d'un motif rebondi, cousu à la main par l'atelier marseillais de tapisserie d'ameublement Relax Factory. Le confort sophistiqué qu'offrent ces peaux contraste avec la légèreté de l'armature en métal, façon assise légère de camping, sur lesquelles elles ont été glissées. La maison Pierre Frey s'est d'ailleurs tournée vers Voto Xo pour une version cousue, en bois massif, mettant en valeur les velours lainés soyeux de sa dernière collection.

Dans l'ancien garde-manger du couvent qui sert d'atelier au duo – un lieu où les sœurs fabriquaient leurs conserves – se trouve, sur un bureau contre le mur, un assortiment de chutes de cuir et d'étoffes satinées. Des rebuts de la maison Petit H, d'Hermès, auxquels le tandem s'applique à redonner vie. Juste au-dessus, dans des armoires à portes coulissantes qui, fixées à 3 mètres de hauteur, recelaient les bocaux à confiture et autres douceurs des religieuses, Madeleine Oltra, juchée sur une échelle de meunier, extrait les trésors du jeune studio. Des vases cannelés que Voto Xo a imaginés avec la Verrerie de Biot, des créations sculpturales avec le Centre national d'art verrier de Meisenthal ou des lingots de cire d'abeille.

Bronze et verre

« L'élaboration de notre projet "Sardine Sardine" nous a poussés à rencontrer, en quelques jours, des artisans marseillais fabuleux avec lesquels nous collaborons toujours, comme Relax Factory ou Azur, qui travaille la soie plissée teintée au naturel dans un atelier du Vieux-Port. Les récompenses que nous avons ensuite obtenues – auxquelles nous ne nous attendions pas – nous ont ouvert les portes du site verrier de Meisenthal, en Moselle, ou de l'orfèvre et parurier parisien Goossens. Tout est allé si vite ! », résume Angelo de Taisne. Madeleine Oltra et lui concentrent leur

pratique autour des savoir-faire et des matériaux artisanaux ou de seconde main. A partir de pièces de cuir recyclé, ils ont habillé d'une nouvelle peau un paravent de style Louis XVI, présenté dans l'exposition « Remix : les Aliénés du Mobilier national », en juin 2024, à Toulon. « C'était un clin d'œil aux films de cow-boys du sud de la France, surnommés les "westerns bouillabaisse" », s'amusent-ils. Avec des rétroviseurs de voiture soudés sur un piétement de métal et une gourde suspendue munie d'un ancien robinet de tonneau, ils ont fait naître, l'année précédente, un plan de toilette low-tech. Autant d'objets à la simplicité sensuelle, facilement réparables et adaptables.

L'un de leurs livres de chevet trône en bonne place dans leur studio : l'*Encyclopédie médiévale* d'Eugène Viollet-le-Duc (1814-1879), consacrée à l'architecture, au mobilier et aux vêtements militaires du Moyen Âge. « L'armure est un vêtement fabuleux que l'on pense lourd et encombrant, mais il était si savamment articulé qu'il suivait le mouvement du corps humain et celui des chevaux harnachés », précise Angelo de Taisne en tournant les pages, remplies de pense-bêtes. Elle a inspiré au duo une vitrine et une armoire pour Goossens, tels des écrins facettes de laiton et d'acier qui renvoient la lumière. Et des ferromoirs en forme d'ergot métallique, à l'image du faucre, qui servait à recevoir la lance sur le plastron des combattants chevaleresques.

A partir de pièces de cuir recyclé, ils ont habillé d'une nouvelle peau un paravent de style Louis XVI

Une autre de leur muse butine ça et là dans le jardin du couvent, aventurière audacieuse à quelques semaines du printemps. « L'abeille nous fascine et tant qu'architecte, productrice de sa nourriture et de sa médecine, la propolis, un anti-infectieux pour assainir la ruche. Son mode de vie social est bien plus ancien que le nôtre, puisqu'on a retrouvé un fossile d'abeille datant de 100 millions d'années, à l'époque du crétacé. Nous pouvons apprendre de cet insecte », assurent les créateurs.

L'abeille leur a inspiré un dard en verre coulé réalisé à Meisenthal, comme un bijou de mur jouant avec la lumière. Ou encore ces luminaires pour Delisle, bronzier et ferronnier d'art à Paris depuis 1895. Une applique qui dessine la silhouette de l'insecte : tête, thorax et abdomen, ceinturés de bronze, lui-même piqué de petites pierres en pâte de verre, façon ambre. Forts de leur succès, Madeleine Oltra et Angelo de Taisne en ont déjà dessiné une version plus petite, en bronze et verre cette fois, pour la même marque.

En octobre, pour la prochaine édition du festival de design Tangible, à Marseille, le studio Voto Xo s'est lancé le défi de sortir un objet produisant ou reflétant de la lumière, et mariant la cire d'abeille au verre. « Ces deux matériaux ont beaucoup de ressemblance : ils sont naturels, durables, peuvent être fondu, modelés et moulés », précise le tandem. L'exposition aura lieu dans la chapelle du couvent qu'il a investie et qui sera ouverte, pour l'occasion, au public.

Décidément, Madeleine Oltra et Angelo de Taisne ont bien fait de ne pas s'appeler « Sardine Sardine », leur première intention. Dans la cité phocéenne, l'expression du XVIII^e siècle « c'est la sardine qui a bouché le port de Marseille » signifie qu'on affabule. Eux sont à prendre très au sérieux. ■

VÉRONIQUE LORELLE

Jonathan Haidt

« Tout ce qui est nécessaire au développement des enfants s'évanouit avec les smartphones »

L'universitaire américain décrit comment l'essor du téléphone mobile et des réseaux sociaux s'est accompagné d'une augmentation des troubles anxieux chez les jeunes nés après 1995 et a des impacts néfastes sur leurs aptitudes sociales

ENTRETIEN

Professeur d'éthique des affaires à la New York University Stern School of Business, Jonathan Haidt est spécialiste de psychologie sociale. A travers ses travaux de recherche, il s'intéresse particulièrement aux émotions et à la moralité. En janvier, il a publié *Génération anxieuse. Comment les réseaux sociaux menacent la santé mentale des jeunes* (Les Arènes, 448 pages, 24,90 euros, traduit de l'anglais par Jenny Bussek).

Pouvez-vous nous dire ce qui caractérise cette « génération anxieuse », dont vous parlez dans votre ouvrage ?

C'est une génération jeune, composée de ceux qui sont nés dans les pays industrialisés après 1995. Ses premiers représentants arrivent à la puberté au moment où le smartphone prend son essor, en 2007, et au moment où apparaissent les réseaux sociaux, en 2009. La diffusion rapide de ces technologies va entraîner une transformation, particulièrement aux Etats-Unis, non seulement de la société, mais aussi de l'enfance.

Nous en sommes arrivés à un point où il est désormais devenu normal pour les plus jeunes de passer le plus clair de leur temps le nez sur leur téléphone, si bien que l'enfance ne se caractérise plus par le jeu, mais par ce que l'on fait en ligne. Cette évolution a un très fort impact sur le développement social, sexuel et cognitif.

Pouvez-vous nous en donner des exemples ?

Je me suis concentré sur ce qui arrive aux enfants une fois qu'ils ont leur premier smartphone, autour de l'âge de 10 ou 11 ans. En consultant la littérature scientifique sur les tendances suivies par la santé mentale aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les problèmes rencontrés par les filles sautent aux yeux. Les chiffres sur l'anxiété, la dépression et l'automutilation restent stables des années 1990 jusqu'en 2011 ou 2012. Puis, soudainement, ces pathologies augmentent en flèche. Par exemple, en 2008, environ 12 % des adolescentes américaines avaient souffert d'un épisode dépressif au cours de l'année précédente, ce qui correspond à ce que l'on observait classiquement d'une année sur l'autre. Puis, les chiffres décollent pour frôler les 30 % en 2020.

Les choses changent notamment après l'apparition en 2010 d'Instagram, un réseau social où l'on partage des photos et des vidéos. Dans différentes études, les jeunes filles interrogées considèrent d'ailleurs que cette plateforme est néfaste pour elles, car elles y sont incitées à se prendre en photo et à se comparer sans cesse aux autres. La comparaison est normale, surtout à l'adolescence où l'on est très vulnérable et où la popularité compte beaucoup. C'est une des caractéristiques de leur évolution. Les humains, parce qu'ils vivent en communauté, sont sensibles au regard des autres. Mais quand cette communauté se compose de millions de personnes connectées à leur téléphone, qui éditent soigneusement chacune des photos affichées en ligne, il devient impossible pour ces jeunes filles de rencontrer les standards fixés. Leur miroir ne leur renvoie pas une image digne de ce que l'on voit sur Internet, ce qui est source d'anxiété. Ce n'est là qu'un des mécanismes expliquant l'essor de ce genre de trouble.

Qu'en est-il pour les garçons ?

L'augmentation de l'anxiété et de la dépression s'est faite pour eux de manière plus graduelle. Le problème ne vient pas des réseaux sociaux, mais plus généralement d'une enfance passée sur des écrans. La diffusion des tablettes tactiles, des ordinateurs portables et des consoles s'est traduite par le fait que les garçons pouvaient désormais passer toute une journée accrochés à des jeux vidéo, ou à consulter des sites pornographiques.

Les effets apparaissent à plus long terme. Quand on observe où en sont les membres les plus âgés de la génération Z [nés entre 1990 et 2010], on constate qu'ils ont moins tendance que ceux des générations précédentes à avoir fait des études supérieures, à avoir un emploi, à avoir quitté le domicile parental. Ce qui m'amène à penser qu'une enfance passée sur les écrans est plus dommageable pour les garçons.

Néanmoins, n'est-il pas possible pour nos enfants d'avoir un usage modéré des nouvelles technologies ?

Au-delà des applications ou des impacts distincts qu'une enfance numérique peut avoir en fonction du genre, il y a une constante : les écrans prennent la place de tout le reste. Aux Etats-Unis, la moitié des adolescents déclarent être quasi constamment en ligne, quoi qu'ils fassent, qu'ils soient en train de vous parler, qu'ils soient aux toilettes, ou dans le bus pour aller à l'école. Le téléphone les empêche d'être pleinement présents aux autres dans le monde réel. Ils ne jouent pas, ne courrent pas, ne prennent pas de risque et n'apprennent donc pas de quoi ils sont capables. La lecture disparaît. Tout ce qui est nécessaire au développement des enfants s'évanouit. Le jour vient néanmoins où ces enfants doivent faire face au monde ; qu'ils soient alors pris d'anxiété n'a rien d'étonnant.

Nous devons également prendre conscience du fait que nos enfants ont accès à de multiples plateformes en ligne qui chaque les exposent à des dangers différents. TikTok ruine leur capacité à maintenir leur attention au-delà de quelques secondes. Snapchat les soumet à un environnement malsain, où ils peuvent converser avec des inconnus qui peuvent les inciter, ou les contraindre, à leur envoyer des photos d'eux-mêmes dénudés. Il est possible d'y acheter de la drogue, voire des armes.



Vous dites que l'essor des troubles anxieux s'explique par la diffusion de la culture numérique. Mais ne s'agit-il pas plutôt d'une corrélation ?

Il y a en effet une corrélation, lorsque l'on s'arrête à la dimension historique, entre l'essor du smartphone et l'augmentation des troubles anxieux. Il y a également une corrélation sur le plan individuel, constatée par la recherche. Les enfants, particulièrement les filles, qui passent beaucoup de temps en ligne sont bien plus anxieux et sujets à la dépression. Des expériences ont également été conduites au cours desquelles on demande aux gens de réduire le temps qu'ils passent sur les réseaux sociaux. La première journée est généralement marquée par une plus grande anxiété, à cause de l'effet de manque. Mais au-delà d'une semaine, ils se sentent mieux.

Un récent sondage a été mené auprès de psychologues cliniciens en Australie et en Nouvelle-Zélande pour savoir si selon eux les réseaux sociaux renforçaient les troubles alimentaires dont souffrent certaines personnes. Ils ont unanimement répondu oui. Il y a donc tout un faisceau de preuves.

Vous observez également que l'essor de la société numérique survient alors que la parentalité évolue de manière préoccupante...

Auparavant, les enfants vivaient des aventures, ils circulaient librement à vélo dans la ville,探索raient les bois. Le jeu libre était un espace où ils pouvaient s'amuser et grandir de façon autonome, sans le regard constant leurs parents. Ils vivaient des expériences essentielles au développement du cortex cérébral frontal et de leurs aptitudes sociales. Cependant, aux Etats-Unis et au Canada, après la montée de la criminalité observée au cours des années 1970 et 1980, la confiance en nos voisins a reculé. Une peur des enlèvements s'est répandue, de manière tout à fait excessive. Une tendance s'est installée : la réduction de ce temps de jeu libre. Internet a peu à peu pris sa place. Cela rassure les parents, ils ont l'impression que puisque leurs enfants sont à la maison, rien de mal ne peut leur arriver.

Cette évolution de la parentalité est également une conséquence du développement économique. A mesure qu'un pays s'enrichit, le nombre des naissances diminue. Une grande attention est portée à chaque enfant et les parents tendent à vouloir diminuer les risques auxquels ils sont exposés. Mais on fait fausse route en croyant qu'une enfance passée sur les écrans n'est pas dangereuse.

Que faut-il faire sur le plan législatif ?

Je suis américain et je sais qu'il n'y a rien à attendre du Congrès. Nous devons donc chercher à faire évoluer les normes sociales. Chacun doit repenser la façon dont il éduque ses enfants. Pour moi, les adolescents ne devraient pas avoir accès à un smartphone avant 14 ans. Un téléphone portable sans Internet, pourquoi pas ? Mais pas plus. Si un quart des familles le faisaient, ce serait socialement acceptable, les adolescents sans smartphone ne se sentiront pas exclus. Bien évidemment, il vaudrait mieux faire évoluer la loi.

Fin 2024, l'Australie a adopté un texte qui va dans le bon sens en fixant à 16 ans l'âge auquel on peut créer un compte sur les réseaux sociaux, céder ses données, etc. La loi exige que les plateformes vérifient l'âge de leurs utilisateurs. Je crois également que les écoles ne devraient pas admettre de téléphone dans leur enceinte. Ces technologies sont incroyablement addictives.

Que pensez-vous de l'essor de l'intelligence artificielle ?

Ces technologies rendront nos enfants encore plus dépendants aux écrans. Le contenu créé par des intelligences artificielles sera encore plus captivant. On verra aussi l'essor d'« amis » créés par ces algorithmes, ce qui isolera encore davantage nos enfants. Ces « amis » s'ajusteront parfaitement à eux, manifestant de l'empathie au bon moment. Nos enfants y trouveront un monde facile et le développement de leurs attitudes sociales en pâtira. Tout cela terminera très mal. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC-OLIVIER BHERER



GÉNÉRATION ANXIEUSE
de Jonathan Haidt,
Les Arènes,
448 pages,
24,90 euros

LE CRI D'ALARME POUR LA SANTÉ MENTALE DES JEUNES

LE NUMÉRIQUE est un prédateur pour l'enfance, nous dit l'Américain Jonathan Haidt, spécialiste de psychologie sociale, attentif aux évolutions de la société. Dans son livre, qui est tout autant un cri d'alarme, *Génération anxieuse. Comment les réseaux sociaux menacent la santé mentale des jeunes* (Les Arènes, 448 pages, 24,90 euros), il remarque à quel point le smartphone et la console de jeux vidéo ont pris la place du jeu libre à l'extérieur, de la rencontre des autres et du monde. Les troubles anxieux augmentent rapidement chez les plus jeunes depuis l'avènement du smartphone, à la fin des années 2000, démontre-t-il, chiffres à l'appui et sur la base de nombreux travaux de recherche.

Jonathan Haidt ne craint pas la polémique et adopte des positions tranchées. Le ton de l'ouvrage n'est pas pour autant accablant. Le livre est avant tout une incitation à changer les choses, et propose de nous aider à sortir de nos mauvaises habitudes. Il prône de retarder l'achat du premier smartphone à 14 ans et de l'interdire à l'école.

Les parents doivent également apprendre à donner l'exemple, en délaissant eux aussi leur téléphone. L'auteur poursuit son exploration de ces enjeux sur son site *The Anxious Generation* (en anglais). ■

M.-O.B.

Nathalie Loiseau Etre patriote, c'est consentir les efforts nécessaires pour renforcer notre défense

Croire qu'une paix durable est possible en Europe est un pari aussi hasardeux qu'improbable, estime la députée européenne (Horizons), qui appelle la France et ses voisins à augmenter leurs dépenses militaires

Il fallait le faire. Emmanuel Macron a eu raison d'aller à Washington rencontrer Donald Trump. Les messages qu'il lui a passés étaient essentiels : oui, la sécurité de l'Ukraine et celle de l'Europe sont liées ; oui, les Européens ont beaucoup fait pour l'Ukraine et sont prêts à prendre une plus grande part à la sécurité du continent ; non, un cessez-le-feu bâclé n'assurera ni la sécurité de l'Ukraine ni celle de l'Europe.

Il fallait savoir le faire, et le président de la République a su allier fermeté sur le fond et chaleur sur la forme. Il n'est pas utile de parler à Donald Trump comme il nous parle. La preuve : plus l'administration américaine bouscule les Européens, moins elle les convainc. La diplomatie est d'abord un art du dialogue. Emmanuel Macron a-t-il convaincu Donald Trump ? Le triste épisode du vote américain à l'ONU incite à la prudence [le 26 février, les Etats-Unis se sont alliés à la Russie sur des textes concernant la guerre en Ukraine]. Il ne fallait pas attendre qu'une seule rencontre fasse des miracles. Il n'y en a pas eu.

Plus grave, rien ne montre aujourd'hui que l'Ukraine, et donc l'Europe, puisque les deux sont liés, peut compter sur de véritables garanties de sécurité. Des troupes européennes en Ukraine ? Moscou continue à s'y oppo-

ser. La Russie cédera-t-elle ? A la différence de Washington, Moscou ne dévoile pas son jeu à l'avance et ne fait, pour l'heure, aucune concession. Les Etats-Unis prendront-ils leur part dans la préservation de l'indépendance et de la souveraineté de l'Ukraine ? Les détails de l'accord sur les minéraux qu'ils imposent à Kyiv/Kiev en ukrainien ne sont pas rassurants.

Aujourd'hui, croire en une paix durable relève d'une série de paris aussi hasardeux qu'improbables : le pari que l'insistance des Européens à décrire la menace russe pour ce qu'elle est finira par convaincre Donald Trump ; le pari que l'Alliance atlantique restera, quoi qu'il arrive, le pilier de la sécurité des Européens ; le pari américain que la Russie serait prête à se dissocier de la Chine et de l'Iran et deviendrait raisonnable ; le pari de Volodymyr Zelensky (mais a-t-il d'autres choix ?) que l'appât du gain dont fait preuve l'administration américaine l'attachera durablement au sort de l'Ukraine.

Le destin de l'Ukraine ne tient qu'à un fil. La paix en Europe n'est donc plus assurée. La France plaide avec insistance pour l'autonomie stratégique et la souveraineté européenne depuis longtemps. Nous avons eu le tort d'avoir raison trop tôt et l'Europe de la défense

est restée à la traîne. Il faut maintenant mettre les bouchées doubles, dans les actes et non dans les mots, avec les moyens que cela suppose, alors qu'il n'y a plus une minute à perdre.

Ce sera difficile, davantage que si nous avions fait plus, plus tôt. Toujours moins que si nous attendons encore, alors que les menaces se rapprochent et que nos alliances s'effritent. Faut-il tirer un trait sur l'OTAN ? Ce n'est évidemment pas le souhait des Européens. Peut-on miser entièrement sur l'Alliance atlantique ? Friedrich Merz, qui vient de remporter les élections en Allemagne, ne le pense pas, et c'est une véritable révolution.

Souveraineté technologique

Aujourd'hui, la Russie consacre environ 10 % de son PIB à sa défense, la France 2 %, et tous nos voisins immédiats encore moins. Les marchands d'illusions qui ont vendu aux Européens le mythe des « dividendes de la paix » nous ont désarmés. Ils sont à la fois responsables et coupables de leur désinvolture et de notre vulnérabilité. Notre défense passe par le soutien à nos armées, poursuivi depuis sept ans mais qu'il faut accroître encore. Elle passe par une souveraineté technologique qu'il nous faut restaurer et par une lutte beaucoup plus déterminée contre les ingérences étrangères.

Nous voyons aujourd'hui des opérations de déstabilisation russes amplifiées par des réseaux sociaux américains. Nous risquons de voir demain l'intelligence artificielle transformée en arme de destruction massive de nos dé-

mocraties. L'internationale des autorités et des illibéraux s'essaie à faire tomber une à une les démocraties européennes, sans tirer un coup de feu, par la manipulation des opinions publiques et de nos rendez-vous électoraux.

Etre patriote aujourd'hui, c'est refuser de se faire intoxiquer. C'est décider de consentir les efforts nécessaires pour renforcer notre défense, en France et en Europe. C'est cesser d'enfourcher au jour le jour toutes les polémiques qui nous divisent et consentir de son plein gré à serrer les rangs, en France et en Europe. C'est ce que disent tous les Français que je rencontre et c'est 100 fois plus responsable que le comportement de nombreux politiques déconnectés et indifférents aux menaces sur notre sécurité.

Il y aurait 1000 raisons aujourd'hui d'être en colère : contre ceux qui nous ont précédés et n'avaient pas conscience des menaces. Contre ceux qui aujourd'hui sont prêts à trahir l'Ukraine pour une paix illusoire. Mais la colère est une perte de temps. C'est le moment d'agir pour assurer à nos enfants la paix que nos parents ont bâtie et qu'ils nous ont transmises. ■

Nathalie Loiseau est députée européenne Horizons et présidente de la commission spéciale sur le bouclier démocratique européen au Parlement européen



LES MARCHANDS D'ILLUSIONS QUI ONT VENDU AUX EUROPÉENS LE MYTHE DES « DIVIDENDES DE LA PAIX » NOUS ONT DÉSARMÉS

Pierre Buhler La stabilité sur laquelle les Européens se sont reposés s'est délitée

Les espoirs des dirigeants européens d'une consolidation de la stabilité sont aujourd'hui bousculés sans ménagements par les acteurs les plus puissants de l'arène internationale, les Etats-Unis et la Russie, souligne l'ancien diplomate

Traumatisée par deux conflits définis par le paroxysme de la violence et de l'horreur, l'Europe s'est construite sur le postulat d'un « plus jamais ça » qui devait garantir le respect du droit international incarné par la Charte des Nations unies, un traité ratifié par tous les Etats de la planète. La trajectoire suivie depuis la déclaration Schuman de 1950 peut être cristallisée en un mot, « stabilité », laquelle est garantie par la protection des Etats-Unis, dans un ensemble « occidental » fédéré sous la bannière du « monde libre ».

Les espoirs, nés de la fin de la guerre froide, de voir cette stabilité se consolider, avec l'apparence d'un triomphe de l'éthique démocratique, se sont évaporés, sans cesse bousculés par des rapports de la dimension tragique de l'histoire, qu'il s'agisse des attentats du 11-Septembre, de la deuxième guerre d'Irak [2003] ou des agissements de la Russie au sein de son « étranger proche » (Géorgie, Ukraine). Pour autant,

l'aspiration à un retour à la stabilité l'a toujours emporté chez les dirigeants européens, qui sont « habitués au confort du statu quo (...) et pris de vitesse par l'accélération de l'histoire », comme le souligne l'historien Thomas Gomart dans *L'Accélération de l'histoire* (Tallandier, 2024).

S'il subsistait encore des doutes à cet égard après l'agression de l'Ukraine par la Russie, les initiatives multipliées à jet continu par Donald Trump depuis son élection devraientachever de les balayer. Les perspectives d'un retour à un quelconque statu quo relèvent du mirage. Le concept de liquidité, que le sociologue Zygmunt Bauman (1925-2017) avait forgé pour définir les sociétés postmodernes, qualifie parfaitement, aujourd'hui, les relations entre Etats, marquées à la fois par l'anomie et la vitesse, reflets de cette accélération de l'histoire.

Alors que les Etats-Unis ont régulièrement accusé la Russie et la Chine de volontés de « révisionnisme » à l'égard de cet ordre dont ils avaient été les architectes, le président américain, Donald

guerre froide, n'a nullement provoqué une résurgence de la guerre – sauf dans l'ex-Yougoslavie –, ce fut grâce à la capacité d'intégration des nations libérées du joug soviétique au sein des institutions existantes, l'OTAN et l'Union européenne (UE).

Opérations de désinformation
Mais l'axiome de la stabilité, sur lequel les Européens se sont reposés, s'est progressivement délitée avec la dégradation du système de sécurité collective au fil des violations, sans états d'âme, par les acteurs les plus puissants de l'arène internationale – les Etats-Unis et la Russie – de ces règles supposées obliger tous les membres des Nations unies – comme le non-recours à la force « contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout Etat ».

Alors que les Etats-Unis ont régulièrement accusé la Russie et la Chine de volontés de « révisionnisme » à l'égard de cet ordre dont ils avaient été les architectes, le président américain, Donald

Trump, endosse désormais la même posture, en émettant des revendications sur l'intégrité territoriale et l'indépendance politique d'Etats membres des Nations unies.

De même, après avoir dénoncé les opérations de désinformation, de manipulation, d'influence hostile et d'ingérence de ces mêmes puissances, les Etats-Unis ont systématisé la déconstruction de la vérité, camouflée derrière l'appellation fumeuse de « faits alternatifs ». Le président américain en offre quasi quotidiennement l'illustration, et son administration lui emboîte le pas, érigent le mensonge d'Etat en système et instillant une touche orwellienne de plus en plus manifeste dans la conduite de la politique.

En même temps, son entourage plaide pour une liberté d'expression sans limite, que ne saurait entraver aucune régulation, avec l'objectif assumé de brouiller toute distinction entre le vrai et le faux, en un écho lointain au « rien n'est vrai, tout est permis » du philosophe Friedrich Nietzsche, qui l'écrivait dans *Ainsi par*

lait Zarathoustra. Cette combinaison de relativisme, d'accélération, d'incertitude et d'affaiblissement des cadres juridiques et institutionnels jusque-là tenus pour fiables est la négation même de ce paradigme de la prévisibilité et de la stabilité qui a longtemps été la fondation du projet européen et est aujourd'hui bousculé sans ménagements.

Mouvance national-populiste
L'épure d'une « architecture européenne de sécurité », déjà présentée par la Russie en décembre 2021, n'était autre que la sanction d'une sphère d'influence russe vis-à-vis de son « étranger proche ». Elle n'offrirait pas, quand bien même elle serait acceptée, une quelconque garantie de stabilité à l'Europe, tant le Kremlin pourrait remettre en cause à tout moment cet instrument, comme l'a été, en 2014, le traité russo-ukrainien de 1997, avec ses clauses de non-agression et de respect de l'intégrité territoriale.

Cet environnement « liquide » définit également l'Europe elle-même, en pleine ascension de la mouvance national-populiste, ouvertement encouragée par la tornade du trumpisme, avec des postures d'ingérence illustrées notamment par le discours du vice-président J. D. Vance à la Conférence de Munich sur la sécurité, en février. Les institutions de l'UE contiennent, tant bien que mal, la dégradation des fondations de la démocratie et de l'Etat de droit, mais la solidarité politique s'étiole face à la menace de Moscou et à l'offensive de Washington. Ce qui force les Etats les plus préoccupés par cette prise en tenaille à rechercher en dehors

d'une UE de plus en plus divisée – des coalitions pour y faire face – avec le Royaume-Uni, notamment. On est loin du « moment machiavélique » de l'UE, que certains intellectuels ont appelé de leurs voeux pour naviguer dans les eaux dangereuses de ce nouvel ordre du monde.

Dans *L'Ensaïvement. Le retour de la barbarie au XXI^e siècle* (Grasset, 2005), la philosophe Thérèse Delpech (1948-2012) observait avec prescience que « la véritable histoire est imprévisible, ce qui explique l'attraction que l'on éprouve pour la stabilité, maître-mot des relations internationales, surtout dans les périodes où les événements alimentent la crainte de l'imprévu, [qui] est devenu notre élément, le signe distinctif des relations stratégiques de notre époque [de] bouleversements spectaculaires et [de] retournements soudains ».

C'est à l'aune de ce constat, celui d'un monde « liquide » et imprévisible, sans promesse de stabilité, que les dirigeants européens qui refusent cette tournure des événements seraient bien inspirés de repenser leurs stratégies. ■

L'ENTOURAGE DE TRUMP PLAIDE POUR UNE LIBERTÉ D'EXPRESSION SANS LIMITES, QUE NE SAURAIT ENTRAVER AUCUNE RÉGULATION

Pierre Buhler, ancien ambassadeur de France à Singapour (2006-2009) et en Pologne (2012-2016), a été président de l'Institut français et chargé d'enseignement en relations internationales à Sciences Po et au Collège d'Europe, à Varsovie. Il est l'auteur de « Pologne, une histoire d'ambition. Comprendre le moment polonais » (Tallandier, 272 pages, 19,90 €)

Lorsque, en 2017, le président français, Emmanuel Macron, a appelé à renforcer l'indépendance de la défense de l'Europe, notamment en réduisant sa dépendance vis-à-vis de Washington, ses appels ont été considérés dans de nombreux Etats européens comme un affront à l'Alliance transatlantique. Mais depuis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, et au vu des dernières déclarations de l'administration du président américain, Donald Trump, les Européens se disent de plus en plus qu'ils auraient, en effet, été mieux avisés de consolider la défense européenne afin de ne plus compter sur les Etats-Unis pour l'assurer.

Au lieu de prendre au sérieux les multiples signaux d'alerte – que ce soit le pivot de Barack Obama [président des Etats-Unis de 2009 à 2017] vers l'Asie, l'élection de Trump en 2016, le chaotique retrait américain d'Afghanistan, l'invasion russe de l'Ukraine ou les tensions avec l'administration du précédent président américain, Joe Biden, sur une accession de l'Ukraine à l'OTAN –, les Européens sont collectivement retournés à leur torpeur. Même s'ils ont relevé les défis qui se sont posés à eux avec un degré d'engagement variable (l'effort européen dans le dossier ukrainien doit être cependant souligné), ils ont fini par se rendormir profondément, rassurés par l'idée que Washington resterait un partenaire sur lequel l'Europe pourrait compter pour assurer sa sécurité. Même si ses demandes lui coûtent quelques efforts supplémentaires.

Transfert du « fardeau »

L'actualité montre cependant que cette vision de l'ordre de sécurité européen comporte une erreur politique et conceptuelle d'importance : elle considère la coopération transatlantique comme un élément constitutif de l'ordre européen, en oubliant les tensions ou même les conflits ouverts entre alliés. Aussi, petit à petit, les Européens se sont-ils faits à l'idée de « défendre l'Europe avec moins d'Amérique ». Mais pas sans elle.

On peut objectivement supposer, certes, qu'il est dans l'intérêt stratégique des Etats-Unis de s'engager un minimum dans la sécurité de l'Europe. Compte tenu de la hausse des dépenses européennes de défense et du transfert progressif du « fardeau » vers les Etats européens, l'OTAN constituerait pour les Etats-Unis un instrument sans pareil dans leurs négociations avec leurs alliés européens. Un instrument précieux no-

Gesine Weber Les Européens doivent dessiner une Europe post-Amérique, l'Ukraine sera leur premier grand test

Les pays du Vieux Continent n'ont plus d'autre choix que de tenter d'imaginer un avenir où les Etats-Unis n'assureront pas leur sécurité, analyse la spécialiste de sécurité et de défense européennes

tamment pour convaincre les Européens de s'aligner sur des politiques-clés aux yeux de Washington, en particulier dans l'Indo-Pacifique.

Ce raisonnement est néanmoins erroné, car il part du principe que les Etats-Unis, en raison de leurs objectifs de politique étrangère à court terme et de leur « grande stratégie » à long terme, ont véritablement intérêt à s'engager aux côtés de leurs alliés et à renforcer ces alliances qui accroissent leur pouvoir. Sauf que le gouvernement Trump ne semble guère disposé à adopter cette vision des choses, notamment sur l'Europe. Les Européens n'ont donc d'autre choix que d'adapter la leur et de tenter d'imaginer un avenir où les Etats-Unis n'assureront pas leur sécurité.

Les Européens doivent aujourd'hui dessiner une Europe post-Amérique, et l'Ukraine sera leur premier grand test. Les discussions entre les délégations américaines et russes à Riyad et le vote américain contre une résolution de l'ONU condamnant l'invasion russe de l'Ukraine, trois ans après le début de la guerre, illustrent bien ceci : les intérêts de l'Europe et des Etats-Unis ne convergent pas nécessairement aux yeux de Trump.

Afin de s'assurer une place à la table des négociations, il est essentiel que l'Europe élabore des propositions qu'elle puisse soumettre aux Etats-Unis. Il n'est cependant pas certain que mendier une place à la table des négociations soit une

stratégie très prometteuse auprès de l'administration Trump ; en particulier si les Européens proposent déjà de prendre des engagements significatifs sans pouvoir obtenir quoi que ce soit en retour. Il est fort probable que les Etats-Unis demanderont aux Européens d'assurer la plus grande partie de la sécurité ukrainienne, il est en revanche très improbable qu'ils soient prêts à les soutenir publiquement et politiquement, notamment en cas de confrontation militaire avec la Russie.

Les Européens doivent donc, en parallèle, s'atteler à la fabrication de leur propre tableau pour négocier entre eux l'avenir de l'ordre de sécurité européen. Les récen-

tes réunions de dirigeants européens avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, ainsi que l'optimisme de la Commission européenne quant à une adhésion de l'Ukraine à l'UE d'ici à 2030 constituent des signaux forts. Après ces engagements initiaux, toutefois, l'Europe devra fortement accroître sa puissance militaire pour être en mesure d'exercer une force de dissuasion suffisante.

Le scénario d'une « OTAN dormante »

D'un point de vue plus structurel, les Européens doivent aussi faire leur deuil d'une OTAN bâtie autour d'un pilier américain et d'un pilier européen, et y voir avant tout une alliance entre Européens, où les Etats-Unis ne jouent que le rôle de « filet de sécurité ».

Concrètement, les Européens pourraient prendre une longueur d'avance en étudiant le scénario d'une « OTAN dormante », susceptible de gagner prochainement du terrain dans les cercles républicains. Dans ce scénario, l'Europe pourrait proposer aux Etats-Unis de ne lui apporter qu'un soutien politique ou un soutien militaire minimal en cas de réaction militaire collective au titre de l'article 5 du traité de l'OTAN, tandis qu'elle prendrait la direction militaire des opérations.

Tout cela ne signifie pas que les Européens doivent rompre toute collaboration avec les Etats-Unis sur la question de la sécurité européenne. Mais au lieu

de se débattre contre un retrait américain partiel ou complet de l'OTAN, ils feront mieux d'élaborer un plan de transition vers un nouvel ordre de sécurité européen.

Les Européens doivent clairement informer Washington des domaines dans lesquels ils ont besoin de son soutien dans le court, le moyen et le long terme, mais aussi de la manière dont les engagements américains pourront être progressivement supprimés. Avec un plan solide en main, l'Europe aura de meilleures cartes pour s'assurer que les Etats-Unis lui accorderont le soutien minimal dont elle a besoin pour exercer une force de dissuasion efficace et poursuivre sa stratégie. Un tel plan de transition pourrait aussi ouvrir la voie à un nouvel ordre de sécurité transatlantique plus sain, un véritable partenariat qui laisserait moins de place à la dépendance, aux comportements irresponsables et aux risques de coercition. ■

Traduit de l'anglais par Valentine Morizot

Gesine Weber est spécialiste de sécurité et de défense européennes et chercheuse pour le cercle de réflexion German Marshall Fund of the United States, à Paris

IL N'EST PAS CERTAIN
QUE MENDIER UNE
PLACE À LA TABLE DES
NÉGOCIATIONS SOIT
UNE STRATÉGIE TRÈS
PROMETTEUSE AUPRÈS
DE L'ADMINISTRATION
TRUMP

Réformer le système de mutation des enseignants améliorera l'école

ANALYSE

Il y a celui qui a demandé sa mutation, celui qui l'a obtenue, celui qui attendra un an de plus. La « mut » des enseignants occupe, chaque printemps, les conversations dans les salles des professeurs. Dans le jargon de l'éducation nationale, le « mouvement » désigne le dispositif de répartition de ceux qui souhaitent changer de poste. Dans le second degré (collège et lycée), il s'opère d'abord d'une académie à une autre, puis entre les établissements ; dans le premier degré (école maternelle et élémentaire), il a lieu entre départements. Les chances d'obtenir satisfaction dépendent du nombre de points de l'enseignant, qui, eux, relèvent de son ancienneté, de certains critères individuels et de la difficulté du poste qu'il veut quitter.

Ces chances dépendent aussi, et surtout, d'un cruel jeu d'offre et de demande, car les enseignants ont tendance à être affectés en début de carrière dans des académies peu demandées (Amiens, Versailles, Créteil), et à chercher ensuite à rejoindre les académies de l'Ouest ou du Sud. Le déficit de personnel dans les académies peu attractives génère chez ceux qui y sont affectés le sentiment d'être piégés indéfiniment. A l'inverse, ceux qui ont obtenu satisfaction ont tendance à rester là où ils se trouvent.

La mécanique du « mouvement » est donc grippée. Côté enseignants, puisque en 2023 seuls 20,8 % des candidats au mouvement du premier degré avaient obtenu une mutation,

selon un bilan du ministère de l'éducation transmis aux syndicats et qu'a pu consulter l'agence spécialisée AEF. Dans le second degré, le taux de satisfaction était de 41,4 %. Mais aussi côté élèves, puisque le jeu des mutations déséquilibre la répartition des enseignants les moins expérimentés : dans l'académie de Créteil, en 2021, 18 % des enseignants du second degré avaient moins de 30 ans, contre 6 % dans l'académie de Rennes, rappelait la Cour des comptes fin 2024.

Le ministère de l'éducation nationale a tenté de remédier au problème avec la généralisation des « gestions RH de proximité », et assure régulièrement que la remise à plat des conditions d'affectation, dans un contexte de déficit structurel de candidats aux concours de recrutement, est à l'étude. Car l'inquiétude à l'idée d'être muté loin de chez soi joue sur l'attractivité. Un tiers des étudiants qui considèrent la profession d'enseignant du second degré comme « pas attractive » citent le manque de choix dans les premières affectations parmi les facteurs de rejet du métier (derrière le salaire et les conditions de travail), d'après un sondage Ipsos de 2022.

S'il est difficile, néanmoins, de remettre en cause le « mouvement », c'est parce qu'il maintient un semblant d'égalité entre les enseignants : tous se voient appliquer le même barème de points. En outre, ce système a le mérite de maintenir une partie des effectifs dans les endroits les moins attractifs. Changer de méthode risquerait de déstabiliser davantage les établissements accueillant des publics difficiles, qui sont déjà soumis à un

turnover plus important d'enseignants. Dans le même temps, la France est rattrapée par une réalité difficile à ignorer : les systèmes scolaires les plus performants sont aussi ceux qui offrent une plus grande autonomie aux établissements, leur laissant le choix du projet pédagogique, mais aussi, dans de nombreux pays, du recrutement des équipes. Une pratique si éloignée du système français que l'idée qu'un enseignant « positive » à une offre correspondant à son profil paraît presque exotique.

Vers un recrutement « sur profil » ?

C'est pourtant comme cela que fonctionnent de nombreux systèmes scolaires, avec un possible effet sur les résultats : l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a ainsi évalué la corrélation entre l'autonomie des établissements et la performance en mathématiques à l'âge de 15 ans dans 80 pays. Les systèmes les plus performants sont ceux qui laissent la plus grande autonomie aux chefs d'établissement, par opposition aux autorités nationales ou régionales. En résumé, « quand on donne de l'autonomie aux acteurs, cela produit de meilleurs résultats », conclut Eric Charbonnier, analyste éducation à l'OCDE.

Mais cette autonomie du recrutement se double d'une plus grande confiance accordée aux enseignants pour la mise en œuvre des programmes scolaires et d'une pratique accrue de l'autoévaluation. Ce n'est donc pas seulement la responsabilité locale du recrutement qui génère une plus-value, mais un

ensemble de pratiques consistant à faire confiance au terrain. D'ailleurs, laisser les mains entièrement libres aux directions d'établissement peut engendrer de nouveaux risques psychosociaux : dans l'enseignement privé, où la direction a son mot à dire dans les recrutements, les syndicats d'enseignants se plaignent parfois de dérives. « On pourrait avoir une conception de l'autonomie qui permette de tenir compte de la diversité des situations, sans pour autant ouvrir la porte à des arbitraires locaux », plaide ainsi l'ancien recteur Alain Boissinot.

La France devrait-elle généraliser le recrutement « sur profil » ? Elle pratique déjà cette méthode, à petite échelle, pour recruter sur certaines compétences : quand on cherche un professeur d'histoire qui parle anglais pour une section européenne, par exemple. Ce levier semble intéresser la ministre de l'éducation nationale, Elisabeth Borne, qui déclarait, le 18 janvier, au Sénat, qu'elle souhaitait « continuer à développer les ouvertures de postes à profil » en parallèle d'une « remise du système de mobilité et d'affectation » à l'horizon 2026.

Cette refonte (qui n'est pas entamée, selon les syndicats) se heurtera à l'avis du SNES-FSU. Le syndicat majoritaire des enseignants du second degré est d'accord pour revoir le système actuel, dont il perçoit les écueils. Mais il s'oppose à la remise en question du mouvement national qui, selon lui, créerait des déserts éducatifs comme il existe aujourd'hui des déserts médicaux. ■

**LES SYSTÈMES
SCOLAIRES
LES PLUS
PERFORMANTS
SONT CEUX
QUI OFFRENT UNE
PLUS GRANDE
AUTONOMIE AUX
ÉTABLISSEMENTS**

VIOLAINE MORIN (SERVICE SOCIÉTÉ)



ÉCONOMIE | CHRONIQUE
PAR JEAN-MICHEL BEZAT

Trump, l'«homme des ressources minières»

Donald Trump s'était déjà autoproclamé «*Tariff Man*» (l'«homme des tarifs douaniers»), il pourrait aussi s'autogratifier du titre de «maître des ressources naturelles». Avec le président américain, un nouveau prédateur fait une entrée fracassante sur le marché des minerais et des terres rares : les Etats-Unis. La Chine n'est plus seule à accaparer des richesses assurant sa souveraineté industrielle et militaire. Les Ukrainiens l'apprennent à leurs dépens. La signature d'un accord prévoyant une exploitation conjointe de leurs sous-sols annulée en extérieur, vendredi 28 février, après la stupéfiante passe d'armes entre M. Trump et le président Volodymyr Zelensky dans le bureau Oval, confirme cette nouvelle donne.

Durant son premier mandat (2017-2021), M. Trump visait déjà les richesses du Groenland, danois, dans une zone arctique où s'activent Russes et Chinois. Il n'a pas abandonné ses prétentions, mais sa dernière proie est l'Ukraine, fort d'une «justification» nouvelle : «récupérer» les milliards de dollars d'aides versés durant les trois ans de guerre contre la Russie. «On demande des terres rares et du pétrole, n'importe quoi qu'on puisse obtenir», a tempêté le président-businessman, avant de négocier avec Kiev – le mot est-il juste ? – un accord finallement avorté ou repoussé.

Même son prédécesseur George W. Bush n'avait pas réclamé de tribut pétrolier aux Irakiens pour les avoir débarrassés de Saddam Hussein en 2003. Qu'il ne se sente pas tenu par la parole de Joe Biden et les aides votées par le Congrès n'étonne personne. Pas plus que la logique transactionnelle, marque de fabrique du magnat de l'immobilier, qui atteint là un degré de brutalité et d'indécence inégalé. Et pas davantage son refus d'assortir un accord sur les ressources à des «garanties de sécurité», la demande la plus pressante de M. Zelensky. M. Trump n'est pas Franklin D. Roosevelt, signataire en 1945 d'un accord pétrole contre sécurité avec le roi d'Arabie saoudite, Abdel Aziz Al Saoud.

Arrogance et impréparation

Il triche même sur les chiffres. Estimant d'abord la «dette» de Kiev à 500 milliards de dollars (481 milliards d'euros), il l'a réduite à 350 milliards, encore loin du soutien réel de 120 milliards évalué par les experts sérieux. Et il ne fait pas de doute qu'il s'opposera à ce que les 300 milliards d'actifs russes gelés par les Occidentaux depuis trois ans, dont 200 milliards en Europe, servent à la reconstruction du pays agressé, pour un coût désormais estimé à plus de 500 milliards de dollars sur dix ans par la Banque mondiale.

Mélange d'arrogance et d'impréparation, l'affairisme sans vergogne de M. Trump se heurtera aux dures réalités. Sur le papier, l'Ukraine recèle d'importantes richesses (lithium, titane, graphite...), certes. Mais des études et des campagnes de prospection seront nécessaires pour évaluer la quantité, la qualité et la rentabilité de gisements laissés en jachère depuis la chute de l'URSS. Les valori-

TRUMP N'A PAS ABANDONNÉ SES PRÉTENSIONS EN ARCTIQUE, MAIS SA DERNIÈRE PROIE EST L'UKRAINE

L'INDISPENSABLE DÉBAT NATIONAL SUR L'UKRAINE

ÉDITORIAL



A près des semaines de remise en cause, à l'initiative des Etats-Unis de Donald Trump, du lien transatlantique, un débat est enfin organisé, en France, à l'Assemblée nationale, le 3 mars, et au Sénat, le lendemain, sur «la situation en Ukraine et la sécurité en Europe». Il faut espérer que la représentation nationale s'en saisisse enfin, après être restée sourde et muette face au bouleversement potentiel de l'architecture de sécurité à l'origine de la plus longue période de paix sur le continent européen, jusqu'à l'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie, il y a trois ans.

Alors que le président Emmanuel Macron se démène sur ce front, les élus des partis représentés à l'Assemblée nationale ont,

pour l'écrasante majorité d'entre eux, préféré se réfugier dans le déni et l'évitement des nouveaux défis auxquels le Vieux Continent est confronté. Ils sont tout juste parvenus, après plusieurs mois d'instabilité gouvernementale, à doter le pays d'un budget et d'une loi de financement de la Sécurité sociale qui ne réduisent qu'à la marge les déficits publics.

Divisés et focalisés sur l'élection présidentielle de 2027, ils n'ont guère préparé leurs électeurs au grand basculement qui est en train de se produire. L'absence des enjeux internationaux dans les débats préalables aux congrès que doivent tenir au cours des prochaines semaines Les Républicains, Les Ecologistes et le Parti socialiste est symptomatique.

Cette posture d'évitement n'est plus tenable aujourd'hui. L'humiliation infligée par Donald Trump au président ukrainien, Volodymyr Zelensky, dans le bureau Oval de la Maison Blanche, le 28 février, confirme un changement d'ère, qui prend de court les Européens.

Légitimement inquiets, nos concitoyens doivent savoir quelle vision défendent les élus qui les représentent et sur quels alliés ils comptent s'appuyer. L'agression russe de 2022 n'a fait qu'entrouvrir ce débat, qui a fui la campagne des élections européennes tout autant que celle des élections législatives anticipées de juin 2024. La politique

française reste en quête de sa «Zeitenwende», selon la formule employée dès le 27 février 2022 par le chancelier social-démocrate allemand, Olaf Scholz : pour lui, l'invasion de l'Ukraine, ébranlant les piliers de la stabilité allemande, ouvrira bien une «nouvelle ère», même si l'est avéré incapable par la suite de tirer une doctrine de ce constat.

Un grand dessinement est nécessaire, qui doit s'étendre également au monde de l'entreprise, aux partenaires sociaux, à la société civile, pour permettre une discussion sur des questions essentielles auxquelles l'ordre mis en place après la seconde guerre mondiale répondait. Il s'agit de paix, de guerre et de ce qu'elles impliquent en matière de priorités nationales, parmi lesquelles figurent également la réponse aux dérèglements climatiques et la préservation du modèle social français.

L'obligation pour l'Union européenne d'assurer sa défense de façon autonome sous peine de disparaître va obliger la représentation nationale à redéfinir dans l'urgence ses priorités et à trouver les financements nécessaires. La délicate posture budgétaire dans laquelle se trouve le pays, le risque de ralentissement de l'activité induit par la politique protectionniste de Donald Trump ne vont pas faciliter la tâche. Raison de plus pour regarder les choses en face, sans retard ni défausse. ■



International

**AVAILABLE
AT YOUR
BEST
LOCAL
BOOKSELLER**

→ With The Support Of KD Presse,
And Special Partnerships With Dover Street Market,
Galerie Perrotin, Monocle, Ogaki Bookstore, News & Coffee,
Reading Room, Smith&Son, Tsutaya Bookstore And More.
→ Purchase online at lemonde.fr/boutique*

* La touche française. Disponible dans votre meilleure librairie. Avec le soutien de KD Presse, et des partenariats spéciaux avec Dover Street Market, la Galerie Perrotin, Monocle, la librairie Ogaki, News & Coffee, Reading Room, Smith&Son, la librairie Tsutaya et bien d'autres. Achat en ligne sur lemonde.fr/boutique

XX
BARCELONA
BEIJING
BERLIN
BRUSSELS
CHICAGO
HAMBURG
HONG KONG
KYOTO
LOS ANGELES
LONDON
MADRID
MILAN
NYC
PARIS
SEOUL
SHANGHAI
SINGAPORE
TAIWAN
TOKYO
ZURICH

Le Monde